

**"POPULATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN"
RAPPORT DU
SYMPOSIUM NATIONAL**

ORGANISE PAR

- SECRETAIRERIE D'ETAT A LA POPULATION
- ASSOCIATION SANTE PUBLIQUE D'HAITI (ASPHA)
- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA FAMILLE HAITIENNE (PROFAMIL)

OCTOBRE 1995

PH-ACG-354
103136

REMERCIEMENTS

La Secreteriaie d'Etat a la Population, l'Association de Sante Publique d'Haiti (ASPHA), l'Association pour la Promotion de la Famille Haitienne (PROFAMIL), tiennent a remercier

Le President de la Republique,
Son Excellence
Monsieur Jean-Bertrand ARISTIDE

Le Premier Ministre
Monsieur Smarck MICHEL

Le Ministre de la Sante Publique
Docteur Jean Joseph MOLIERE

Les Membres du Cabinet Particulier,
du President de la Republique

Le Services du Protocole

Les Agences Internationales The FUTURES Group International, The Population Reference Bureau, La USAID, Le FNUAP, Le PNUD, L'OIM, L'UNICEF, L'OMS, La Foi Bahaaie, Population Council, et Le Corps Diplomatique

Les Agences de Produits Pharmaceutiques Farmatrix, Les Laboratoires 4C, Villedroum, Providence, Commerce S A, Maximilien, Les Medias d'Etat et Privés, La Presse Parlee et Graphique, Les Conferenciers, Les Moderateurs, Les Personnes Ressources, Les Membres des Differentes Comites d'Organisation du symposium, et Les Participants

Et tous ceux qui ont contribue a rendre possible la grande premiere dans l'histoire de la population en Haiti Le Symposium National "POPULATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN" tenu a Port-au-Prince le 10 au 13 juillet 1995

RESUMES

LES FAITS

Le denouement de la crise politico-institutionnelle haïtienne a modifié les sujets de préoccupation des esprits et des énergies pour les focaliser vers des problèmes socio-économiques innombrables

Le Symposium National sur la Population et le Développement Humain du 10 au 13 juillet 1995 a eu pour slogan **L'urgence d'agir**. Il a représenté une tentative réussie de réaliser le plus large consensus possible autour des problèmes épineux qui agitent et perturbent la société haïtienne, il a été aussi une occasion de sonder l'avenir et d'en définir les perspectives à la lumière du présent, dans le cadre d'une large participation de toutes les composantes de la société haïtienne

Ce symposium a permis de jauger le même niveau d'intérêt que le gouvernement haïtien et les composantes de la société civile ont eux-mêmes manifesté pour les problèmes démographiques. En ce sens il a objectivé la volonté d'Haïti de faire écho aux recommandations de la conférence internationale sur la Population et le Développement tenue au Caire en septembre 1994

Declarations

Vu le support obtenu témoignant de l'engagement du gouvernement à la réalisation de ce symposium, sur la "Population et Développement Humain"

- 1 Considérant le fait que la persistance de la pauvreté quasi généralisée de la population haïtienne, pauvreté résultant de l'absence d'une politique systématique d'emploi et de système de sécurité sociale,
- 2 Considérant les problèmes liés au statut juridique, économique et social de la femme en Haïti,
- 3 Considérant les faiblesses reconnues de la société civile,
- 4 Considérant que deux siècles de régimes politiques divers n'ont pas permis d'organiser de façon acceptable la vie collective garantissant le développement humain,
- 5 Considérant la dégradation constatée de notre environnement, le désastre et la détresse écologiques,
- 6 Considérant qu'il convient de mettre en urgence en exécution une politique de sécurité alimentaire,
- 7 Considérant les facteurs résultant de la migration externe, l'exacerbation des difficultés économiques et sociales liées à la migration interne,
- 8 Considérant l'inadéquation du système sanitaire en rapport aux besoins de la population,
- 9 Considérant les faiblesses quantitatives et surtout qualitatives du système éducatif haïtien,

10 Considerant l'importance de la question de population et de developpement humain dans les conditions actuelles de notre pays,

11 Considerant la tres large representativite des participants attestant une participation effective de la communaute haitienne a ce symposium,

12 Considerant la capacite de l'etat a mobiliser les energies pour l'elaboration et la mise en execution d'un plan integre de developpement avec la collaboration de tous le secteurs,

13 Considerant le fait qu'il est "**urgent d'agir**" pour le **choix du futur**

A la lumiere de ces considerations declarons, l'elaboration et la mise a execution de ce **plan integre**, une **PRIORITE NATIONALE**

En consequence nous faisons appel a toutes les composantes de la nation, a l'appui international pour que le mouvement amorce par ce symposium soit maintenu jusqu'a la formulation et la mise en execution d'une politique nationale de population qui tiendra compte des recommandations issues du symposium et visant le Developpement et l'Epanouissement de l'homme haitien

SUIVI

LE CHOIX DU FUTUR

Le futur d'Haiti depend

- D'une part de l'option de chaque individu a planifier sa descendance de façon rationnelle
- D'autre part de la capacite de la societe a aider chaque individu a concretiser ce choix
- De la capacite de l'etat a mobiliser les energies pour l'elaboration et l'execution avec d'autres secteurs de politique de strategies et de plans d'actions integres

En particulier

- Strategies a court, moyen et long terme pour l'eradication de la pauvreté absolue et le developpement humain en Haiti
- Action pour la reduction de la mortalite maternelle et infantile, l'exercice des droits a la sante genesique
- Actions pour une meilleure distribution spatiale de la population et une urbanisation en accord avec les pôles de developpement potentiel, departemental, urbain, rural

- Actions pour un meilleur équilibre de la migration internationale dans le cadre d'une participation accrue de la communauté haïtienne à l'étranger, en support au développement national
- Information, éducation, sensibilisation de la population en matière de population

SOMMAIRE

I INTRODUCTION	1
II DECLARATION DE PRINCIPES ET RECOMMANDATIONS ISSUES DU SYMPOSIUM	3
III ORGANISATION ET PREPARATION DU SYMPOSIUM	6
IV DEROULEMENT DU SYMPOSIUM	11
V PERSPECTIVES D'AVENIR.	25
VI ANNEXES	
* Les Discours	
* Les Presentations	
* Liste des Conferenciers	
* Liste des Participants	
* Liste des Comites et Sous-Comites	

I INTRODUCTION

Le denouement de la crise politico-institutionnelle haïtienne a modifié les sujets de préoccupation des esprits et des énergies pour les focaliser vers des problèmes socio-économiques innombrables

L'Haïti actuelle se trouve confrontée au défi d'améliorer la qualité de la vie de ses citoyens après cent quatre vingt onze ans de troubles politiques, de gabegies administratives et de désintérêt pour la chose publique. L'absence de prise en charge conjuguée à la non intégration du citoyen haïtien au processus de développement de son propre pays, a conduit la nation haïtienne à un point de rupture qui s'il n'est pas consolidé, risque d'entraîner la nation dans des soubresauts socio-politiques aux conséquences incalculables. Les problèmes issus de l'échec de nos différents systèmes politiques sont immenses et tendent à se perpétuer dans un environnement économique international défavorable. Les ressources indispensables à la survie et au bien être des générations futures s'amenuisent et la dégradation de l'environnement s'intensifie du fait de

- ◆ L'archaïsme de nos modes de production et de consommation
- ◆ Une croissance démographique élevée
- ◆ La pauvreté généralisée et la paupérisation progressive des classes moyennes
- ◆ L'inégalité sociale et économique sans cesse croissante

La population haïtienne est estimée actuellement à 7 180 000 habitants. Elle a presque doublé durant les 35 dernières années. Elle atteindra 11 8 millions d'habitants en l'an 2020, 20 millions en l'an 2040. La prévalence de la contraception reste basse. Les 9 prochaines années avant la célébration du bicentenaire de l'indépendance seront déterminantes pour Haïti.

Le Symposium National sur la Population et le Développement Humain du 10 au 13 juillet 1995 a eu pour slogan "L'urgence d'agir". Il a représenté une tentative réussie de réaliser le plus large consensus possible autour des problèmes épineux qui agitent et perturbent la société haïtienne, il a été aussi une occasion de sonder l'avenir et d'en définir les perspectives à la lumière du présent, dans le cadre d'une large participation de toutes les composantes de la société haïtienne.

Ce symposium a permis de jauger le même niveau d'intérêt que le gouvernement haïtien et les composantes de la société civile ont eux-mêmes manifesté pour les problèmes démographiques. En ce sens il a objectivé la volonté d'Haïti de faire écho aux recommandations de la conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en septembre 1994.

OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE SYMPOSIUM

- 1 Debattre des problemes demographiques du pays en relation avec le developpement humain
- 2 Faire des recommandations en vue de la formulation et l'application d'une politique de population en Haiti

II DECLARATION DE PRINCIPES ET RECOMMANDATIONS ISSUES DU SYMPOSIUM

A DECLARATION DE PRINCIPES

Vu le support obtenu temoignant de l'engagement du gouvernement a la realisation de ce symposium sur "la Population et le Developpement"

- 1 Considerant le fait de la persistance de la pauvrete qui se manifeste au niveau de la population qui a resulte de l'absence d'une politique de developpement humain durable axe sur la longevite l'acces aux connaissances et sur la generation de revenu au benefice de chaque citoyen du pays
- 2 Considerant les problemes lies au statut juridique, economique et social de la femme en Haiti
- 3 Considerant les faiblesses de la societe civile,
- 4 Considerant que deux siecles de regimes politiques divers n'ont pas permis d'organiser de façon acceptable la vie collective garantissant le developpement humain,
- 5 Considerant la degradation constatee de notre environnement, le desastre et la detresse ecologiques
- 6 Considerant qu'il convient de mettre en urgence en execution une politique de securite alimentaire
- 7 Considerant les facteurs resultant de la migration externe, l'exacerbation des difficultes economiques et sociales liees a la migration interne,
- 8 Considerant l'inadequation du systeme sanitaire en rapport avec les besoins de la population
- 9 Considerant les faiblesses quantitatives et surtout qualitatives du systeme educationnel haitien
- 10 Considerant l'importance de la question de population et de developpement humain dans les conditions actuelles de notre pays,
- 11 Considerant la representativite des participants attestant d'une participation effective de la communaute haitienne a ce symposium
- 12 Considerant la volonte de l'Etat a mobiliser les energies pour l'elaboration et la mise en execution d'un plan integre de developpement avec la collaboration de tous le secteurs

13 Considerant le fait qu'il est "urgent d'agir" pour le choix du futur

A la lumiere de ces considerants declaronc l'elaboration et la mise en execution de ce plan integre une PRIORITE NATIONALE

En consequence nous faisons appel a toutes les composantes de la nation a l'appui international pour que le mouvement amorce par ce symposium soit maintenu jusqu'a la formulation et la mise en execution d'une politique nationale de population qui tiendra compte des recommandations issues du symposium et visant le developpement et l'epanouissement de chaque Haitien

*Fait a Port-au Prince Hotel Christopher le 15 juillet 1995
Approuve par l'ensemble des participants*

B RECOMMANDATIONS

L'Etat haitien devra elaborer et mettre en oeuvre

- 1 Une politique explicite de creation d'emploi dans le pays integrant le secteur prive national et celui du 10eme departement notamment du systeme bancaire
- 2 Une politique explicite de lutte contre la vie chere qui appauvrit de plus en plus la population haitienne,
- 3 Une politique de Credit a la consommation pour ameliorer le pouvoir d'achat de la population
- 4 Une politique d'adequation de la croissance economique a la croissance demographique pour mettre un terme au processus d'appauvrissement continue de la population Cette politique doit creer les conditions propres au libre exercice par tous, et specialement par les secteurs traditionnellement tenus en marge du developpement, de leurs droits de decider de leur procreation
- 5 Une politique d'articulation et de justice sociale axee sur une distribution equitable des ressources et des bienfaits de la croissance
- 6 Une politique integree garantissant la securite alimentaire de toute la population
- 7 Une politique d'arret de la degradation et de regeneration de l'environnement condition indispensable a un developpement humain durable
- 8 Une politique de promotion des ressources humaines tenant compte d'une modelisation de l'homme haitien que l'on prepare pour les generations a venir,
- 9 Une politique d'education primaire adaptee obligatoire et gratuite pour tout le pays comme le reclame la constitution haitienne

10 Un plan de sante axe sur une reduction du taux de mortalite infantile et devant prolonger l'esperance de vie a 65 ans

11 Un systeme de securite sociale accentue sur la securite medicale et la securite vieillesse Ceci implique un systeme d'identification sociale

12 Une politique de logement et d'urbanisation adequate ou d'occupation rationnelle du sol couplee a une maitrise des migrations internationales et l'integration des Haitiens de la diaspora

13 Une organisation de la societe civile dans le sens d'une reglementation sociale d'integration sociale et de solidarite nationale

14 La revision de la condition feminine et de la famille de façon a placer la femme comme agent moteur principal du developpement humain,

15 Des regimes politiques democratiques portant l'accent sur la decentralisation telle qu'exprimee par la constitution et l'integration regionale et continentale d'Haiti dans le concert des nations

16 Un systeme politique d'integration de toutes les couches de la population aux prises de decisions concernant leur destin mettant fin a la piraterie politique et a l'exclusion sociale

17 L'amelioration du cadre institutionnel de developpement humain par l'elevation de la Secretairerie d'Etat a la Population au rang de Ministere a la Population et au Developpement Humain pour la coordination des activites secteur public/secteur prive la qualite de vie de la population

III ORGANISATION ET PREPARATION DU SYMPOSIUM

La gestion des aspects techniques et logistiques aux différentes phases de préparation et l'exécution du symposium a nécessité la constitution de sept comités et trois sous-comités. Ce sont

1 Le Comité de Coordination Générale

Charge de la coordination générale et de la prise de décision en ce qui traite de l'orientation générale du symposium et des choix stratégiques

2 Le Comité Technique

Charge de la mise au point des aspects techniques du symposium. Ce comité avait aussi pour fonction d'établir les stratégies alternatives d'exécution du symposium. Il coiffait trois sous-comités techniques avec pour attribution d'opérationnaliser les décisions relatives aux aspects techniques du symposium. Ce sont

a LE SOUS-COMITE POPULATION ET ECONOMIE

Charge d'organiser et d'exécuter un panel et trois ateliers sur les thèmes

- ⊗ Population et Sécurité Alimentaire
- ⊗ Population - Emploi - Pauvreté
- ⊗ Population et Migration

b LE SOUS-COMITE POPULATION ET REALITES SOCIALES

Pour le panel et les trois ateliers sur les thèmes

- ⊗ Population et Environnement
- ⊗ Population et Santé
- ⊗ Population et Éducation

c LE SOUS-COMITE POPULATION ET POLITIQUE

Pour le panel et les trois ateliers sur les thèmes

- ⊗ Population et Régimes Politiques
- ⊗ Population et Société Civile

⊗ Population et Statut de la Femme

3 Le Comite de Controle Financier

Charge de gerer les ressources financieres liberees pour le symposium

4 Le Comite de Relations Publiques

Charge de gerer tous les aspects de la communication avant, pendant et apres le symposium

5 Le Comite de Logistique

Charge de gerer tous les aspects logistiques du symposium

6 Le Comite de Synthese

Pour la compilation la synthese des documents produits pour le symposium et la redaction du rapport final

7 Le Comite de Suivi

Qui ne devait prendre effet qu'apres le symposium Ce comite est charge d'assurer le suivi des recommandations issues du symposium moyennant l'organisation d'activites aussi diverses que conference, symposium seminaires, preparation de documents, lobbying, negociations etc

En depit de petites difficultes d'adaptation, le symposium a ete le resultat de l'etablissement d'une grande chaine de solidarite a travers la participation

Travaillant dans ces comites les representants de

- ⊗ 7 ministeres et organismes d'Etat
- ⊗ 20 organisations non gouvernementales, associations socio professionnelles, groupes civiques
- ⊗ 5 organisations internationales

Pour arriver au symposium les etapes operationnellement les plus importantes du processus ont ete les suivantes

PREMIERE REUNION 23 MARS 1995

Objectifs

- Developper un reseau de supporteurs preocupes par les problemes demographiques en Haiti
- Batir un consensus sur les politiques et les actions a developper pour aborder les problemes de population en Haiti
- Developper une strategie pour elargir le reseau de supporteurs susceptibles de bien mener les actions identifiees

Resultats Obtenus

- Engagement du secteur public en la personne du Secetaire d'Etat a la Population pour la formulation et l'accomplissement des demarches necessaires a l'application d'une politique de population

Actions Issues de cette Reunion

- Negociations entre ASPHA, PROFAMIL et la Secetairerie d'Etat a la Population pour etablir le partenariat devant aboutir a une conference nationale en matiere de Population
- Preparation du papier conceptuel
- Choix du titre definitif 'Symposium National sur la Population et le Developpement Humain - L'Urgence d'Agir
- Recherche de supports techniques, financiers, materiels
- Recherche de partenariat pour la preparation et l'execution du symposium
- Constitution des comites

DEUXIEME REUNION 10 MAI 1995

Objectifs

- Presenter le projet du symposium aux partenaires potentiels
- Obtenir une confirmation de leur participation a la preparation et au deroulement du symposium

Resultats Obtenus

- Acceptation et enthousiasme des partenaires

Actions Issues de cette Reunion

- Preparation d'un document de clarification des concepts
- Preparation d'un plan d'operation et d'un agenda provisoire pour le symposium
- Activation des comites de controle financier, relations publiques, logistique

TROISIEME REUNION MISE A NIVEAU 15 MAI 1995

Objectifs

- Harmoniser la vision des participants sur les phenomenes de population
- Discuter des aspects de contenu pratiques et methodologies du symposium

Resultats Obtenus

- On s'est entendu sur le contenu du symposium et des modalites pratiques de preparation et d'execution
- Les concepts ont ete clarifies

Actions Issues de cette Reunion

- Preparation de l'agenda definitif
- Preparation des guides methodologiques
- Mise en place de la logistique
- Etablissement de la liste des invites
- Preparation du materiel d'information et de sensibilisation
- Constitution des sous-comites techniques

REUNION GENERALE D'ORIENTATION ET INITIATION DES TRAVAUX

Objectifs

- Presenter les guides methodologiques
- Repartir les tâches pour la preparation et l'execution des panels et des ateliers

Resultats Obtenus

- Les sous-comites ont ete constitues
- Les conferenciers moderateurs rapporteurs des panels et des ateliers ont ete choisis
- Des horaires de rencontre ont ete etablis pour chaque sous-comite technique

Actions Issues de cette Reunion

- Les comites ont continue a se reunir suivant l'horaire etabli
- Les textes de presentations ont ete prepares et remis

POINT DE PRESSE 29 JUIN 1995

Objectifs

- Informer et sensibiliser la presse et l'opinion publique sur les problemes de la population en general le symposium en particulier
- Lancer la campagne de publicite en appui au symposium

Resultats Obtenus

- Le symposium a ete a la "une" de tous les medias du 30 juin au 14 juillet 1995

IV DEROULEMENT DU SYMPOSIUM NATIONAL

"POPULATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN"

JOURNEE D'OUVERTURE

1er jour Lundi 10 juillet 1995 au Palais National

L'ouverture du symposium s'est faite sous le Haut Patronage du President de la Republique, Son Excellence Jean-Bertrand Aristide

D'entree de jeu cette ceremonie a imprime le caractere multisectoriel et multidimensionnel du symposium, dans un esprit de convivence oriente vers l'atteinte d'objectifs communs sous-tendus par un interet commun

A. LE PROTOCOLE D'OUVERTURE

Le President de la Republique declare les debats ouverts, en posant le diagnostic de situation de la population Surpopulation, dans un contexte d'une majorite de jeunes et de femmes, en desequilibre profond avec la disponibilite et la qualite des services a organiser pour la promotion du citoyen haitien Cela dit, le President renforce de la presence et de l'engagement des instances bilaterales et multilaterales, cede la parole aux differents representants de la population pour orienter les debats

Les differents intervenants profitent de l'occasion pour mettre l'accent sur la protection de la population en matiere de sante et d'hygiene publique, l'accessibilite a des services de base, precisent l'engagement et la vocation des pouvoirs publics dans l'organisation et la distribution de services publics efficaces A ce compte, les intervenants ont defini la problematique du symposium et signale les hypotheses a verifier au niveau de chaque theme considere

Par la suite, le President a salue personnellement les representants du gouvernement, des legations diplomatiques, de la societe civile, qui des organisateurs, et les introduit au buffet de circonstance

La bonne humeur et la tolerance etaient au rendez-vous suivant un protocole marque du sceau "L'Urgence d'Agir pour le Choix du Futur dans un Contexte de Population et Developpement Humain"

B PREMIERE JOURNEE DES TRAVAUX

Mardi 11 juillet 1995, Hotel Christophe, Bourdon

L'objectif des panels Poser des jalons pour orienter les travaux d'ateliers

Le maître de ceremonie initie le premier panel Celui-ci regroupe les intervenants des agences de l'assistance technique et financiere du symposium Ensuite le maître de ceremonie fait le point et annonce le Secretaire d'Etat a la Population

Les propos du Secretaire d'Etat a la Population definissent le contexte politique des debats du symposium en mettant l'accent sur l'importance d'un ministere a la population pour le suivi et le succes des resolutions du symposium Le president de l'ASPHA introduit l'orientation generale

Ensuite, prend place le panel d'orientation generale qui vient centrer la problematique et les questions en debats au symposium De la problematique, de la population dans un contexte mondial puis caraibeen nous debouchons sur la problematique nationale de population et developpement Celui-ci renforce par la notion de developpement humain sur fond de contexte culturel haïtien axe sur la gestion de la question de population

A ce stade des debats les panels de circoncriptions des travaux des ateliers se degagent et prennent toute la place bien sûr ils s'appuient et se fortifient sur tous les travaux de debayages theoriques jusqu'ici realises

Le maître de ceremonie annonce ainsi le theme Population et Economie avec les sous-themes securite alimentaire, emploi, pauvrete, et migration dans leurs rapports avec la population

Le panel se realise avec un ecart de 60 minutes sur le temps prevu, avec l'enthousiasme et l'interet caracterisant les participants dans l'ouverture

Les debats prevus au programme ne peuvent être respectes, par suite des sus-dites raisons Pourtant les sessions se poursuivent sans defection

La troisieme session sur population et realite sociales s'annonce apres le lunch avec la même determination

Le retour du theme avec des sous-themes consideres sont ainsi envisages sans probleme Cette partie du programme du jour se termine avec un enthousiasme annonciateur du troisieme jour

C DEUXIEME JOURNEE

Mercredi 12 juillet 1995

A la premiere session de la journee, c'est la presentation du panel population et politique devant clotûrer les panels du programme

La deuxieme session fait suite a la pause cafe et concerne les travaux en ateliers, dont neuf ateliers simultanes correspondant aux neuf sous-themes traites au niveau des panels

Les participants en nombre croissant se retrouvent au rendez-vous et d'attaque pour participer activement et realiser ainsi cette piece maitresse du symposium les ateliers

Cette journee prend fin dans le même esprit centre sur l'objectif a atteindre dans un climat de debat parfois houleux, toutefois la tolerance, l'enthousiasme reste encore au rendez-vous

D TROISIEME JOURNEE

Jeudi 13 juillet 1995

A la premiere session, les ateliers reprennent les travaux pour arriver a la synthese par themes approuves par les participants de chaque atelier

Après la pause café c'est l'avant-premiere reunissant animateurs, personnes-ressources, et rapporteurs de chaque atelier pour une mise en commun par theme et une synthese coordonnee par le modérateur du theme

Après le dîner, c'est la plenièrè de presentation de la synthese des trois themes par les modérateurs

La troisieme session correspond a la ceremonie de clôturè En l'absence du premier ministre empêche par la circonstance, les co-presidents du symposium delivrent les propos de remerciements et de clôturè

La declaration finale est prononce par le Directeur general de la Secretairerie d'Etat a la Population pour signifiee aux participants que le symposium a atteint ses objectifs

L'URGENCE D'AGIR POUR LE CHOIX DU FUTUR

Pour les participants et organisateurs le symposium est une etape qui port de l'espoir Elle laisse la porte ouverte sur un suivi a realiser avec la même determination et le même engagement

SYNTHESE DES ATELIERS PAR THEME

1 A Les ateliers, suivant l'agencement methodologique du symposium faisaient suite logique aux panels A ce compte, les problemes consideres au niveau des neufs ateliers correspondaient aux neuf sous-themes se rattachants aux trois themes des debats du symposium

Le contenu des panels posait la nature du probleme debroussillant ainsi les pistes de reflexion pour les travaux en ateliers Cette demarche entraînait en bout de piste la formulation de recommandations du symposium devant servir de cadre de reference a l'elaboration d'une politique nationale de population

La synthese des travaux d'ateliers indique la deliquescence des structures etatiques renforcee par l'effritement des institutions, le non respect des droits et des besoins fondamentaux de la population

En outre la surpopulation, entraine une pression demographique constante sur des infrastructures socio-economiques deja precaries realisant ainsi un desequilibre profond entre population et environnement au triple niveau economique, social et politique

A ce titre, les recommandations formulees plaident en faveur du retablissement de l'equilibre souhate devant ameliorer la qualite de vie

Dans cette perspective, les solutions envisagees s'enregistrent aux chapitres des strategies, des mesures de politique, des actions a entreprendre et des mecanismes institutionnels, elements de base de formulation et de suivi d'une politique de population

2 A THEME A POPULATON ET ECONOMIE

**Sous-Themes A Population / Securite Alimentaire
Population / Pauvrete / Emploi
Population / Migration**

1 PROBLEMES MAJEURS IDENTIFIES

1 1 Desequilibre profond entre population et ressources dans une economie en crise

1 2 Desequilibre entre production agricole et consommation perspectives de penurie alimentaire se precisant

1 3 Desequilibre entre population et emploi absence d'emploi, absence de pouvoir d'achat des masses, processus de pauvreté de masse de la population

1 4 Inegale repartition des richesses

1 5 Migration interne et internationale, une strategie de lutte pour la survie ou la promotion socio-economique

2 CAUSES DES PROBLEMES IDENTIFIES

2 1 **Au plan economique**

- Faiblesse du systeme de production nationale
- Absence de ressources productives
- Faiblesse des infrastructures de production
- Inadequation du systeme agraire
- Poids excessif de la pression demographique

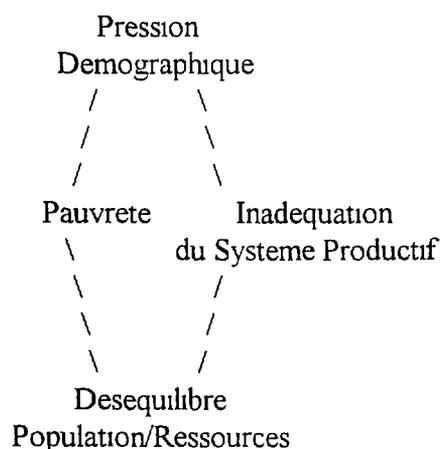
2 2 **Au plan social**

- Faiblesse du niveau socio-sanitaire
- Faiblesse du niveau socio-educatif
- Difficulte d'acces aux services de base
- Accumulation des richesses du pays entre les mains d'une minorite

2 3 **Au plan politique**

- Dependance accrue vis-a-vis de l'exterieur
- Faiblesse de coordination entre les secteurs d'intervention
- Inadequation entre les decisions et les moyens
- Non respect des principes de libertes et des droits humains

3 RELATIONS DE CAUSALITE Population/Economie



4 FACTEURS CLES SUR LESQUELS AGIR

- Actions simultanees et urgentes sur
- Les variables demographiques
- Les parametres economiques visant a retablir l'equilibre Population/Ressources/Developpement

5 STRATEGIES PROPOSEES

- Mise en valeur des ressources naturelles
- Promotion d'une nouvelle classe d'entrepreneurs
- Creation urgente d'emploi pour les femmes et les jeunes
- Gestion rationnelle des ressources du pays
- Promotion de la production artisanale
- Encadrement des producteurs ruraux
- Modernisation de l'administration territoriale

6 MESURES DE POLITIQUE

- La decentralisation et l'autonomie regionale

- La protection des systemes de production et des producteurs
- L'accessibilite au credit rural et au credit par le secteur informel

- La protection du consommateur

7 ACTIONS A ENTREPRENDRE

- La definition d'une politique demographique
- L'etablissement d'un programme de complementation nutritionnelle en micronutriments
- La motivation et l'education de la societe civile pour assurer le suivi des actions suggerees
- Conduite d'enquetes specifiques a l'echelle nationale sur l'intensite des courants migratoires et les facteurs determinants
- L'etablissement d'un plan de justice sociale (reform agraire et recuperation des terres)
- Un congres national sur la question agraire et la decentralisation des ressources naturelles
- Plan d'urgence contre la pauvreté extrême

8 MECANISMES ENVISAGES

- Mise sur pied d'un groupe intersectoriel, et multidisciplinaire, (Etat/Societe civile) a la recherche d'un niveau de securite alimentaire adequate
- Comite de suivi du symposium

2 B **THEME B POPULATION ET REALITES SOCIALES**

Sous-Themes B **Population / Environnement**
 Population / Sante
 Population / Education

1 PROBLEMES MAJEURS IDENTIFIES

- 1 1 Detresse ecologique
- 1 2 Desequilibre profond entre population et disponibilite des services de base
- 1 3 Mauvaise repartition des richesses, inegalite des revenus

1 4 Faiblesse des infrastructures

1 5 Faiblesse de la couverture sanitaire

1 6 Faiblesse et inadéquation de la couverture scolaire et du système éducatif

2 CAUSES DES PROBLÈMES IDENTIFIÉS

2 1 **Au plan économique**

- L'érosion, le déboisement
- La pollution
- Destruction de la flore et la faune
- Épuisement des sols fertiles
- Faiblesse et inadéquation des infrastructures
- Taux élevé de chômage
- Pauvreté extrême
- Manque d'alternatives économiques

2 2 **Au plan social**

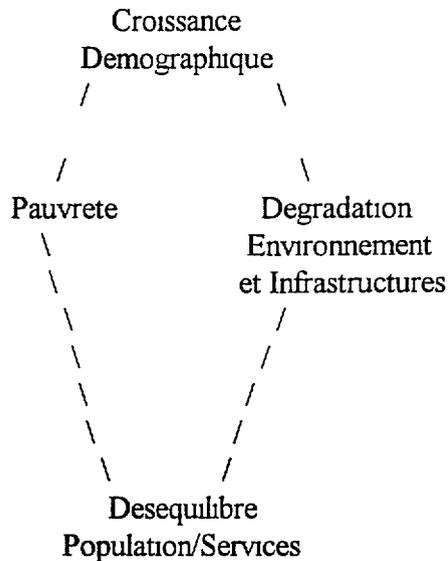
- Inaccessibilité des services due à leur mauvaise répartition, ou faute de pouvoir d'achat
- Médiocrité de la condition féminine
- Faiblesse du niveau d'éducation
- Manque d'encadrement technique des paysans
- Utilisation irrationnelle des ressources

2 3 **Au plan politique**

- Absence d'un plan cadastral influençant la qualité de l'habitat
- Absence d'une politique d'aménagement du territoire
- Manque de coordination intersectorielle

- Gestion irrationnelle des ressources
- Faiblesse des structures étatiques

3 RELATIONS DE CAUSALITE Population / Realites Sociales



4 FACTEURS CLES SUR LESQUELS AGIR

Actions simultanées sur

- Les variables démographiques
- Les paramètres économiques visant à rétablir l'équilibre population/services
- Protection du consommateur
- Augmentation et diversification de la production
- Création d'emploi dans les provinces
- Éclaircissement des paysans

5 STRATEGIES PROPOSEES

- Protection de la famille et de la jeunesse
- Augmentation et amélioration de la qualité des infrastructures socio-éducatives, socio-sanitaires

- Promotion de la sante genesique
- Promotion de l'education civique

6 MESURES DE POLITIQUE

- Lutte contre la pauvrete
- Decentralisation des services et creation de nouveaux pôles d'attraction
- Accesibilite au credit
- Protection de l'environnement
- Protection de la jeunesse
- Amenagement du territoire
- Promotion de la securite sociale

7 ACTIONS A ENTREPRENDRE

- Legislation sur la protection de l'environnement
- Revision des curricula
- Modernisation des techniques de production
- Encadrement des tradi-praticiens et des matrones
- Campagne d'education civique et communautaire
- Transformation des ordures en bio-gaz
- Contrôle des maladies transmissibles et contagieuses
- Mise en place d'infrastructures routieres
- Reactivation des services d'hygiene publique

8 MECANISMES ENVISISAGES

- Mise en place d'un comite de suivi du symposium

- Constitution d'un comité d'experts composé des représentants sectoriels
- Création d'un Ministère de la Population et au Développement Humain
- Consultations ultérieures de tous les secteurs concernés par la problématique du symposium

2 C THEME C POPULATION ET POLITIQUE

**Sous-Thèmes Population / Régimes Politiques
Population / Société Civile
Population / Statut de la Femme**

1 PROBLEMES MAJEURS IDENTIFIES

- 1 1 Inadéquation du partenariat secteur public / société civile
- 1 2 État démissionnaire, prédateur, répressif au service d'une minorité
- 1 3 Archaisme et faiblesse des structures institutionnelles
- 1 4 Non respect des droits fondamentaux de la personne humaine
- 1 5 Déficience structurelle du statut de la femme

2 CAUSES DES PROBLEMES IDENTIFIES

2-1 Au Plan Economique

- Inégalité des chances individuelles
- Chômage et sous-emploi généralisés
- Pauvreté extrême
- Ressources limitées de la Société Civile
- Absence d'un plan global de développement axé sur l'humain

2-2 Au plan social

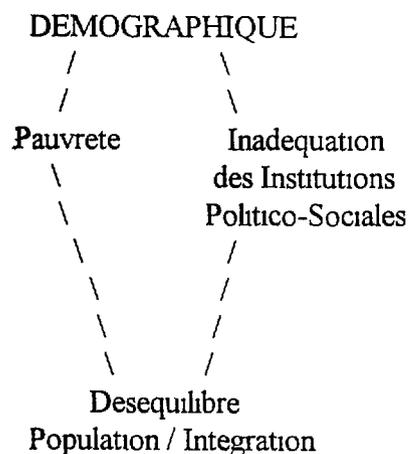
- Inadéquation de l'organisation sociale
- Analphabétisme et sous-scolarisation
- Confusion des buts et objectifs des institutions

- Déséquilibre entre réalités sociales et mesures politiques
- Les facteurs culturels et religieux liés à la procréation
- Systématisation de la violence

2-3 au plan politique

- Primauté du militaire sur le civil
- Manque de coordination et de concertation intersectorielles
- État de crise quasi-permanente de l'État
- Inexistence d'une politique de population qui tient compte de la capacité décisionnelle de la femme et de la paternité responsable
- Absence d'une nation véritable

3 RELATIONS DE CAUSALITE Population / Politique



4 FACTEURS CLES SUR LESQUELS AGIR

Actions simultanées sur

- L'amélioration du statut de femme
- Le développement durable visant à rétablir

LEQUILIBRE POPULATION / INTEGRATION SOCIALE

5 STRATEGIES PROPOSEES

- Creation d'emploi pour les femmes
- Promotion d'un Etat democratique decentralise dispensateur des services au benefice de toute la population
- Etablissement de mecanismes fonctionnels de concertation intersectorielle et de participation de la population
- Promotion de l'education civic a l'echelle nationale
- Placoyer en faveur d'un developpement autonome
- Mise en valeur des ressources humaines
- Promotion de la sante genesique
- Promotion de l'education non sexiste et de la population des femmes aux niveaux decisionnels

6 MESURES DE POLITIQUE

- Decentralisation autonome et creation de villes satellites regionales
- Accessibilite au credit pour les secteurs formels et informels
- Identification et securite sociale du citoyen
- Restructuration et dynamisation des entreprises publiques
- Prevention de l'exode rurale
- Protection du consommateur

7 ACTIONS A ENTREPRENDRE

- Definition d'un nouvel ordre national axe sur la reforme agraire et un plan national d'education
- Plan de renforcement institutionnel a l'echelle nationale
- Revision de la legislation concernant la femme et la famille
- Introduction de l'education sexuelle a l'ecole primaire et revision des manuels scolaires

- Mise sur pied d'un programme d'IEC en matière de population
- Re...cm de la carte sanitaire
- Organisation de centres de loisirs
- Re...cm du programme de Planning Familial en l'intégrant a un plan de redressement du statut de la femme
- Legislation en faveur du "plaçage"
- Politique de décentralisation

8 MÉCANISMES ENVISAGÉS

- Création d'un Ministère a la Population et au Développement Humain
- Mise sur pied d'une commission de la société civile visant a renforcer l'intégration de toutes les composantes
- Mise sur pied d'une commission mixte de révision de la législation concernant la femme, dont le Ministère a la condition féminine assurera la coordination

9 CONCLUSION

Les recommandations telles que consignées, confirment la pertinence du symposium Population et Développement Humain, vérifiant ainsi la problématique de départ "L'urgence d'agir" pour une politique de population réhabilitant l'homme

Dans la foulée des recommandations du symposium, il convient de mettre en exergue, les valeurs culturelles identifiées et les catégoriser pour une mise en oeuvre réaliste et viable d'une politique de population. Cette démarche s'avère d'autant plus importante que les valeurs culturelles haïtiennes servaient de toile de fond aux travaux du symposium

Facteurs culturels

Facteurs positifs en matière de population pouvant aider a renverser les tendances

- Le mélange des cultures et l'identité haïtienne a orienter vers l'acceptation collective d'entrer dans la modernité, sans aliénation
- Le poids des valeurs religieuses a reorienter vers la solidarité sociale effective sans fanatisme

- Un patrimoine riche en symbole et si grand a adapter pour l'information, l'education et l'education en matiere de population

Les aspects negatifs de nos valeurs a continuer et contrôler en matiere de population

- Le veto des religions face au methodes modernes de PF
- La psychose d'être utilisee comme cobaye par les programmes de PF finances par la cooperation internationale
- Les tabous lies a l'education sexuelle des femmes
- Le nombre d'enfants Symbole de virilite pour les hommes, sans responsablite paternelle
- La valorisation de la femme liee a son pouvoir de procreer dans la famille et la societe en generale
- La soudante familiale diluant les responsabilites individuelles
- Le nombre d'enfants accepte comme un don et une richesse de Dieu
- L'eventail des rumeurs de desinformation sur la PF
- L'attitude de resignation face aux aleas de la vie renforcee par les croyances

En definitive, le Symposium reste un pas certain dans la bonne direction, le train est en marche pussent les moyens suivre les decisions

V PERSPECTIVES D'AVENIR

Haiti dans les prochaines decennies devra choisir entre l'action et l'inaction. Si elle opte pour la prise en charge de ses problemes, a partir de l'elaboration et de l'execution d'un plan de societe, elle devra choisir entre divers scenarios demographiques. Le futur d'Haiti depend

- D'une part de l'option de chaque individu a planifier sa descendance de façon rationnelle et
- D'autre part
 - * De la capacite de la societe a aider chaque individu a concretiser ce choix
 - * De la capacite de l'Etat a mobiliser les energies pour l'elaboration et la mise en execution d'un plan integre de developpement avec la collaboration d'autres secteurs

Les differents secteurs de la societe haitiennene ont, a partir du symposium, fait des recommandations dont il faudra tenir compte pour l'elaboration de ce plan

VI. ANNEXES

Les Discours
Les Présentations
Liste des Conférenciers
Liste des Participants
Liste des Comités et Sous-Comités

ANNEXE I
LES DISCOURS

Blot
Ossa
Clark
Dall'Oglio
Simeon

ALLOCUTION DU SECRETAIRE D'ETAT DE LA POPULATION
LE DOCTEUR GERARD BLOT
A L'OCCASION DU PREMIER SYMPOSIUM NATIONAL
POPULATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN
L'HOTEL CHRISTOPHER
LES 10, 11, 12, 13 JUILLET 1995

En ce 11 juillet, jour internationalement consacré à la Population, également le premier jour d'ouverture des travaux de cette rencontre, nous voudrions tout d'abord remercier le Président de la République Son Excellence, le Reverend Père Jean Bertrand Aristide qui dès l'annonce du symposium a jeté tout son poids politique dans la balance en nous offrant les salons du Palais National pour le déroulement de la cérémonie d'ouverture. Nous devons aussi exprimer notre profonde gratitude envers le Premier Ministre, Monsieur Smarck Michel et le Ministre Jean Joseph Molière qui ont utilisé toute leur autorité pour débloquer en urgence les fonds du budget de la Secrétairerie d'Etat de la Population en vue de l'organisation de cette réunion au sommet sur un sujet brûlant d'actualité Population et Développement Humain.

Merci aussi à nos Partenaires Internationaux, le Fututes Group, l'USAID, le FNUAP, l'OIM, l'UNICEF, l'OMS, le PNUD, la Population Reference Bureau, qui non seulement nous ont gratifié de la présence de leurs dirigeants au sommet pour la plupart de ces organisations, mais aussi nous ont fourni une assistance financière et technique de poids en vue de la pleine réussite de cette grande initiative.

À nos co-organisateurs du symposium, la PROFAMIL et la ASPHA, qui ont fait montre de façon exemplaire d'un modèle de partenariat productif entre les ONG et le secteur public nous disons qu'à l'instar de la fourmi repêchée par la colombe de la fable de la Fontaine, nous avons bien pris note du premier acte du mode de fonctionnement symbiotique qui nous lie désormais.

Au nom du Personnel de la Secrétairerie d'Etat de la Population, de PROFAMIL et l'ASPHA, nous souhaitons à vous tous, surtout aux délégués venus d'une centaine de communes des neuf départements géographiques, la plus cordiale BIENVENUE!

L'objectif fondamental de ce symposium est de définir dans un consensus éminemment large les principes d'action d'une politique démographique intégrale. Il s'agit de circonscrire la sphère de domaine d'activités de la Secrétairerie d'Etat de la Population en fournissant les données de base pour l'élaboration d'un document technique détaillé sur une politique intégrale d'actions démographiques, à soumettre au gouvernement.

QUEL EST AU DEMEURANT LE CONTENU D'UNE POLITIQUE DE POPULATION?

Comme il ressort de la majorité des rapports produits par 167 des 180 représentés à la Conférence Internationale sur la Population au Caire en 1994, le rôle essentiel d'un Ministère de la Population formulées ont nettement dépassé le cadre des taux de natalité, la mortalité, d'accroissement naturel de la Population, les taux de fécondité, de nuptialité la pyramides des âges c'est-à-dire d'aménagement quantitatif de la population, pour embrasser précisément divers indicateurs économiques, politiques et sociaux qui conditionnent la qualité de la vie tels que l'alimentation, éducation, territoire, logement, protection sociale, organisation, réglementation et intégration sociale, conditions féminines, conditions familiales, ressources humaines développement rural intégré, liberté, droits humains, démocratie sociale etc. La pleine disposition de ces biens et services, conduit inéluctablement au développement humain. Tandis que la pénurie, les manques et les carences concernant ces mêmes valeurs, entraînent la pauvreté. Ainsi donc, l'amélioration de la qualité de la vie, aboutit au développement humain, autrement dit à l'élimination de la pauvreté.

En résumé, le Caire a fait évoluer le concept de politique de population ou politique démographique en celui de politique intégrale d'actions démographiques. Et le rôle d'un Ministère de la Population devient l'aménagement quantitatif et qualitatif de la Population, ceci dans le temps et dans l'espace. D'où l'objet de ce symposium Population et Développement Humain.

COMMENT EN EST-ON VENU AU DEVELOPPEMENT HUMAIN?

La course effrénée et aveugle vers l'accumulation des richesses comme point de développement a effectivement multiplié par sept les richesses du monde qui sont passées de 3 000 000 milliards en 1954 à 22 000 milliards en 1994. Cependant, la pauvreté absolue dans le monde pour la même période au lieu d'être résorbée a plus que triple en nombre absolu, passant à 1,2 milliard en 1995, ce qui en vient à altérer automatiquement l'opulence et la qualité de la vie des riches ainsi que celles des générations suivantes par l'épuisement des ressources naturelles et leur intoxication par les déchets et des engins de la croissance économique.

Ces résultats malheureux et regrettables confondent lamentablement ces théoriciens de la croissance économique et de la pauvreté lesquels prônaient au nom du modèle de développement de l'Anglais Roy Harrod et de l'Américain Evsey Domar, que la distribution hautement inégale des richesses était une condition nécessaire pour générer une croissance économique rapide. Aujourd'hui par contre, la pauvreté n'est plus perçue comme une condition nécessaire et stimulante de la croissance économique et de la richesse, mais plutôt comme un danger pour l'opulence et un facteur limitant pour l'enrichissement continu des nantis, autrement dit, un goulot d'étranglement social, compte tenu de la dégradation écologique inévitable et du manque à gagner et même du blocage économique créé par la disparition du pouvoir d'achat. Voilà ce qui nous a valu de passer du concept de croissance économique pure à celui de développement humain à partir de 1990.

Ceci dit, pourquoi une politique de population en Haiti, pourquoi la creation de la Secretairerie d'Etat a la Population? Cette decision politique repond a quatre grands imperatifs d'ordre international regional national et a des motivations d'ordre socio-politique

Au niveau international, il faut tenir compte de l'evolution a partir de 1990, du concept de croissance economique pure a la developpement humain durable. Autrement dit, le developpement n'est plus perçu en termes de nombre de building de soixante etages, nombre d'autoroutes illuminees a six voies nombre d'usines a equipements lourds, c'est-a-dire non plus en fonction de l'encadrement physique de l'homme, mais plutôt en fonction de l'amelioration de la qualite de vie de l'homme evoluant dans un environnement ecologique, culturel, social, spirituel, economique, et politique harmonieusement articule. L'homme, c'est-a-dire la population, est devenu la cible l'objet principal des activites de developpement. En temoigne la serie de conferences internationales, d'abord sur l'enfant en 1990 a New-York, l'environnement a Rio de Janeiro en 1992 pour introduire la question de ressources naturelles comme patrimoine commun aux pauvres et aux riches, donc a proteger, la conference internationale sur les droits humains a Vienne en Autriche en 1993 pour fixer la democratie comme le cadre politique du developpement de la croissance economique pure, et la conference internationale sur la population au Caire, en Egypte en 1994 pour centrer la population comme cible, comme objet principal des activites de developpement.

Ces travaux ont culmine en mars 1995 a Copenhague, au Danemark au sommet mondial des Chefs d'Etat sur le developpement social pour porter l'accent sur l'elimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Et ces debats seront coiffes par la Conference sur la Femme a Bejin en Chine en septembre 1995 pour placer la femme comme agent moteur principal du developpement humain, et par la Conference sur l'Habitat a Istanbul en Turquie en mars 1996 pour prendre en compte l'amenagement spatial de la population, l'urbanisation et la fixation des populations dans leurs milieux naturels. Tout ceci pour deboucher sur la decennie 1996 - 2006 qui sera declaree Decennie Internationale pour l'elimination de la pauvreté dans le monde. Il fallait donc en Haiti une structure d'Etat pour s'occuper des problemes specifiques de la population.

En transposant ces donnees au niveau national, nous sommes amenes a considerer le deuxieme motif de la creation de cette Secretairerie d'Etat. Nous voulons parler ici de l'appauvrissement progressif de la population haitienne.

L'economie haitienne avec un revenu per capita qui a culmine en 1980 a US \$380 n'a jamais cesse de decroitre au point de baisser en 1995 a 70% de cette valeur precedente. Et au même temps la croissance demographique a galope de façon catastrophique passant de 5 000 000 a 7 000 000 d'habitants, soit 40% supplementaires. Autrement dit, pendant que 1% de la population soit 14 000 familles se taillent 45% des richesses nationales soit avec un revenu mensuel moyen de plus de \$20 000 haitiens pour une famille de 5 personnes, pour la majorite d'entre elles, ou encore avec 2000 a 300 000 haitiens pour plusieurs dizaines d'entre elles, 80% de la population, c'est-a-dire pres de 5 600 000 habitants ne disposent d'un revenu mensuel de \$65 haitiens pour une famille de 5 personnes soit a peu pres \$20 d'un billet de U S, en soulignant que parmi eux 1 000 000 d'hommes tout a fait demunis vivent de mendicite.

Cette misère dégradante ne saurait laisser indifférent un pouvoir exécutif ayant à sa tête le Père Jean-Bertrand Aristide dont la force politique, le charisme naturel et la propension vers le peuple n'ont jamais failli malgré les lourdes épreuves qu'il a consenties et connues pour asseoir dans le réel la promotion de l'homme haïtien et surtout du pauvre haïtien. Donc il fallait bien une prise en charge spéciale de cette population de pauvres, et conséquemment une prise en charge de la pauvreté.

Le troisième facteur expliquant la création de cette Secrétairerie d'État relève de la nécessité d'une intégration politique régionale et continentale pour notre pays. Le processus de paupérisation s'est caractérisé par une forte émigration des pauvres vers les côtes de la Floride et des pays avoisinants, au point que les Haïtiens représentent 10, 20, 30% de la population de ces communautés comme les Bahamas, les Îles Turques et Caïcos, la Guyane Française compte 40% d'Haïtiens et sa capitale de 52%.

Ces "boat people" haïtiens qui pour leur survie en un milieu étranger ont dû accepter de bas salaires, sont devenus la bête noire des populations locales auxquelles les politiciens font aisément croire que ce sont les Haïtiens qui leur ravissent les emplois qui leur étaient destinés. Et nous avons vu des courants politiques dans ces régions traiter de la croissance démographique haïtienne comme une menace, un danger soit pour leur économie, soit pour leur souveraineté nationale, soit pour leur stabilité sociale et politique. Certains osaient même déclarer qu'ils ne savaient pas à quel moment ils pourraient ramasser un Président haïtien dans leur pays. Et nous les avons encore vus à l'œuvre durant la décennie 1980 - 90 en train d'agiter la sonnette d'alarme en vue d'une occupation d'Haïti avant qu'eux autres ne le soient officiellement par les Haïtiens, trop nombreux dans leur pays.

La conséquence directe de cette émigration massive de pauvres est une diplomatie "Kanpe 'wen pa proche" préconisée envers notre pays, que ce soit au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest. Et alors dans cette conjoncture internationale de libre échange ou seule une diplomatie d'intégration régionale et continentale peut nous permettre de survivre, il était absolument impératif d'avoir une politique nationale de population gérée par des instances gouvernementales compétentes avec tout le sérieux que nécessite la situation. Il y va de notre avenir économique, il y va de notre dignité nationale, il y va de notre survie en tant que peuple.

Le quatrième facteur à l'origine de la création de la Secrétairerie d'État de la Population relève de raisons socio-politiques pures.

En effet, qui pouvait dans cette société d'apartheid semi-millénaire, silencieuse mais réelle, caractérisée par toutes sortes de résistances au changement liées à toutes sortes d'intérêts mal calculés, qui donc pouvait sans démagogie prendre l'initiative de la lutte contre la pauvreté? Seuls les pauvres ou les fils de pauvres qui n'ont pas trahi leur origine ou celle de leur mère ou de leur grand-mère. Car "Moun ki pa konn grangou pa kapab konprann doule moun ki grangou". Il a donc fallu attendre l'avènement des représentants des pauvres, pour doter le pays d'une instance gouvernementale appelée à s'occuper spécifiquement de la qualité de la vie de ces pauvres "SE MET KO KIVEYE LO".

Ceci dit, a la Secretairerie d'Etat de la Population nous sommes bien convaincus de notre mission a l'interieur du pouvoir Lavalas. Nous declarons solennellement ouverte la guerre contre la pauvreté. Attention pas contre les pauvres, mais contre les causes structurelles de l'appauvrissement. Et notre prochaine etape sera l'organisation en novembre 1995 d'un sommet national sur la lutte contre la pauvreté.

En dernier lieu, soulignons que le developpement humain presente une dimension multisectionnelle qui ne saurait se limiter au seul pouvoir public, voire a la seule Secretairerie d'Etat de la Population. C'est dans un concert de partenariat multiple secteur public, secteur prive dont les ONG et la societe civile, appuye par la communaute internationale que nous nous proposons d'elaborer le document technique de politique integrale d'actions demographiques.

Collaboreront a la mise en oeuvre de cette politique nationale de population par des travaux en ateliers les representants de 12 ministeres. Seront aussi a la barre des dizaines d'ONG, des delegues venant d'une centaine de communes, de memes les representants d'une vingtaine de partis politiques et de dizaines d'organisations et d'associations de la societe civile.

A la recherche de la force et de la stabilite pour la politique demographique qui doit être cegee, nous avons etendu au possible la participation communautaire. Beaucoup de non-Lavalassiens sont presents ici, disposes a apporter leur contribution a un probleme commun: la lutte contre la pauvreté. Speculant sur les mecanismes de stabilite politique qui s'installent progressivement dans le pays, ils sont disposes a apporter leur pierre a la construction sociale et economique de l'Haiti chere. Ceux qui sont ici ne sont que des eclaireurs: le gros de la troupe attend pour s'engager, les resultats de cette grande premiere qu'est ce Symposium National sur "la Population et le Developpement Humain".

Ce symposium, peut alors augurer une nouvelle ere d'integration sociale, politique et economique des diverses couches qui composent notre population, condition necessaire et sine qua non du succes de notre presente demarche.

MERCI

ALLOCUTION PRONONCE PAR LE REPRESENTANT
DU FNUAP EN HAITI
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM NATIONAL
SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
A L'HOTEL CHRISTOPHER
LES 10, 11, 12, 13 JUILLET 1995
CRISTIAN OSSA
FNUAP

Messieurs et Dames du Comite Organisateur du Symposium, Distingues Invites, et Collegues

C'est pour moi un grand honneur de représenter aujourd'hui Madame Nafis Sadik, secrétaire exécutive du Fonds des Nations Unies pour la Population, (le FNUAP), qui regrette infiniment de n'avoir pas pu répondre personnellement à l'invitation qui lui a été adressée par le gouvernement d'Haïti

Ce n'est pas par accident que l'ouverture de ce symposium est à la veille de la journée mondiale de la population, célébrée chaque année le 11 juillet

Ainsi permettez-moi de vous lire le message que le Dr Sadik a envoyé à tous les pays du monde à cette occasion

" *Le fait que la journée mondiale de la population est de plus en plus célébrée témoigne avec force que nous prenons toujours davantage conscience que l'avenir de l'humanité est le résultat direct de la façon dont nous parviendrons à régler les questions de population et de développement*

La satisfaction des besoins en santé et en éducation et l'élargissement de la gamme des choix proposés aux femmes sont au cœur du programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement, adoptée au Caire en septembre dernier par plus de 150 gouvernements y inclus le vôtre

Les manifestations qui seront organisées cette année-ci devraient permettre de renforcer le consensus qui s'est dégagé au Caire en faveur d'une approche nouvelle, approche qui va au-delà des chiffres et des objectifs démographiques et place les droits de l'homme et le bien-être des individus au centre de tous nos efforts

Le programme d'action du Caire a réaffirmé le droit de chaque couple et chaque individu de déterminer librement le nombre de ses enfants et l'espacement de leur naissance. Les choix en matière de procréation doivent être à l'abri de toute discrimination, coercition ou violence

Le programme d'action note qu'il existe une corrélation entre le ralentissement de l'accroissement de la population et l'amélioration du niveau de vie, la protection de

l'environnement et une utilisation adéquate des ressources, tout comme il existe un lien étroit entre ces éléments d'une part et la liberté des choix en matière de procréation et la disponibilité de méthodes sûres et efficaces de planification familiale, d'autre part

Le programme d'action affirme que l'élimination de la pauvreté et l'amélioration du bien-être exigent que l'on instaure une plus grande égalité entre les femmes et les hommes. Les femmes doivent avoir accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi et aux ressources et qu'il faut bannir toute discrimination à leur égard dans la vie publique

Les hommes doivent assumer leur part de responsabilité pour ce qui est du comportement sexuel de la planification familiale et de la parenté

Quant aux adolescents ils doivent avoir accès à l'éducation sexuelle et à des informations qui leur permettront d'éviter les grossesses non souhaitées et les maladies sexuellement transmissibles y compris le SIDA "

Monsieur le Président ces toutes dernières années, le monde a vécu des tournants historiques qui doivent nous faire réfléchir sur la nouvelle ère mondiale que jamais nos ancêtres n'auraient pu imaginer. Personne d'entre nous n'avait imaginé la naissance des communautés des états indépendants, ni la réunification de l'Allemagne, ni l'émergence si violente de micro-nationalités, ni la relance du processus démocratique, ni la vitesse du changement du processus d'intégration économique ainsi que les entraves

Notre région de l'Amérique Latine et des Caraïbes a pris le devant. Le processus démocratique est en train de se réaffirmer ainsi que la réforme économique et sociale. Pour consolider les actuelles libertés il faudrait que la croissance économique s'effectue avec création d'emplois et aussi que cette richesse soit mieux répartie. Néanmoins, la liberté seule ne peut créer le climat pour les résoudre.

Nous sommes tous témoins d'une renaissance de l'espoir en Haïti. Le peuple et le gouvernement d'Haïti sont en train de relancer un développement durable. Malgré les difficultés le processus démocratique se réaffirme alors que s'approfondit la réforme économique et sociale.

Le symposium national sur la population et le développement humain si important dans un moment de transition vers la démocratie et au moment où les autorités sont en train de définir de nouvelles orientations politiques pour parvenir à un développement durable, offre l'opportunité de discuter et analyser ces politiques, particulièrement concernant les ressources humaines et la santé.

À l'occasion de ce symposium, le Fonds des Nations Unies pour la population vous a présenté une "HORLOGE DE POPULATION". Une horloge qui montre à chaque minute le défi démocratique d'Haïti.

Chaque heure, Haïti perd 1 hectare de terre par l'érosion. En même temps, 22 Haïtiens s'ajoutent à votre population. 22 Haïtiens de plus qui ont tous un droit à l'éducation et qui demandent des services de santé et des opportunités d'emploi.

Voilà le défi démographique d'Haïti en deux chiffres clés.

L'organisation du symposium national par votre Secrétariat d'État à la population, avec l'Association de Santé Publique d'Haïti (L'ASPHA), et l'Association pour la promotion de la famille (PROFAMIL) marque l'urgence du problème et la volonté de votre gouvernement de relever ce défi en mobilisant tous vos partenaires de la société civile pour la définition d'un programme d'action pour Haïti en matière de population.

Tous les Haïtiens, et spécialement les femmes, ont besoin du succès de ce symposium afin que leur qualité de vie et celle des futures générations soit meilleure qu'aujourd'hui.

Vous nous êtes engagés à réaliser cette amélioration l'année passée au Caire, poursuivons-la ensemble aujourd'hui avec élan et conjugons nos efforts afin d'aboutir à un développement humain durable pour Haïti dans un avenir pas trop lointain.

L'objectif principal, donc, est de mettre tout en œuvre pour que chaque Haïtien ait une vie meilleure. Dans cette entreprise, les Nations Unies sont à vos côtés.

Je vous remercie tous.

ALLOCUTION PRONONCE PAR LE REPRESENTANT
DE L'USAID EN HAITI
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM NATIONAL
SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
A L'HOTEL CHRISTOPHER
LES 10, 11, 12, 13 JUILLET 1995
SARAH CLARK
USAID

Honorables Ministres, Representants des organisations internationales, Representants du secteur prive, Distingues Invites, c'est pour moi un honneur de représenter le gouvernement américain a cette memorable cerémonie

Aujourd'hui le lancement d'un symposium national sur la population et le developpement est un premier pas favorable a la satisfaction des besoins de base de la population et a l'aboutissement d'une politique de population Avec le retablissement de la democratie en Haiti, l'heure est venue de regarder l'avenir Nous devons commencer a planifier un monde meilleur pour nos enfants et petits enfants Il est temps d'elaborer, avec la participation des citoyens de toutes parts, une strategie formelle qui nous permettra de gerer l'explosion demographique qui entrave tous les efforts d'amélioration de la qualite de la vie

Actuellement, la situation demographique en Haiti presente des difficultes et des defis que nous devons relever Le taux de fertilité a connu une baisse de 6,3 enfants par famille en 1987 a 4,8 en 1994 Une enquête menee en 1989 a indique que malgre une moyenne de 6 enfants par femme, les femmes questionnees ne desiraient que 4 enfants Une etude plus recente a demontre que plus de 70% de femmes mariees en âge de procreer ne desirent plus augmenter leur famille, ou veulent attendre au moins 2 ans avant une nouvelle naissance

Ces resultats indiquent une demande non satisfaite des services de planification familiale en Haiti Ces services sont actuellement offerts a moins d'un tiers de la population Nous devons unir tous nos efforts pour travailler a mieux promouvoir l'importance de la planification familiale et a offrir les services de sante a un plus grand pourcentage de la population haitienne Il est important de reconnaitre que le desir individuel coincide avec l'objectif de la societe en ce qui concerne les grossesses non desirees et non planifiees

La famille haitienne personifie l'avenir de ce pays En reconnaissant les droits de la famille, en donnant le support necessaire pour le libre choix en matiere de sante, de sante reproductive et d'education, nous leguons aux generations futures, un monde ou la population, l'economie, et les ressources naturelles seront mieux balancees

Il y a un large consensus a travers les nations du monde que la planification familiale doit etre un element cle dans les efforts globaux pour ameliorer le bien-être de l'humanite Dans le rapport de l'UNICEF de 1992, l'Etat des Enfants dans le Monde, il est ecrit, "La Planification

familiale pourrait être plus bénéfique à un plus grand nombre de personnes qu'aucune autre technique mise à la disposition de la race humaine et ceci à un coût réduit ”

— l'expérience nous a démontré que la manière la plus efficace de stabiliser la croissance démographique est d'élaborer une stratégie qui satisfait les besoins de base de la population et promouvoir le développement d'une économie auto-suffisante. Cette stratégie doit tout aussi bien augmenter le taux d'alphabétisation et de survie de l'enfant, protéger la santé des femmes, renforcer la famille, l'éducation et les capacités de la femme et rendre les informations et les services de la planification familiale plus disponibles

Par conséquent, la politique de population et le développement pour tous doivent faire front commun pour aboutir à un progrès significatif. C'est pourquoi je suis heureux de participer à cette réunion qui regroupe aujourd'hui les Haïtiens représentants les secteurs sociaux, économiques et politiques d'Haïti. Ensemble nous pouvons créer une politique de population adéquate pour le pays qui reconnaît et aborde la problématique interdépendante du développement et de la croissance démographique. Nous devons toujours nous rappeler que la population, les droits de reproduction, la santé, l'éducation universelle, l'environnement et le développement économique sont interdépendants

Ce symposium est un pas important vers l'établissement d'un processus de développement renouvelé et revitalisé. Un développement qui à long terme sera favorable à la population. Réalisé avec succès, ce concept de développement protégera l'environnement et encouragera les plusieurs activités génératrices d'emploi, il améliorera la qualité de la vie des générations présentes, augmentera les opportunités pour les générations futures tout en rehaussant les capacités humaines et en restaurant les valeurs démocratiques

Le gouvernement des États-Unis d'Amérique est heureux de faire partie du symposium sur la population et le développement humain, un jalon dans la lutte d'Haïti pour le progrès. Ce symposium signalera au peuple haïtien et au monde entier que les “leaders” d'Haïti sont dédiés à renforcer le développement social et économique et luttent pour l'amélioration du bien-être des citoyens haïtiens. Aucun autre groupe en Haïti aujourd'hui, n'aura eu une si grande opportunité de servir la postérité

Merci Beaucoup!

ALLOCUTION PRONONCE PAR LE REPRESENTANT
DE OIM EN HAITI
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM NATIONAL
SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
A L'HOTEL CHRISTOPHER
LES 10, 11, 12, 13 JUILLET 1995
LUCA DALL'OGGIO
OIM

Madame Monsieur le Ministre Monsieur le Coordonateur des Nations Unies, Excellences,
Mesdames et Messieurs

C'est vraiment un grand privilege pour l'Organisation Internationale pour les Migrations d'avoir ete invite a participer au symposium "Population et Developpement Humain" qui s'ouvre cette semaine a Port-au-Prince

Au nom de notre Directeur General, M James Purcell Jr , je voudrais exprimer mes sincerés felicitations au gouvernement de la republique d'Haiti pour avoir organise cette importante reunion et je vous remercie de nous avoir donne l'opportunité d'être present aujourd'hui

Seulement quelques mois apres la Conference Internationale sur la Population et le Developpement du Caire, le gouvernement d'Haiti a deja mis en priorite dans son agenda la formulation de politiques et programmes d'action en rapport avec ce theme

Dans les debats qui vont prendre place ces prochains jours, vous avez integre un sujet pour lequel nous esperons pouvoir apporter notre experience afin de nous enrichir mutuellement sur la comprehension de la variable cle "Migration" qui joue un role crucial dans le developpement d'Haiti

Excellence, Mesdames, Messieurs, la Migration est consideree par un nombre croissant des habitants defavorises de notre planete comme une reponse a un large eventail de problemes Elle est donc devenue l'une des manifestations les plus visibles des echecs economiques et sociaux dans l'incapacite a attendre un developpement durable, l'incapacite a fournir des emplois l'incapacite a eliminer la pauvreté et la faim, a proteger l'environnement, a gerer la croissance de la population et l'incapacite a eliminer la pauvreté et la faim, a proteger l'environnement, et l'incapacite a defendre les droits des citoyens Dans notre monde d'aujourd'hui, aucun être humain ne devrait être obligé de migrer pour survivre En d'autres termes chaque personne devrait avoir le droit de vivre et prosperer dans sa communaute d'origine

La Migration ne devrait être qu'un choix libre et planifié, employant des moyens legaux et ordonnes pour ameliorer les competences grâce a la formation, pour favoriser les echanges culturels, pour reunir des familles ou pour atteindre des objectifs personnels Si les causes

problèmes du sous-développement et du manque d'instruction ne sont pas prises en considération rapidement et de manière cohérente les déplacements de population désordonnés continueront à court-circuiter les forces positives de la migration et les cycles de la pauvreté et de la souffrance humaine persisteront. La variable migration doit inévitablement être incluse dans l'aide au développement et dans la planification démographique.

Elle est cependant un défi dans sa nature multidimensionnelle. Elle englobe les questions de démographie, du marché du travail, du commerce et développement, des droits de l'homme et des valeurs démocratiques, de l'environnement et de politique migratoire d'un pays et affecte souvent les politiques d'autres nations et inversement.

Excellence, Mesdames, Messieurs, en conclusion, ce mot que je vous adresse aujourd'hui je peux vous assurer que L'OIM est prête à aider le gouvernement à favoriser la promotion de la coopération nationale et internationale dans la gestion du phénomène migratoire en Haïti. Je vous souhaite plein succès dans les travaux de ce symposium.

Merci

ALLOCUTION PRONONCE PAR LE PRESIDENT DE
L'ASSOCIATION SANTE PUBLIQUE D'HAITI
ASPHA
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU SYMPOSIUM NATIONAL
SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
A L'HOTEL CHRISTOPHER
LES 10, 11, 12, 13 JUILLET 1995
DOCTEUR FRANTZ SIMEON

**SYMPOSIUM SUR LA POPULATION
VERS UNE POLITIQUE DE POPULATION EN HAITI
POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE**

Un effort de reflexion a soutenir ensemble pendant trois jours, court moment certes, mais qui se veut intense parce qu'imprime du sceau du futur

En effet, un symposium sur la population module au developpement humain indique l'importance de la dynamique de la population dans la mouvance du developpement

Il convient donc de s'appesantir ici sur la nature des problemes qui entravent le developpement du pays et de degager des pistes de solutions applicables suivant les ressources dont le pays peut disposer, des solutions qui ne heurtent pas la culture, la mentalite, les convictions profondes, les croyances du peuple haïtien, autrement dit des solutions qui trouvent le support de la communaute, support sans lequel la politique de population restera un voeu pieux. L'aspect demographique de chacun des secteurs considere doit projeter un eclairage nouveau pour s'assurer du bien être et de la qualite de la vie de la population

Comment arriver a faire le tour de cette epineuse et complexe question en si peu de temps et deboucher sur les elements d'un developpement humain durable?

De panels en ateliers nous questionnerons les aleas et les contre performances de tous les secteurs de l'economie pour aboutir, en bout de piste, a des elements devant harmoniser la dynamique de notre population et de notre processus de developpement

D'entree de jeu nous posons la problematique de population, d'un survol mondial avec transit caribien, nous retrecissons et precisons le champ de notre reflexion. Ce stade de notre cheminement fournit l'occasion de preciser les rapports d'immanence de population et de developpement humain durable et le profil particulier de ses rapports en Haiti

Cette demarche nous conduit a questionner la gestion de la population, un choix a faire pour un developpement humain harmonieux. Harmonie qui s'avere possible si elle est inscrite dans le contexte culturel haïtien

Quoi tirer de ce contexte culturel? Des elements forces devant servir d'eclairage permanent a toutes les solutions envisagees et toutes les recommandations a sortir du symposium

Bien plus, ce contexte culturel permet de reagir aux saisissantes donnees illustrees du modele Pop-Dev qui annonce deja l'ampleur de la situation et indique l'urgence d'agir

L'urgence d'agir pour redresser la barque du developpement, la reorienter dans le sens du developpement humain. Qui sait? Ce nouveau virage ne repond-t-il pas mieux a nos besoins et nos priorites dans un pays ou l'être humain doit faire preuve d'ingeniosite et d'adaptation quotidienne pour survivre

La survie doit être collective, et partant organisee. Si nous voulons continuer a exister comme peuple, il est urgent d'en prendre les moyens

L'urgence d'agir pour le choix du futur oriente vers une gestion rationnelle de la population

Les priorites dans cette situation d'urgence sont de tous ordres, economique, social, et politique

Pourtant toutes ces priorites se penetrent et se completent puisqu'elles convergent toutes vers l'homme et son developpement

Les themes et les sous-themes du symposium sont abordes de façon distincte tant au niveau des panels qu'a celui des ateliers. Pourtant les donnees et les analyses recueillies tout au cours du symposium depasseront a coup sûr, le niveau de ces distinctions et mettront en exergue les effets des differents secteurs concernes sur la population

En effet, l'element humain intervient pour reconcilier les secteurs, replacer les infrastructures a sa dimension, humaniser les services a developper ou ameliorer. A ce titre, l'être humain gere, agence et oriente les tenants et aboutissants du developpement

L'Haitien, l'element incontournable du developpement du pays a repenser et a planifier se plaide en faveur d'un nouvel ordre social, ou mieux d'une organisation sociale a sa dimension humaine. Cette nouvelle organisation doit tenir compte de nos potencialites et nos faiblesses

Ce qui nous amene a penser qu'un developpement durable passe par un developpement humain durable. Celui-ci doit donc être assorti d'une politique de population

Ce symposium en fournira les elements fondamentaux a travers un triple partenariat: secteur public/ secteur prive/ societe civile

L'urgence nous a reunis pour reflechir, discuter ensemble, pour nous motiver a engager ensemble le processus de developpement humain, au benefice de toute une population

Le développement humain en Haïti, n'en déplaise à l'homme, accordera une place de choix à la femme haïtienne, au jeune et à l'enfant

En effet ces groupes qui se retrouvent en nombre important dans notre population doivent faire l'objet de mesures spécifiques qui tiennent compte de leur problème et besoins spécifiques. Ce sera à coup sûr faire justice à la femme, au jeune, à l'enfant que de leur aménager un espace privilégié d'intégration dans un processus de développement personnel reflet du développement humain à réaliser à l'échelle nationale

Le choix du futur qui s'accompagnera de telles mesures engagera le pays sur la voie d'harmoniser les rapports entre les sexes et les groupes d'âges

Un paysage humain en détresse dans un environnement délabré. Des individus, des familles à bout de souffle, puisque dès la naissance les chances de vivre restent minces, et celles de s'accomplir encore plus minces

L'urgence d'agir pour arrêter ce cycle infernal et permanent de souffrances, de frustration et de privations pour la grande majorité de la population

Le choix du futur, au nom du développement humain est de permettre à l'Haïtien de se réaliser dans la dignité, l'esprit de saine compétition, et le respect de l'autre

L'urgence d'agir pour intégrer les collectivités territoriales au processus de développement du pays oriente vers le développement humain

Le choix du futur pour une politique de population réaliste et réalisable. Ce choix doit nous conduire à une Haïti renouée, soucieuse du développement intégral de chacun de ses citoyens

L'urgence d'agir c'est de nous préoccuper de la détresse des pauvres d'aujourd'hui, de lutter en faveur d'une distribution équitable des ressources, de régénérer l'environnement pour préserver les perspectives des générations à venir, de travailler à l'élimination des modes de production et schémas de consommation non viables et de mettre en application une politique démographique appropriée

Le choix du futur c'est, dans la multitude de nos priorités, d'opérer des choix rationnels, d'intégrer les stratégies en matière de population et les stratégies du développement, de reconnaître qu'il y a beaucoup à faire avant de voir poindre l'aube de jours meilleurs, de s'atteler à la tâche avec la certitude que demain sera meilleur qu'aujourd'hui

À ce carrefour de notre histoire de peuple et en ce jour du 11 juillet, Jour Mondiale de la Population, osons rêver. Qui sait? Notre rêve peut être à la portée de notre main. L'appui politique du gouvernement dans son ensemble nous le permet. La solidarité agissante de nombreuses organisations internationales, la réunion d'un nombre aussi imposant de professionnels venus de plusieurs horizons, le soutien de tant d'organisations du secteur privé et

de la société civile, la participation des groupes de base venant de tous les départements y compris du dixième nous l'autorisent

Osons rêver que ces assises porteront des fruits à la mesure de nos espérances. Osons rêver qu'une déclaration de principe viendra clore les assises et que dans un avenir très proche une politique de population axée sur le développement humain durable verra le jour. Osons rêver dans le moyen terme à un renversement de la croissance économique négative qui affecte le pays depuis une décennie. Osons rêver enfin, dans le long terme, à l'avènement de la petite famille, à l'éradication de l'extrême pauvreté et au renforcement de la démocratie tant politique que sociale.

ANNEXE II
LES PRESENTATIONS

Guengant
Rousseau
Magloire
Florival
Ade

PROBLEMATIQUE DE POPULATION HAITI DANS LE CONTEXTE MONDIAL ET CARAIBIEN

M. Jean Pierre GUENGANT/FNUAP

INTRODUCTION

Pour employer une image, on pourrait dire que toute realite a deux visages un visage qui rit et un visage qui pleure. Comme tout demi succes est un demi echec et vice versa.

Cote visage qui pleure. Haiti est toujours le pays le plus pauvre de l'hemisphere occidental, la mortalite maternelle et infantile y reste elevee, l'analphabetisme est toujours important, et la violence n'a pas disparue.

Cote visage qui rit. Haiti reste la premiere Republique noire du monde, la creation artistique et culturelle y est extraordinaire, la mortalite est en baisse et l'analphabetisme recule.

Cote echec. Haiti, c'est, quelles qu'en soient les raisons, l'echec du developpement, l'echec de la transition economique, de la transition demographique, c'est a dire le passage trop lent et trop difficile vers une economie productive, des niveaux de mortalite et de fecondite maternelles, et vers l'acceptation sans reserves des regles du jeu democratique.

Cote succes. C'est plus difficile a trouver, mais c'est quand même la vitalite du secteur informel comme alternative a la faiblesse du secteur moderne, le debut de la baisse de la fecondite attendue depuis longtemps, et le retour a une certaine legalite, attendue depuis toujours et toujours attendue.

Comment interpreter ces signaux contradictoires?

Haiti est-elle un pays unique? Qui va le rester? Dans la misere ou la pauvreté? Et pour quel pas dans la croissance?

Haiti va-t-elle rester longtemps encore en dehors du temps et de l'espace? Ou va-t-elle s'integrer rapidement au monde contemporain et a son environnement regional?

L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE MONDIALE, CARAIBIENNE ET HAITIENNE

Examinons tout d'abord a grands traits, l'evolution demographique mondiale, caraibienne et haitienne de ce siecle.

Concernant la mortalite, on souligne volontiers que les niveaux actuels de mortalite dans le tiers Monde sont toujours a des niveaux inacceptables, que les campagnes de vaccination n'ont pas atteints leurs objectifs, en tous cas pas toujours, que de nouvelles maladies ont fait leur apparition, que les systemes sanitaires des pays en developpement, mais

aussi la science médicale, sont incapables de faire face à ces nouvelles maladies. Tout ceci est vrai en partie du moins.

Mais contrairement à ce que l'on affirme quelquefois, les progrès dans la lutte contre la mortalité dans le monde ont été spectaculaires. On oublie trop souvent de rappeler qu'au tournant de ce siècle dans les pays dit aujourd'hui développés l'espérance de vie à la naissance n'était que de l'ordre de 45 à 50 ans, soit l'équivalent des niveaux les plus bas enregistrés aujourd'hui dans le monde, c'est à dire en Afrique sub-Saharienne (Chesnaï, J-C, 1986). Aussi alors que l'espérance de vie à la naissance dans la plupart des pays de la Caraïbe est aujourd'hui d'environ 70 ans, elle n'était que de l'ordre de 50 à 55 ans au début des années 1950 soit moins que le niveau actuel estimé pour Haïti qui est de 56 ans (Guengant, J-P, 1993a, et Guengant, J-P, 1990a).

Une espérance de vie à la naissance de 57 ans aujourd'hui en Haïti, et probablement de l'ordre de 60 ans au début du siècle prochain, on n'ose y croire. Et pourtant, les résultats de diverses enquêtes menées sur les trente dernières années sur la mortalité des enfants - qui déterminent largement le niveau de l'espérance de vie à la naissance - indiquent bien une baisse continue de la mortalité infantile et de la mortalité avant cinq ans, y compris au cours des années "noires" récentes de crise aiguë totale (EMMUS II, Haïti, 1995).

Au-delà de l'accès aux services de santé, aux médicaments, à la vaccination pour les enfants, l'adoption de règles d'hygiène élémentaires par de larges segments de la population est probablement pour beaucoup dans cette évolution, comme cela s'est vu dans les autres pays de la Caraïbe. En effet, c'est au cours des années 1930, dans un contexte de misère généralisée et de graves troubles sociaux du fait des effets dans la Caraïbe de la première grande crise économique mondiale, que la baisse de la mortalité infantile s'est affirmée dans la plupart des pays de la région.

Ainsi, même si l'espérance de vie à la naissance en Haïti reste la plus basse de la région, Haïti est en train de rattraper son retard en matière de lutte contre la mortalité. Et même si les niveaux actuels de mortalité en Haïti sont ceux de la plupart des pays de la région, s'il y a quelques 30 ou 40 ans, la poursuite des efforts entrepris devrait porter ses fruits à terme et permettre de réduire puis d'effacer l'écart actuel.

REFLEXIONS AUTOUR DES PROBLEMES DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT EN HAITI

Jacques Henry ROUSSEAU

Les problemes de population ont toujours existe a travers le temps. De l'antiquite a l'epoque contemporaine en passant par les differentes ecoles de pensee economique, les specialistes ont toujours accorde une certaine preoccupation a la problematique "population-Bien-Etre Economique". Toutefois le probleme de la surpopulation ou encore de l'explosion demographique n'a ete observe, dans les pays du tiers monde, qu'a partir des annees 1950 ou bon nombre d'entre eux ont connu une croissance demographique vertigineuse. La diffusion des progres enregistres dans le domaine de la medecine (notamment certains moyens de controler des maladies infectieuses et parasitaires: les vaccins, les antibiotiques) a produit une chute considerable de la mortalite, laquelle combinee avec des niveaux encore eleves de natalite a engendre une croissance demographique acceleree. Les ressources economiques etant insuffisantes pour faire face a cette demographie galopante, des retombees negatives ont ete enregistrees a divers niveaux de l'economie.

La premiere conference mondiale de la population tenue a Bucarest en 1974 a amene certains dirigeants des pays du tiers monde a prendre conscience de l'importance capitale que revet l'integration de la variable "population" dans la definition des strategies de developpement. Mexico 1984 a ete la consecration internationale de l'utilite des politiques et programmes de population. Plus pres de nous, la conference du Caire 1994 stipule a travers son programme d'action le renforcement de la volonte politique des gouvernements a mettre en oeuvre des strategies integrees en matiere de population et de developpement. Il demeure evident, de nos jours, que dans la plupart des pays du tiers monde l'elaboration des politiques de population represente la grande priorite. Il convient, alors, en se situant dans le contexte socio-economique actuel d'Haiti, de se poser la question suivante: Une politique de population est-elle necessaire en Haiti?

Pour repondre a cette interrogation, nous nous proposons

- Dans un premier temps de presenter brievement la situation demographique d'Haiti
- Dans un second temps de donner un bref apercu de la situation economique
- En dernier lieu de faire le lien entre la population et l'economie, c'est-a-dire, de poser les principaux problemes demo-economiques observes en Haiti au cours des annees recentes

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE D'HAÏTI

Les recensements de 1950, de 1971, et de 1982 fournissent des indications utiles sur l'évolution de la population haïtienne. De 3 097 000 habitants en 1950 la population résidente est passée respectivement à 4 330 000 habitants en 1971 et à 5 054 000 en 1982. Environ 66 000 personnes viennent s'ajouter chaque année à l'effectif total de la population, si l'on considère la tendance observée au cours de la dernière période intercensitaire. Il en résulte un taux de croissance annuel moyen de 1,4 %.

Selon la variante moyenne des projections démographiques calculées (à titre provisoire) par l'Institut Haïtien de Statistique et L'Informatique (IHSI) conjointement avec le Centre Latino-Américain de Démographie (CELADE), la population totale d'Haïti serait de l'ordre de 7 180 000 habitants en 1995 et atteindrait le seuil des 8 millions à l'orée des années 2000. Le taux de croissance démographique prévu est de 2 % l'an. Mais compte tenu des pertes importantes de population dues aux effets de la crise socio-politique que vient de traverser le pays (hausse conjoncturelle de la mortalité et l'émigration) le rythme de croissance démographique devrait être moins rapide, au cours des années récentes.

Avec une superficie de 27 750 km², Haïti présente l'une des densités démographiques les plus fortes de l'Amérique Latine (259 hbts/km²). Calculée par rapport à la superficie cultivée la densité est encore plus élevée (habitants/km² de terre cultivée), ce qui indique de manière très nette la pression qu'exerce la population sur la terre.

La structure par âge de la population demeure relativement jeune. La sous-population de moins de 15 ans représente 40 % de la population totale (dont 15 % d'enfants de moins de 5 ans). La population en âge de travailler absorbe plus de la moitié de la population totale soit 56 %. Les personnes d'âge avancé (plus de 65 ans) sont très faiblement représentées. 4% de la population totale.

La répartition de la population suivant le sexe indique une sous-représentativité des hommes par rapport aux femmes, (96 hommes pour 100 femmes), du fait de la surmortalité masculine et de l'émigration.

En dépit de légers changements qui interviennent dans la distribution de la population à travers l'espace géographique, les inégalités demeurent frappantes. La plus forte partie de la population totale, 34 %, soit un peu plus d'un tiers, réside dans le département de l'Ouest où se situe la capitale du pays (Port-au-Prince). Viennent ensuite l'Artibonite et le Nord qui absorbent une proportion bien moins importante respectivement 14,2 % et 10,7 %. La part relative des six autres départements se situe au-dessous de 10 % et varie entre 3,5 % pour le Nord-est et 9,3 % pour le Sud.

Le degré d'urbanisation au niveau de l'ensemble du pays est relativement faible (31,2 %). Néanmoins, les disparités sont très importantes à l'intérieur du territoire national. Le département de l'Ouest reste, de loin, la zone la plus urbanisée du pays. 57,8 % de population urbaine. Le Nord, le Nord-est et l'Artibonite occupent une situation intermédiaire avec

respectivement des taux d'urbanisation de 25,7 %, 24,6 %, 21,5%. La proportion de population urbaine oscille aux environs de 13 % dans les autres départements géographiques, mis à part le Sud-est où la concentration urbaine est la plus faible (8%)

Au cours des récentes années, le rythme de l'urbanisation s'est accéléré dans tous les départements géographiques du pays, la proportion de population urbaine ayant accusé une certaine hausse par rapport aux niveaux antérieurement atteints. On observe dans les principales villes du pays (particulièrement à Port-au-Prince, mais aussi, au Cap-Haïtien, aux Gonaïves, à St-Marc et aux Cayes) une certaine extension de la superficie habitée, laquelle est dû à l'émergence de nouveaux bidonvilles devant contribuer à satisfaire, en grande partie, les besoins en logement des nouveaux migrants. Néanmoins, le rythme d'urbanisation demeure plus rapide dans le département de l'Ouest que dans les autres départements géographiques. Durant les cinq dernières années le taux de croissance de la population urbaine de l'Ouest (4,6 %) se situe au-dessus de celle de l'ensemble du pays (4 % l'an), alors qu'il en est tout autrement dans les autres départements géographiques. Dans l'Artibonite et le Nord par exemple le croît urbain est respectivement de 3,9 % et de 3,2 % l'an.

Du fait de la concentration de la quasi-totalité des activités commerciales, économiques et administratives du pays dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, celle-ci demeure le principal pôle d'attraction des courants migratoires qui traversent le pays. Elle reçoit en moyenne chaque année un peu plus de 13 000 migrants, soit, tout au moins, 70 % des flux migratoires provenant des neuf départements géographiques. Ces migrants étant pour la plupart des analphabètes sans qualifications professionnelles, leur présence contribue dans une très large mesure à l'aggravation du chômage urbain de même qu'à la prolifération des bidonvilles et à la dégradation croissante des conditions du milieu extérieur. Compte tenu du rythme de croissance de la population de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince (4,8 % l'an), celle-ci représente de nos jours 95 % environ de la population urbaine de l'Ouest et 59% de celle de l'ensemble du pays. Comparée à celle de la deuxième ville du pays (le Cap-Haïtien), sa population lui est 13 fois plus élevée. Haïti se retrouve bien dans le cas d'une macro-céphalie urbaine.

En raison de la conjoncture de crise qui sévit actuellement, la migration externe a connu un regain d'intensité. Les Haïtiens de toutes les catégories sociales émigrent vers d'autres pays en vue de se mettre en sécurité et de trouver une amélioration à leur situation économique et sociale. La migration clandestine demeure la forme la plus courante. Bon nombre d'Haïtiens n'hésitent pas au péril de leur vie à s'embarquer sur de simples petits voiliers pour échapper à des conditions d'existence froissant les limites de la survie.

Par ailleurs, plus de 40 000 Haïtiens ont été rapatriés des côtes étrangères, depuis le début de la crise. 90 % d'entre eux seraient des personnes en âge d'activité, pour la plupart originaires du Nord-ouest, suivant une étude réalisée sur la base d'un échantillon représentatif, à l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE D'HAÏTI

Des le debut des anees 1980, la situation economique d'Haïti se caracterise par une baisse continue de la production interieure brute. Sur l'ensemble de la periode comprise entre 1980 et 1990, le taux de croissance annuel moyen du produit interieur brut est negatif -0,2 % l'an. De 1990 a nos jours, en raison de la conjoncture de crise, la decroissance s'accelere -8,9 % l'an.

Le rythme de baisse de la production agricole de -0,2 % au cours de la decennie 1980 devient nettement plus marque pendant les deux dernieres anees -5 % l'an.

Cette baisse de la production interne a eu des repercussions tres importantes du point de vue des echanges commerciaux. La balance commerciale d'Haïti se solde par un deficit de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars (environ 165 millions de dollars americains, en moyenne, chaque annee au cours de la deuxieme moitie de la decennie 1980). Le deficit s'aggrave encore durant les dernieres anees et atteint même le seuil des 200 millions de dollars en 1992.

D'une maniere generale, le volume total des biens exportes a diminue considerablement. L'indice du quantum des exportations denote une baisse annuelle moyenne de 4 % au cours de la decennie 1980. Neanmoins, a partir de 1990, nos exportations (en volume) ont connu une chute considerable, la diminution relative etant de 85 % de 1990 a 1993. Normalement, avec l'inflation galopante generee par la situation sociopolitique la monnaie nationale s'erode de plus en plus, l'indice de la valeur moyenne des exportations a donc suivi une tendance generale a la hausse.

Du cote des importations, les produits alimentaires absorbent la plus grande part de la valeur totale. La proportion qui etait de 20 % a la fin de la decennie 1980 est passee a 28 % environ en 1992. La dependance du pays vis-a-vis de l'exterieur se resserre progressivement, même dans le domaine de l'alimentation, en raison de la faiblesse de la production agricole interne.

Le cout de la vie a sensiblement augmente au cours des deux dernieres anees, au rythme de 15,5 % l'an. Les prix du logement et de l'alimentation, compte tenu de leur ponderation, explique dans une tres large mesure la cherte de la vie, bien que leur vitesse de croissance, comparee a la moyenne, parait moins rapide, respectivement 10,5 % et 14,6 % l'an.

POPULATION ET ECONOMIE

Le taux de croissance de la population, bien que modere, en raison d'une forte emigration vers les pays de l'Amerique du Nord, est de loin superieur a celui du PIB (1,4 % contre -0,2 % l'an), encore plus a celui du PIB du secteur agricole, d'ou une diminution de la disponibilite alimentaire par tête d'habitant.

La baisse de la productivité agricole en milieu rural a engendré une intensification des courants migratoires vers l'extérieur et se situe également à l'origine du déplacement massif des populations vers les régions urbaines du pays, plus particulièrement vers l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Or, les effets négatifs de l'exode rural sont bien connus, du point de vue de la planification socio-économique

- Abandon des terres dans la zone rurale qui représente en quelque sorte le grenier de la ville
- Détérioration croissante des conditions du milieu extérieur en zone urbaine, plus particulièrement, des conditions d'assainissement
- Aggravation du chômage, de la crise de logement, hausse du coût de la vie en milieu urbain et prolifération des bidonvilles

Ce déséquilibre entre les ressources disponibles et les besoins à satisfaire s'est fait ressentir au niveau de tous les secteurs de l'économie

Dans le domaine de la santé, les infrastructures sont inégalement réparties à travers le pays. Le milieu rural qui représente environ les 3/4 de la population totale est nettement dépourvu de centres de santé. La situation sanitaire est tout à fait défavorable. Le nombre d'habitants par médecin est d'environ 8 000, le nombre d'habitants pour un lit d'hôpital, de 1 400.

Dans le domaine de l'emploi, la population en âge de travailler représente 56 % de la population totale. Mais le degré d'absorption de la main-d'œuvre est relativement faible. 17 % de la population vit en chômage. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé puisqu'un bon nombre de gens ne recherchent pas de travail parce qu'ils n'espèrent pas en trouver. Le sous-emploi et le chômage déguisé demeurent très répandus au sein de la population. Étant donné la structure très jeune de la population et la situation chronique de l'emploi, l'indice de dépendance économique est très élevé. 100 actifs devraient supporter en moyenne 150 inactifs.

Dans le secteur éducatif, les infrastructures ne sont pas suffisantes pour absorber la demande scolaire. Le degré de scolarisation demeure très faible. Parmi les gens en âge d'aller à l'école, 38 % fréquentent effectivement un établissement scolaire. Le taux d'analphabétisme est encore élevé. 63 % des personnes de plus de 10 ans sont analphabètes. Mais cette proportion atteint 72 % en milieu rural.

Du point de vue écologique, le déboisement qui est dû à l'usage intensif du charbon de bois représente un problème épineux. Il se situe à l'origine de l'érosion de même que de la désertification et de l'infertilité du sol.

Tous ces éléments expliquent l'existence d'un certain déséquilibre entre les ressources disponibles et les besoins de la population. Il est indubitable que le fossé s'élargira davantage si l'État adopte une politique non interventionniste. La meilleure solution serait de développer les infrastructures de base en vue de promouvoir le développement économique et d'améliorer le niveau de vie de la population. Mais étant donné que notre pays traverse une crise économique très aiguë et qu'il dispose d'une très faible capacité d'investissement, cette solution

n'est pas opportune a court ou moyen terme. Il s'avere donc necessaire d'elaborer une politique de population en vue de pouvoir ajuster la population a l'economie ou encore de controler la croissance demographique de maniere qu'elle soit compatible aux potentialites socioculturelles et economiques du pays. Toutefois, compte tenu des liens entre population et developpement economique, des actions doivent être entreprises parallelement dans le domaine economique en vue de relever le niveau de vie de la population et favoriser du même coup la reussite de la politique de population. En Haiti, il y a deja un passe dans ce domaine. Le Conseil National de Population (CONAPO) a eu a elaborer (en 1989, de concert avec un comite intersectoriel), un document faisant l'objet de la formulation d'une politique explicite de population qui attend une approbation gouvernementale pour passer a la phase d'execution.

GERER LA POPULATION UN DEVOIR, UN DROIT OU UN CHOIX?

Dr Rudolph MAGLOIRE /IPPF/PAPFO

Traiter de la gestion de la population nous porte toujours a penser developpement Mais qu'est-ce que le developpement si nous n'avons pas en tête l'être humain, dont le bien être constitue evidemment l'objectif de toute action politique, qu'il s'agisse d'un gouvernement ou plus precisement, d'un etat, l'etat haïtien qui nous occupe aujourd'hui? Sans verser dans les details qui seront discutes au cours du symposium, nous livrons tout simplement a votre reflexion des faits qui puissent demontrer pourquoi c'est un **devoir**, un **droit**, et pas seulement un **choix** de gerer la population

Dans cette communication, apres avoir explique les mefaits d'une croissance demographique rapide sur tous les aspects de la vie economique et sociale, nous passons en revue les consequences d'une telle croissance sur les besoins en education, les besoins en soins de sante sur l'emploi et le logement pour ne citer que ceux-la, qui constituent bien les indicateurs de base du developpement Les ressources actuelles etant deja largement depassees par les besoins qui ne feront que s'accroitre d'ici 20 ans, et la croissance economique devenant de plus en plus difficile et dependante de l'exterieur, il est donc un imperatif national de freiner l'elan demographique actuel par une planification rationnelle et realiste qui engage tous les secteurs impliques dans le developpement de notre pays, en considerant en tout premier lieu l'etre haïtien, a travers les instances gouvernementales, chargees de promulguer et d'executer les politiques et lois en la matiere Par des choix judicieux, nous pouvons certainement freiner la croissance demographique afin de diminuer, pour ne pas dire eliminer, l'ecart entre les ressources et les besoins

L'historique des tentatives de gestion de la population en Haiti nous montre egalement que ces choix ont ete faits comme le prouvent la premiere ebauche vers une politique de population de 1990, la creation d'une secretairerie d'etat a la population en 1994 et la tenue du symposium de juillet 1995, qui, avec un large consensus, devra aboutir a la politique nationale de population de notre pays Ceci represente un nouvel et decisif engagement vers l'adoption d'une telle politique

A la lumiere de ces donnees, nous avons demontre qu'il est bien un **devoir**, un **droit** et pas seulement un **choix** que de gerer la population Un choix, certes, mais un choix **vraiment engage** caracteristique d'un gouvernement, d'un etat, d'une societe vraiment responsables

POPULATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Monsieur Pierre Joseph FLORIVAL

I ESSAI DE DEFINITION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

"Totalite des actions entreprises pour orienter une societe vers la realisation d'un ensemble ordonne de conditions de vie collectives et individuelles jugees desirables par rapport a certaines valeurs"(1), le developpement est fait par et pour l'homme. Celui-ci est donc le point de depart et le point d'aboutissement de tout processus de developpement l'integrant d'ailleurs dans tous ses contours

Parler du developpement ou de la modernisation, c'est mettre en exergue l'ensemble des dispositions et mesures prises en vue de l'ameagement spatial et environnemental au benefice de l'homme. C'est dire que le developpement socio-economique d'une communaute n'est autre que celui de l'homme, tout court

Si l'homme est toujours au centre des debats de tout developpement, il est, de nos jours pris en compte de plus en plus au point que partout l'emphase est desormais mise sur le developpement humain. Qui de ce dernier?

Somme d'efforts consentis par une societe a tous les niveaux, le developpement est une evidence de l'ideal social vise, de la perception qu'on se fait de l'homme, lui même et du desir de concretisation de ce vouloir dans la gaine du reel. Il se traduit de differentes manieres et prouve que l'homme est la meilleure des potentialites et richesses mondiales. S'appréciant en de multiples facteurs ou termes, il peut epouser l'aspect d'un inventaire plus ou moins exhaustif des disponibilites et possibilites offertes aux ressortissants de la societe en matiere philosophique, psychologique, recreative, culturelle, sanitaire, economique, educative et autres

Le developpement humain, c'est le recensement de toutes les demarches encadrant l'existence de l'homme dans un milieu donne et montrant que ce dernier n'est ni un laisse-pour-compte ni une meprise, ni un marginalise

Traite avec respect et mesure et dans un souci d'equite, l'homme, fortement soutenu par une politique sociale equilibree generee par l'approche participative du developpement humain, devient partie integrante de sa societe

II DEVELOPPEMENT HUMAIN EN HAITI

Si le developpement humain, c'est la prise en charge effective de l'homme par sa societe en lui offrant d'ailleurs tout l'encadrement psycho-socio-materiel necessaire a sa vie, quelle est donc la situation de la societe haïtienne dans ce contexte?

De nombreuses observations, faites sur l'ensemble de la Republique d'Haiti, tout au long de son histoire montrent que l'homme (femme et garçon), dans plus de 90% de cas est expose a des difficultes socio-economiques de toutes sortes, difficultes inherentes aux valeurs socio-culturelles traditionnelles conditionnees, par une mentalite depassee et surannee, vehiculant a tout bout de champ des ideaux negatifs dont les principaux sont l'egoisme et le "moitriarisme"

De ce fait, l'homme haitien evolue dans un cadre presque vide, depourvu de demarches et moyens suffisants tendant a faciliter la solution des problemes confrontes C'est la carence quasi-totale qui domine la vie collective et individuelle dans le milieu

II 1 SITUATION ET PERCEPTION

Il decoule de ce vide normatif et institutionnel un nombre eleve d'ecarts mesurables en termes du rapport des besoins socio-economiques sentis par la population et du stock de disponibilites nationales tant au niveau des differents biens et equipements qu'a celui des divers services

La situation d'Haiti, du point de vue du developpement humain, est tres critique et s'exprime par une chaine interminable de lacunes qui ne cessent de solliciter l'apport et la contribution de tous les secteurs vifs de la nation

Perçue negativement par l'ensemble de la population, notamment par les classes moyennes classe ouvriere et le proletariat, cette situation carentielle est eprouvee a tous les instants et ronge generalement les ressortissants en profondeur au point que ces derniers connaissent une asphyxie a un rythme assez accelere Il en appelle a des solutions d'urgence en vue de repondre, dans une certaine mesure, a la satisfaction des besoins fondamentaux de la collectivite

II 2 ESSAI DE PRESENTATION, CARACTERISTIQUES PRINCIPALES ET CARENCES REPEREES DE LA SITUATION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN EN HAITI

Se presentant sous des formes multiples, la situation du developpement humain en Haiti couvre une infinite de manquements dans les differents secteurs et temoigne du desarroi le plus total de l'Haitien dans sa societe Celle-ci, d'ailleurs, est assimilee par plus d'un a une fournaise qui ne laisse aucune chance a certaines categories socio-economiques nationales

En observant le milieu, tant dans ses composantes urbaines que rurales, les carences s'imposent a l'attention de tout et chacun et offrent un spectacle tres desagreceable de desorganisation et de mauvaise repartition des richesses nationales Les principales caracteristiques de la situation du developpement humain de chez nous peuvent se resumer par les elements, ci-apres

- Le mépris et l'irrespect de l'homme haïtien, celui-ci est souvent éprouvé et toujours confronté à des problèmes divers, c'est la situation connue par plus de 90% de la population totale
- La quasi-inexistence d'institutions et de structures dédiées à l'encadrement de la population marginalisée en proie à la satisfaction des besoins basiques et autres
- La pauvreté, répandue dans toutes les avenues de la société haïtienne, se révèle l'une des dominantes de la situation en question
- L'inexistence d'une philosophie motivant la venue et l'évolution de l'homme haïtien en vue de son bien être

Quel que soit le domaine considéré, les lacunes sautent aux yeux de tout observateur, même si l'on n'est pas averti. Il n'incombe pas à celui-ci de fournir d'importants efforts pour identifier l'ensemble de besoins sentis, insatisfaits et de problèmes non encore solubles dans l'intérêt de la majorité. Que l'on se réfère aux aspects matériels ou immatériels de l'existence de l'homme haïtien, les carences se retrouvent partout : les voies de communication, les moyens de transport, l'administration, les infrastructures sanitaires, éducationnelles, économiques et culturelles, les loisirs, le logement, les institutions, la consommation, la production, la distribution de l'eau potable, l'irrigation, l'urbanisation, les télécommunications, la gestion de ressources, etc.

III CONTEXTE SOCIO-CULTUREL

"Ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte" (2), la culture est un long processus d'héritage social par lequel les modes de comportement institutionnalisés sont transmis symboliquement d'une génération à l'autre. Elle met donc en évidence un certain dynamisme qui traduit le renouvellement et le va-et-vient constants des ressortissants de la société tandis qu'elle demeure et se transmet de l'une ou l'autre manière.

Elle est aussi affaire de milieu et de contexte car elle préexiste à la naissance et à l'évolution de chaque personne. Et l'observation fait remarquer que la culture qu'une génération hérite de ses ancêtres est celle que chaque individu doit apprendre pour en vivre. Une personne peut échapper pour un temps à la société, mais elle ne peut jamais échapper à la culture. Ce qui dénote que l'environnement culturel est la plus forte influence particulière qui s'exerce sur le comportement social de la grande majorité des gens.

Même dans l'isolement, la où la personne cherche à "échapper à tout" pour un temps, elle pense et agit suivant les modèles de comportement dans lesquels elle a grandi. Les institutions de sa culture ont formé et modelé sa personnalité sociale et ont fait d'elle le genre de personne qu'elle est.

Le contexte socio-culturel ce sont les modeles, valeurs, symboles qui composent la culture incluent les connaissances les idees, la pensee, s'etendent a toutes les formes d'expression des sentiments aussi bien qu'aux regles regissant des actions objectivement observables. Ce contexte s'adresse donc a toute activite humaine. Il est action et un tout globalisant dans lesquels les differents aspects de l'existence sont reunis et apprehendes.

III ESSAI DE DEFINITION DE LA CULTURE HAITIENNE, SES COMPOSANTES

Resultant du brassage de plusieurs apports ethniques amerindien, espagnol, anglais, francais, africain, eu egard au peuplement de la communaute haitienne, la culture en Haiti est une culture mixte europeeo-africaine a forte predominance africaine, mais melangee ça et la avec des elements hispano-americains. Elle est un tout globalisant qui prend en compte l'ensemble des manieres de penser, d'agir et de sentir de l'Haitien a tous les niveaux de l'existence materielle et immaterielle.

Comme toute societe la communaute haitienne a sa culture et se differencie singulierement des autres par ses caracteristiques propres et son originalite. Ainsi, ses manieres de faire, ses attitudes et comportements sont supportees par un ensemble de valeurs motivant des jugements, incitant l'homme a l'action vers des buts ou fins determinees. Aussi, utilise-t-on les valeurs c'est-a-dire ceux qui sont utiles, interessants, desirables pour l'individu ou pour le groupe. Ce sont des faits qui se definissent par la reference a un systeme social, pour affirmer son identite, les diffuse-t-on a travers les differentes formes d'expressions de cette identite? L'identite ici, se confond a la limite avec la personnalite culturelle dont les manifestations touchent aux facons de penser, d'agir et de sentir justifiees par les besoins sociaux ressentis. A part entière, la culture haitienne modele ses ressortissants suivant un profil specifique qui s'affirme partout.

Ainsi, la culture haitienne comprend deux grands domaines: le materiel et l'immateriel et chacun d'eux couvre un ensemble de champs bien distincts.

III DOMAINE MATERIEL

Couvrant un nombre acceptable d'elements qui, se pretent a la mensuration ou a la palpation, le domaine materiel recense entr'autres,

- les voies de communication
- la production
- la consommation
- le transport
- l'agriculture
- l'artisanat
- la construction
- l'industrie
- l'habillement, etc

III 1 2 DOMAINE IMMATERIEL

De son côté, le domaine immatériel englobe les champs pour lesquels la palpation de l'objet se révèle un peu difficile. Ce sont

- La philosophie
- La religion
- La socialisation
- Les croyances
- Les habitudes
- L'art
- La morale
- Le langage
- La littérature
- L'histoire

III 2 VALEURS CULTURELLES HAÏTIENNES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Si le développement humain en Haïti reste et demeure une plateforme où les carences de toutes sortes se repèrent, c'est parce que la société n'a pas encore pris en compte l'homme, l'une de ses principales richesses et qu'elle ne véhicule pas jusqu'à présent des valeurs, attitudes et comportements appropriés en vue de la protection et de l'encadrement de son ressortissant. L'on sait que, de nos jours, toute la culture s'exprime par un ensemble de valeurs en connexion avec différents domaines.

Si le développement humain dans la communauté n'est pas une vivante réalité, c'est parce que la culture haïtienne, ensemble des moyens d'expression de l'haïtien, ne fait pas encore véhiculer des valeurs correspondantes à un tel objectif au niveau de l'individu et à celui de la société.

Si le développement en Haïti est loin d'être l'expression d'une affirmation collective et celle d'une gestion consciente et participative, c'est parce que l'homme haïtien est livré à lui-même et qu'aucune valeur positive n'est véhiculée en vue d'assurer de meilleures conditions à son existence.

Toutes ces valeurs, mentionnées plus haut, ne font pas encore partie de notre identité culturelle, de ce que Abraham Gardiner appelle le caractère national, la mentalité et de ce que André Siegfried traduit par l'âme des peuples.

IV DEVELOPPEMENT HUMAIN ET CONTEXTE SOCIO-CULTUREL HAÏTIEN

S'exprimant en de notables carences, le développement humain en Haïti connaît un bas niveau de réalisation et de concrétisation. Quelle est donc sa situation au regard de certaines valeurs fondamentales de la culture nationale?

IV 1 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS RELIGIEUSES FONDAMENTALES

Si le developpement humain n'accuse pas de resultats concrets et positifs en Haiti, cela est loin d'être une consequence de l'absence ou du negativisme des valeurs religieuses preconisant ou poursuivant de telles dispositions. Cela est du plutôt a la mauvaise pratique generalement faite des recommandations concernant le bien être de l'homme.

En effet, les valeurs religieuses fondamentales, qu'elles proviennent du catholicisme, du protestantisme, du vaudou et d'autres misent sur le developpement de l'homme et l'amelioration des conditions d'existence de ce dernier. L'accent est toujours porte sur le partage et la solidarite fraternels.

Les resultats negatifs auxquels la societe est parvenue, mettent en evidence toute une serie de valeurs contraires dont les plus courantes et les plus connues sont l'egoisme, le "nourmarisme", l'envie, l'orgueil.

IV 2 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS SOCIALES PROFONDES

Quant aux valeurs sociales profondes appelees a encourager le developpement humain en Haiti par la cooperation, la collaboration, la comprehension reciproque, la solidarite, la distribution equitable des richesses et des biens, elles sont quasiment inexistantes et ne sont pas couramment vehiculees a travers l'espace socio-culturel haitien. Les modeles inspirants et dignes de confiance sont tres rares et peu convaincants pour motiver les autres. Beaucoup de ces valeurs sont inadaptees au milieu haitien.

IV 3 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS EDUCATIONNELLES

Processus appele a assurer l'adaptation et l'integration de l'homme a son milieu, l'education se doit de bien remplir partout sa mission. Mais, en Haiti, elle draine des valeurs exogenes qui creent beaucoup de tensions chez les apprenants au point que ces derniers se trouvent en conflits permanents avec leur environnement. Le systeme educatif haitien encourage le deracinement de l'homme et n'assure pas pourtant le developpement humain au sein de la societe.

IV 4 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS ECONOMIQUES

Les valeurs economiques vehiculees au sein de la communaute haitienne ne tiennent pas compte du contexte socio-culturel national. Elles s'inspirent plutôt des exigences internationales qui priment un certain ordre de choses toujours en desaccord avec le developpement de l'homme haitien.

62

IV 5 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS RECREATIVES

Les loisirs ou recreations sont peu encadres et encourages malgre l'existence de certaines formes, traditionnelles et modernes Une telle attitude s'explique ainsi du fait que l'homme et son developpement ne sont pas prioritaires dans le contexte haitien

IV 6 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS POLITIQUES

Système de gestion de la chose publique, la politique est appelee a prendre en consideration les interets de la collectivite et a offrir a l'homme un cadre de vie capable d'assurer son developpement

En Haiti, ces valeurs politiques (haitiennes) n'accordent ni trop d'importance, ni trop d'attention au developpement de l'homme et ne lui assurent pas l'encadrement necessaire

IV 7 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS SANITAIRES

V PERSPECTIVES D'AVENIR DEVELOPPEMENT HUMAIN ET CONTEXTE SOCIO-CULTUREL EN HAITI A L'OREE DE L'AN 2000

Dans l'etat actuel des choses, le contexte socio-culturel haitien ne recense pas suffisamment de valeurs motivantS ainsi le developpement de l'homme a l'oree de l'an 2000 Or le developpement de l'homme haitien se revele un imperatif pour tout gouvernement et en appelle a un systeme d'implantation de mesures et de dispositions qui doit se reveler payant pour toute la communaute Et ce systeme d'implantation, s'il est retenu, ne peut être alimente que par un véritable plan national de politique de population et de developpement qui mettra l'emphase sur l'homme, point de depart et point d'aboutissement du processus, sur l'ensemble de ses besoins effectifs en services institutionnels et autres, sur les rapports entre les variables demographiques et les variables socio-economiques, sur la mise en circulation de nouvelles valeurs socio-culturelles aptes a assurer le plein epanouissement de l'Haitien, sur la creation et l'urgence d'un nouvel homme, conscient, responsable et soucieux du bien-être des autres Bref, un nouvel espace est a amener en vue d'un paysage plus clement ou l'altruisme, le partage fraternel et la solidarite se constitueront en valeurs prioritaires pour la societe haitienne de demain.

VI CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Somme toute, au terme de ce succinct expose sur "le Developpement Humain et le Contexte Socio-Culturel Haitien" relatant une certaine approche en vue de traiter de la question et d'analyser la situation de la societe haitienne du point de vue du developpement humain et du contexte socio-culturel, il est clair que, de 1804, l'annee de la proclamation de l'Independance Nationale a 1995, l'humain haitien n'a presque pas connu de developpement véritable surtout si l'on se réfère a l'une des caracteristiques fondamentales de ce dernier, savoir la recherche de l'equilibre entre les secteurs Une observation peu profonde de la realite profile une situation generale tres desequilibree qui se resume ainsi

- Taux d'analphabétisme très élevé
- Taux de chômage très élevé
- Taux de natalité élevé
- Stock de disponibilités totalement insuffisant
- Qualité de la vie presque inexistante
- Pauvreté accrue de la famille haïtienne
- Nombre élevé d'enfants des rues
- Nombre élevé de sans-logis
- Inaccessibilité presque généralisée des prix des articles de première nécessité
- Taux de malnutrition assez élevé
- Sous-production chronique

Si ce constat est négatif, c'est parce que le présent contexte socio-culturel n'a pas jusqu'ici véhiculé de nouvelles valeurs et n'a pas su se renouveler.

Actuellement, le souci et l'objectif majeurs se situent à ce niveau et réclament un changement en profondeur. Un nouvel homme et une nouvelle mentalité haïtienne sont à créer en vue d'assurer un développement durable dans le pays. Pour y arriver, l'approche globaliste, confrontant population et développement, doit primer. Et la politique de population reste et demeure la référence de départ pour bien implanter les indicateurs et bien baliser le chemin à parcourir au bénéfice d'une population qui a trop souffert dans son existence et qui se demande toujours si la vie, telle qu'elle est en Haïti, mérite d'être vécue.

RENVois

- 1 - Guy Rocher, Le Changement Social, Tome III, page 190, Editions HMH, 1968
- 2 - Guy Rocher, L'Action Sociale, Tome I, page 111, Editions HMH, 1968

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- 1 - Fichter, Joseph M. La Sociologie, notions de base, Editions Universitaires 115, Rue du Cherche-Midi, Paris 6ème, Paris, 1960
- 2 - Rocher, Guy, L'Action Sociale, Tome I, Editions HMH, 1968
- 3 - Rocher, Guy, Le Changement Social, Tome II, Editions HMH, 1968

SOMMAIRE

I ESSAI DE DEFINITION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

II DEVELOPPEMENT HUMAIN EN HAITI

II 1 SITUATION ET PERCEPTION

II 2 ESSAI DE PRESENTATION, CARACTERISTIQUES PRINCIPALES ET CARENCES REPEREES DE LA SITUATION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN EN HAITI

III CONTEXTE SOCIO-CULTUREL

III 1 ESSAI DE DEFINITION DE LA CULTURE HAITIENNE, SES COMPOSANTES

III 1 1 DOMAINE MATERIEL

III 1 2 DOMAINE IMMATERIEL

III 2 VALEURS CULTURELLES HAITIENNES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

IV DEVELOPPEMENT HUMAIN ET CONTEXTE SOCIO-CULTUREL HAITIEN

IV 1 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS RELIGIEUSES FONDAMENTALES

IV 2 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS SOCIALES PROFONDES

IV 3 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS EDUCATIONNELLES

IV 4 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS ECONOMIQUES

IV 5 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS RECREATIVES

IV 6 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS POLITIQUES

IV 7 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET VALEURS SANITAIRES

V PERSPECTIVES D'AVENIR, DEVELOPPEMENT HUMAIN ET CONTEXTE SOCIO-CULTUREL EN HAITI A L'OREE DE L'AN 2000

VI CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

HAITI, MODELE PRODEV
DR EMMANEL ADE

**DEVELOPPEMENT HUMAIN
ET QUALITE DE LA VIE**

Haiti a traverse ces dernieres annees une crise economique et sociale profonde qui a affecte tous les Haitiens

Toutefois, ce passe douloureux n'a pas empêche la poursuite de certaines evolutions, certains amorces depuis de nombreuses decennies, les unes favorables, les autres defavorables, a l'amelioration de la qualite de la vie de la population

Il reste helas que la vaste majorite des Haitiens continue de vivre dans la pauvreté, et que certains sont accules a l'extrême pauvreté

La dynamique sociale et demographique actuellement a l'oeuvre en Haiti, constitue pour les annees a venir un formidable defi a l'eradication de l'extrême pauvreté, a la reduction des inegalites, et a l'approfondissement de la democratie. Ce defi doit être releve si l'on veut atteindre les objectifs d'un developpement economique et social, qui est aussi un developpement humain, durable et equitable

La mortalite n'a cesse de reculer en Haiti, tout au long du 20ieme siecle, grace aux progres de la medecine, a la multiplication des institutions, du personnel de sante, et a l'adoption de certaines regles d'hygiene par la population

Cette evolution qui a surtout profite aux enfants s'est poursuivie au cours des 20 dernieres annees

Ainsi a la fin des annees 1970, un enfant sur 5 mourrait avant d'attendre son 5ieme anniversaire, et 1 enfant sur 7 mourrait avant d'attendre son 1er anniversaire

Aujourd'hui, estime qu'un enfant sur 8 meurt avant d'attendre son 5ieme anniversaire, et 1 enfant sur 14 meurt avant d'attendre son 1er anniversaire

En depit de ces progres, la mortalite generale et celle des enfants reste encore beaucoup trop elevee en Haiti, et les efforts pour la reduire encore davantage doivent être fermement poursuivis

Non seulement les chances de survie des enfants haitiens sont encore faibles, mais aussi dans beaucoup de familles, trop de femmes meurent toujours des suites d'accouchements

Souvent, par manque d'information et de possibilités d'accès à des soins et services de qualité concernant la santé de la mère et de l'enfant, la procréation est plus subie que décidée librement par les femmes

Les grossesses correspondantes sont généralement des grossesses dites à risques, c'est-à-dire des grossesses trop précoces ou trop tardives, ou encore des grossesses de rang élevé ou trop rapprochées. Un meilleur espacement des grossesses en diminuant l'importance des risques permettrait de réduire de manière substantielle le nombre de décès maternels

Ceci est particulièrement vrai parmi les femmes qui vivent en milieu rural et qui n'ont pas été à l'école

L'inégalité sociale se traduit aussi par une mortalité et une fécondité plus élevée dans les couches les moins favorisées

Les nombres moyens d'enfants très différents observés par zone de résidence illustrent bien cette inégalité

Alors dans l'aire métropolitaine le nombre moyen d'enfants par femme est de 3, en zone rurale il est le double, c'est-à-dire que la fécondité continue à y être aussi élevée que par le passé, sans que cela soit toujours librement choisi

L'inégalité d'accès à l'éducation a aussi une dimension "hommes-femmes". Ainsi les femmes de 15 à 49 ans sont moins nombreuses à avoir été à l'école que leurs homologues hommes et souvent conjoints, de 15 à 59 ans

Une telle situation d'inégalité, empêche les femmes de participer autant que les hommes, sans aucune discrimination, à toutes les activités économiques, sociales et politiques du pays

Au niveau de l'unité familiale, la moindre éducation des femmes est un obstacle à un partenariat effectif et sincère entre l'homme et la femme dans toutes les décisions concernant le ménage, les enfants et la procréation

Ces inégalités sociales et leur prolongement démographique sont traduits historiquement par une pression croissante sur la terre entraînant une réduction des parcelles cultivées, puis une baisse de la productivité agricole, accompagnée de déforestation et d'une dégradation de l'environnement compromettant l'avenir

Ainsi la quasi totalité des bassins versants du pays ont été déboisées entraînant de graves problèmes d'érosion

L'apparition des industries de sous-traitance associée à ces problèmes en zones rurales, a nourri une forte migration vers les villes non préparées à cet afflux, d'où la prolifération des bidonvilles, l'apparition de la misère urbaine

A cause de la persistance des profondes inegalites heritees d'un lointain passes la vaste majorite des Haitiens continue de vivre dans la pauvreté et beaucoup sont accules a l'extreme pauvrete

La strategie de developpement humain pour Haiti, qui reste a definir, doit accorder la priorite absolue a l'eradication de cette pauvreté extreme Elle doit egalement, grâce entre autres a l'amelioration de la sante et du niveau d'instruction de la population, creer les conditions d'une croissance economique durable, creatrice d'emplois productifs, et soucieuse de la preservation de l'environnement

Au cours des 40 dernieres annees la richesse produite chaque annee dans le pays (Produit interieur Brut ou PIB) n'a augmente que tres modestement

Comme au cours de la même periode, la population a pratiquement double, cette croissance modeste a ete en quelque sorte absorbee par la croissance demographique

Ainsi le PIB par tête est reste pendant longtemps aux alentours de 2500/3000 gourdes par an. Puis a partir du debut des annees 1980, les troubles qui ont affecte le pays se sont traduits par une deterioration de la situation economique, une dévaluation de la monnaie nationale et en consequence une baisse globale du niveau de vie de la population

L'economie haitienne reste dominee par un secteur agricole important qui occupe la majorite de la population active (jusqu'a pres de 80% selon certaines estimations)

L'agriculture en Haiti est cependant un secteur a productivite faible puisqu'il ne contribuerait qu'a peine au tiers du produit interieur brut du pays Selon les mêmes estimations le secteur tertiaire est, parmi les trois grands secteurs classiques, celui dont la contribution au produit interieur brut est la plus importante Mais il faut noter qu'il s'agit d'un secteur heterogene, il comprend a la fois petits et gros commerces, services domestiques, transports et communications, services publics, banques Et, a l'interieur de ce secteur tertiaire coexiste un groupe important d'activites dites "informelles" a côté d'autres relevant de l'economie "organisee"

La faiblesse du revenu global moyen du pays se combine avec une repartition tres inegale des ressources

Ainsi

4^o de la population disposent de 66% des ressources,

16^e disposent de 14% des ressources,

70^e ne disposent que de 20% seulement des ressources,

et enfin 10% ne disposent pratiquement d'aucune ressource et survivent tant bien que mal

Appliquée à un revenu annuel moyen par tête de 3000 gourdes, cette répartition suggère en terme de ressources quotidiennes et mensuelles par famille de 5 personnes les chiffres suivants

20% des familles disposeraient en moyenne d'environ 700 gourdes par jour, soit 21000 gourdes par mois,

16% des familles disposeraient en moyenne d'environ 35 gourdes par jour, soit 1050 gourdes par mois,

70% des familles disposeraient en moyenne d'environ 10 gourdes par jour, soit 300 gourdes par mois

Cette inégalité des revenus se double, comme on l'a déjà souligné de multiples formes d'inégalité sociales selon la zone de résidence, le niveau d'instruction, inégalité dans l'accès à des soins et services de qualité, dans le libre choix des décisions qui affectent la vie quotidienne et future de soi-même et de ses proches, etc

Ainsi, concernant la vaccination des enfants, en zone rurale pres d'un enfant sur 4 ne reçoit aucune vaccination, alors que parmi les enfants de l'aire métropolitaine seulement 8% des enfants sont dans cette situation

Concernant les conditions d'accouchement, la grande majorité des mères ayant reçu une instruction secondaire ont bénéficié de l'assistance d'une personne formée médecin, infirmière, auxiliaire ou matrone formée, lors de leur dernier accouchement

Par contre, parmi les mères n'ayant pas été à l'école, une mère sur trois seulement a pu bénéficier de l'assistance d'une personne formée et compétente lors de son accouchement

Les femmes les plus éduquées sont aussi celles qui ont la possibilité de choisir le moment où elles veulent avoir un enfant et le nombre d'enfants total qu'elles auront

Ainsi, parmi les femmes ayant reçu une instruction secondaire, une sur 3 utilise une méthode de contraception afin justement d'avoir les enfants qu'elles veulent au moment où elles les veulent

Parmi les femmes n'ayant pas été à l'école, à peine plus d'une sur 10 utilise une méthode de contraception, et a donc réellement la possibilité d'avoir les enfants qu'elle veut au moment où elle le veut

En fait, dans l'ensemble du pays, à peine plus d'une femme sur 10 veut avoir un enfant tout de suite. Une femme sur quatre préfère attendre un peu, mais surtout une femme sur deux déclare ne plus vouloir d'enfants, essentiellement parce qu'elle a en déjà assez

Pourtant, en Haiti, seulement une femme sur 5 (18%) utilise une methode de contraception

Les hommes sont un peu plus nombreux 21%, que les femmes a vouloir des enfants tout de suite, ou plutôt a vouloir que leur conjointe ait un enfant pour eux. Une meilleure communication dans le couple pourrait sûrement reduire cet ecart

Mais, comme les femmes, la grande majorite des hommes veut soit attendre un peu avant d'avoir un enfant, soit n'en veut plus

La strategie globale de developpement humain a adopter pour Haiti doit aussi rechercher le meilleur equilibre possible entre population et ressource, de telle sorte que puissent etre garanti a tous, l'acces aux elements essentiels de la qualite de la vie que sont une alimentation suffisante et equilibree, l'acces aux soins de sante et a l'education, un toit decent, un cadre de vie agreable c'est a dire non pollue et non degrade, etc

Elle doit s'assurer que les femmes puissent, autant que les hommes, participer, a toutes les activites economiques, sociales et politiques du pays

Enfin, cette strategie globale de developpement humain doit viser a responsabiliser l'ensemble de la population de telle sorte que chacun puisse prendre une part active aux decisions, evenements et processus qui affectent sa vie quotidienne et future, celle de ses proches et la vie des generations a venir

La dimension historique et demographique dans le processus de developpement humain a une importance particuliere dans le cas d'Haiti

Au moment de l'indépendance en 1804, la population du pays etait de pres de 500 000 habitants. Depuis, la population haïtienne a été multipliée par 14. Elle a atteint 1 million vers 1870, puis 2 millions vers 1920, puis 4 millions vers 1970, elle attendra vraisemblablement 8 millions vers 2005, doublant tous les 40-50 ans

Ainsi alors qu'en 1804, la densité globale de la population était de 16 habitants par kilometre carre, elle est aujourd'hui de 250 habitants par kilometre carre. En fait, comme environ un tiers seulement du territoire est propre a la culture, la densité par kilometre carre de terre cultivable est pratiquement 3 fois plus élevée

La croissance rapide de la population haïtienne est le resultat d'une diminution sensible de la mortalité, malgre les efforts importants qui restent a accomplir dans ce domaine, face a une natalité qui est restée relativement élevée

Au cours du 20eme siecle, les niveaux de mortalité en Haiti ont été divises par 3, le taux brut de mortalité passant de 36 pour 1000 habitants a 13 pour 1000 habitants actuellement. En comparaison, les niveaux de natalité ont peu varié puisqu'ils sont restés supérieurs a 40 pour 1000 habitants au cours de la même période. En conséquence la

croissance dite naturelle de la population s'est accelere passant de 1,3% au debut du siecle a presque 7% aujourd'hui

La diminution de la mortalite ayant surtout benefiee aux enfants, qui resistent plus nombreux que par le passe aux diverses maladies infantiles (grâce a la vaccination), le maintien d'une mortalite relativement eleve a entraine un rajeunissement considerable de la population

La structure par age de la population haitienne telle qu'on peut l'estimer en 1995 est le reflet de cette evolution

Ainsi en 1995, on estime que pas moins d'un Haitien sur 2 (43%) a moins de 20 ans, et que pres d'un Haitien sur 5 (18%) a entre 15 et 24 ans, âge d'entree dans la vie adulte et en particulier sur le marche du travail

A ce sujet on peut estimer aujourd'hui qu'en gros 100 000 jeunes Haitiens entrent chaque annee sur le marche du travail, et que parmi ceux-ci quelques 20 000 reussissent a emigrer vers des pays juges plus prometteurs en termes d'emploi et de promotion sociale

La croissance rapide de la population haitienne s'est aussi traduite par une augmentation importante de la densite demographique dans certaines communes

Ainsi dans le Nord, l'Artibonite et l'Ouest, des groupes importants de communes contigues enregistrent des densites superieures a 250 et même 300 habitants au kilometre carre. Deux groupes de communes de moindre importance dans le Centre, le Sud et le Sud-Ouest du pays enregistrent des densites similaires. Celle de Port-au-Prince est d'une densite 3 fois superieure.

A remarquer que 21% des communes du pays, sont d'une densite superieure a 300 habitants au kilometre carre

Quelles hypotheses peut-on faire pour le futur?

Au plan demographique, la population future d'Haiti depend

- 1) de sa taille actuelle
- 2) de la diminution de la mortalite
- 3) de l'evolution de la fecondite
- 4) de l'ampleur des migrations

Pour la mortalite on a suppose que la mortalite continuerait a diminuer et que l'esperance de vie a la naissance passerait de 57 ans en 1995 a 59 ans en 2000 66 ans en 2020 et 70 ans en 2040

Pour la fécondité, on a suppose

- 1^{ère} hypothèse qu'elle resterait constante à 5 enfants par femme, hypothèse peu probable mais utile pour la comparer à la seconde hypothèse
- 2^{ème} hypothèse qu'elle décroisse progressivement pour atteindre 4,3 enfants en 2000, 3, 2 enfants en 2010 et 2,1 enfants en 2025
- Pour la migration internationale, supposons que 20 000 Haïtiens continueront à quitter le pays chaque année

Avec ces hypothèses

Si la fécondité restait constante, la population d'Haïti passerait, en dépit de l'émigration (nette) chaque année de 20 000 Haïtiens, de près de 7 millions à près de 20 millions en 2040 soit 3 fois plus qu'aujourd'hui

Par contre, sous l'hypothèse fécondité décroissante, la population d'Haïti n'atteindrait que 12 millions en 2040, soit quand même presque le double de la population actuelle mais 8 millions de moins que dans l'hypothèse précédente. Il s'agit d'une différence majeure puisqu'elle représente plus que la population actuelle du pays

Concernant la population urbaine, on reprend les hypothèses des projections des Nations Unies, à savoir

- La proportion de la population vivant dans toutes les villes du pays passerait de 32% en 1995 à 64% en 2040. Un Haïtien sur trois seulement résiderait alors en zone rurale
- La proportion de la population de l'aire métropolitaine dans la population totale passerait de 18% en 1995 à 30% en 2040, ce qui suppose une certaine déconcentration de l'urbanisation, c'est à dire une augmentation plus rapide de la population vivant dans les villes secondaires au détriment de l'aire métropolitaine

Avec ces hypothèses

- La population vivant dans toutes les villes du pays passerait de 2,2 millions à 12,7 millions en 2040 sous l'hypothèse fécondité constante, et à 7,5 millions sous l'hypothèse fécondité décroissante (entre 6 et 3,6 fois plus qu'en 1995)

- La population de l'aire métropolitaine elle passerait de 1,2 million à 6 millions en 2040 sous l'hypothèse fécondité constante, et à 3,6 millions sous l'hypothèse fécondité décroissante (entre 5 et 3 fois plus qu'en 1995)

La croissance économique future d'Haïti dépend de nombreux facteurs, à la fois internes et externes

On a fait d'abord l'hypothese d'une croissance economique relativement forte de 5% par an. Combines avec les projections de population les resultats obtenus suggerent que le PIB par tête pourrait passer

- D'un peu moins de 3000 gourdes en 1995 (estimation) a 8000 gourdes en 2040 sous l'hypothese fecondite constante, soit pres de 3 fois plus qu'aujourd'hui

- D'un peu de 3000 gourdes en 1995 (estimation) a 8000 gourdes en 2040 sous l'hypothese fecondite constante, soit pres de 3 fois plus qu'aujourd'hui

- D'un peu de 3000 gourdes en 1995 a 13 500 gourdes en 2040 sous l'hypothese fecondite decroissante, soit 5 fois plus qu'aujourd'hui

La difference entre les deux hypotheses 5500 gourdes represente pratiquement le double du PIB actuel estime par tête. Elle indique les gains qu'on peut attendre "sous certaines conditions" d'un ralentissement de la croissance demographique.

On a fait ensuite l'hypothese d'une croissance economique relativement faible de 2% par an. Combines avec les projections de population les resultats obtenus suggerent que le PIB par tête pourrait passer

- De 2700 gourdes en 1995 (estimation) a 2200 gourdes en 2040 sous l'hypothese fecondite constante, c'est a dire diminuer de 20%. Ce resultat explique aisement la croissance demographique continuant a être superieure a 2% par an sous l'hypothese de fecondite constante, et cela, en depit de la poursuite de l'emigration, une croissance economique annuelle de 2% est insuffisante pour permettre une augmentation du PIB par tête.

- De 2700 gourdes en 1995 (estimation) a 3700 gourdes en 2040 sous l'hypothese fecondite decroissante, c'est a dire augmenter de 40%. Dans ce cas, la reduction de la croissance demographique au dessous de 2% permet une augmentation modeste du PIB par tête.

Il est clair que seule une forte croissance economique permettra une augmentation du PIB par tête. Cependant, la persistance d'une forte croissance demographique peut sensiblement reduire les benefices attendus de la croissance.

L'elaboration, l'adoption puis la mise en oeuvre d'une strategie globale de developpement humain en Haiti, est en mesure de contribuer de maniere majeure a l'eradication de l'extreme pauvreté, a la reduction des inegalites, et a l'approfondissement de la democratie tant politique que sociale dans le pays.

La democratie sociale ne saurait cependant s'enfermer dans le seul champ social. Elle doit s'appuyer pour reussir sur une economie en croissance rapide, c'est a dire compétitive, ouverte sur l'exterieur et permettant, grâce a la decentralisation, a chaque region de maximiser ses potentialites de developpement.

Ceci serait facilité par une maîtrise tant de la dynamique démographique globale que de la distribution spatiale de la population, objectifs premiers d'une politique de population à adopter

Une telle politique de population doit être respectueuse des caractéristiques économiques, sociales démographiques, et culturelles spécifiques à Haïti

Elle ne doit rester isolée, et doit être en mesure d'apporter une contribution majeure à l'éradication de la pauvreté extrême qui reste l'objectif prioritaire à court et moyen terme de toute stratégie de développement humain en Haïti

Une telle politique de population doit être la politique de tous. Elle doit recevoir le support de toutes les forces politiques et de toutes les forces vives du pays, condition indispensable à la légitimation de la politique de population et à sa sérénité. Son implantation et son succès requièrent en effet la participation active de tous les secteurs de la société : le secteur public, le secteur privé, les ONG et la société civile avec l'appui de la communauté internationale

Qu'il s'agisse de la procréation, de la migration interne ou de la migration internationale, la politique à mettre en œuvre doit être basée sur le respect absolu de la liberté de chacun, connaissance de cause

Diverses instances gouvernementales (Ministères) ont déjà des responsabilités dans le domaine du développement humain et de la population

Plusieurs options devraient être examinées afin d'assurer une coordination intersectorielle efficace et de mobilisation des ressources, pour faire le lien entre les objectifs à long terme concernant le développement humain et la population dans le cadre de la stratégie générale de développement du pays. Parmi ces options, l'aménagement d'un espace gouvernemental s'occupant (création d'un Ministère) du Développement Humain et de la Population devrait être prise en compte

La mobilisation de l'ensemble de forces vives du pays et de tous les Haïtiens, avec le support de la communauté internationale doit permettre de relever les nombreux défis auxquels est confronté le pays, et en particulier l'éradication de cette extrême pauvreté

Durosier
Adrien
Guerrier
German

PRESENTATION DU PANEL "POPULATION ET ECONOMIE"

Docteur Amos DUROSIER

Haiti est, au tournant de cette fin de siècle, dans l'obligation de réfléchir murement à tout le processus de définition d'une Politique de Population. La première étape consiste à rassembler et organiser les renseignements théoriques et empiriques disponibles sur les rapports entre les tendances démographiques du pays et son développement économique et social.

L'accroissement de la population, la dynamique de sa répartition par âge et par région géographique interpellent les responsables de la politique de développement d'Haiti en 1995 dans le sens de quelques points critiques à savoir :

Rapport entre la Population et la Sécurité Alimentaire

Un pays qui entend fixer comme objectif premier d'assurer son autosuffisance alimentaire doit accorder une place prépondérante aux couplages : accroissement de la population et organisation de la production agricole qui est en chute libre (-0,6 % par année en moyenne depuis les années 1960). La situation actuelle est telle qu'il existe un profond déséquilibre entre production agricole et consommation au point que notre pays dépend à 42 % environ de l'importation de produits en vue de satisfaire ses besoins alimentaires. Les perspectives de pénurie alimentaires se précisent de plus en plus surtout au cours de la période allant de 1991 à nos jours.

Rapport entre la Population/Emploi et la Pauvreté

Un pays, qui entend fixer comme objectif prioritaire de réaliser et de maintenir le plein-emploi ainsi qu'un taux de croissance durable est contraint de donner un pouvoir d'achat aux masses rurales et urbaines et freiner la dégradation des conditions de vie de la population c'est-à-dire freiner l'élan du processus de pauvreté de masse du peuple haïtien (72 % des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue avec un revenu per capita pour 61 % entre eux de - de \$ 100 l'an par la création massive d'emplois).

À ce point de vue, ressort l'importance du couplage entre accroissement de la population et la situation de chômage, de sous-emploi en particulier chez les jeunes en vue de trouver la voie de sortie pour une amélioration des conditions de vie de la population en général et des pauvres en particulier, de définir quelle infrastructure socio-économique pour l'emploi est capable d'assurer l'expansion du revenu per capita et partant l'accroissement du taux de l'épargne et le volume d'épargne nationale mécanisme névralgique pour le financement de l'investissement et l'expansion économique et sociale.

Rapport entre Population et Migrations interne et externe

Un pays qui entend fixer comme objectif prioritaire de sédentariser sa population se voit contraint d'accorder une place importante au couplage : accroissement de la population et

l'exode rural et les migrations internationales (legales ou illegales "boat people") En effet, la mauvaise exploitation des ressources naturelles et la decapitalisation du monde rural, la surpopulation dans le monde rural avec 770 H/km2 de terre cultivables l'erosion des sols, le sous-emploi massif rural tous ces facteurs et beaucoup d'autres sont a la source de l'exode rurale vers Port-au-Prince qui croit de 125 personnes par jour Mais egalement plus de 20 000 personnes par an emigrent vers l'etranger Bien sur plus de 50 000 emplois sont perdus dans la sous-traitance depuis le debut de la crise socio-politique que connait le pays et le tourisme, autre secteur jadis pourvoyeur d'emplois, est moribond On ne doit pas sous-estimer la concurrence des nouveaux pays comme le Costa Rica intervenant dans le secteur sous traitance et egalement les pays de la caraibe dans le secteur tourisme alors qu' Haiti est victime de la mauvaise propagande (Sida, Insecurite etc)

Par ailleurs, l'accroissement annuel de la population active a un rythme considerablement plus eleve que l'expansion du secteur moderne de l'economie haïtienne est une des données fondamentales de l'emigration massive des jeunes Haïtiens vers l'etranger

La migration est aussi une strategie de lutte pour la survie, un facteur de promotion socio-economique individuelle et collective

- Migration et fuite des cerveaux	\	Professionnels
Consequences pour le developpement	/	Cadres techniques
Penurie de main d'oeuvre qualifiee dans certains secteurs economiques		Cadres administratifs

- Migration, transferts unilateraux et comportement de consommation des recommandaires effet sur la balance commerciale (devises pour importations)

- Effet sur la consommation de biens et services (education frais scolaire de la majorite des etudiants d'ecoles privees dependent dans la majorite des cas d'envoi de fonds de parents vivants a l'etranger)

Effet sur le Secteur Construction

C'est a partir de ces 3 themes qu'on doit en toute objectivite poser les bases d'une approche scientifique des principaux parametres economiques en liaison avec les parametres demographiques

- a) Securite alimentaire
- b) Emploi et lutte contre la pauvreté de masse
- c) Exode rurale et migration internationale des haïtiens historiquement situes dans leurs causes et consequences sur le developpement et l'epanouissement de l'homme haïtien

POPULATION ET SECURITE ALIMENTAIRE

Agr Daniel A. ADRIEN

I DEFINITION DU CONCEPT ET CADRE DE REFERENCE

La Charte Constitutionnelle de 1987, en son article 22 stipule l'Etat reconnaît le droit de tout citoyen a un logement decent, a l'education, a l'alimentation et a la securite sociale. En fait, comme les besoins primaires sont les plus exigeants et qu'une carence dans leur satisfaction compromet la possibilite même de ne pas satisfaire les autres qui sont tout aussi essentiels, nous pourrions dire que le premier des droits de l'homme est de manger a sa faim et que le second est d'être toujours sûr de pouvoir continuer a le faire. Qu'en est-il du respect de ces droits en Haiti?

Sur le plan de la satisfaction de l'ensemble des necessites vitales, la FAO a etabli un indice global de la securite alimentaire des menages (IGSAM), base sur la disponibilite et la stabilite des approvisionnements ainsi que sur l'acces individuel aux disponibilites alimentaires. Selon cet indicateur, pour la periode situee entre 1991 et 1993, Haiti a ete classée parmi les pays où la securite alimentaire est consideree comme critique, elle a ete en fait, apres la Republique Centre Africaine, le pays ou cet indice est le plus bas, 26,5% de securite, même l'Ethiopie et la Somalie, où des famines meurtriere ont sevi recemment, ont un niveau de securite plus eleve avec des indices respectifs de 35,2 et 35,8 %

Avant d'aller plus loin, essayons de definir le concept de Securite Alimentaire en le situant en même temps dans son cadre de reference actuel

En Decembre 1992 eut lieu a Rome la Conference Internatinala sur la Nutrition au cours de laquelle 159 nations du monde parmi lesquelles Haiti prirent l'engagement solennel d'eliminer la faim et de reduire toutes les formes de malnutrition en faisant en sorte que les politiques et programmes de developpement debouchent sur une amelioration durable du bien-être de l'homme, politiques respectant l'environnement et permettant d'ameliorer la nutrition et la sante des generations presentes et futures. L'ensemble des participants convint que chaque gouvernement doit prendre ses responsabilites pour la protection et la promotion de la Securite Alimentaire et du bien-être nutritionnel de leurs peuples et notamment celle des groupes vulnérables

Qu'est-ce donc que la "Securite Alimentaire"? La Conference Internationale de Nutrition la definit ainsi: "La Securite Alimentaire sous sa forme la plus fondamentale peut être definie comme l'acces de tous, en tout temps, aux aliments necessaires pour mener une vie saine. Elle ajoute "La Securite Alimentaire doit être envisagee dans une triple dimension. En premier lieu, il est necessaire de garantir des approvisionnements sûrs et nutritionnel- lement adequats non seulement a l'echelle nationale mais dans tous les foyers. En deuxieme lieu, il faut que ces approvisionnements soient relativement stables d'une annee a l'autre et tout au long de

l'annee Enfin, et c'est l'aspect le plus important chaque menage doit pouvoir disposer des ressources financieres et economiques en vue de s'approprier les biens alimentaires disponibles en quantite suffisante et au moment opportun

Le concept de securite alimentaire recouvre donc une realite assez vaste Elle suppose la disponibilite des aliments que nous pouvons concevoir en termes de production et de distribution, l'utilisation biologique adequate de ceux-ci qui fait reference aux problemes de sanitation, de couverture de sante et d'education, lesquels vont lourdement influencer la capacite biologique pour les individus de tirer un profit effectif des denrees alimentaires dont la disponibilite est deja si limitee Enfin l'accessibilite economique evoque toute les questions liees au developpement, aux sources de revenu pour la population, a l'emploi, a l'equite sociale

Un tel concept implique, de façon evidente, une approche integree et necessite, comme cela a ete souligne lors de la conference de 1992, l'adoption de "politiques et programmes economiques et sociaux en matiere d'agriculture, d'elevage, de pêche, d'alimentation, de nutrition, de sante, d'education, de demographie, de defense de l'environnement qui soient propres a maintenir un rapport equilibre entre population et ressources disponibles, entre zones rurales et urbaines"

Quelle est notre situation alimentaire et nutritionnelle actuelle et quelle en est la cause?

II PROBLEMATIQUE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

A. Situation alimentaire et nutritionnelle

Celles-ci est catastrophique La malnutrition proteino-energetique constitue un probleme de sante publique prioritaire du pays par le pourcentage eleve des individus affectes et les consequences nefastes sur les taux de mortalite et morbidite de la population l'ingestion journaliere per capita de calories et de proteines etait de 1788 calories et 41 grammes de proteines en 1989, contre les 2200 calories et 60 grammes de proteines par jour recommandes par la FAO Cette consommation est certainement beaucoup plus reduite actuellement La production locale ne parvient même pas a couvrir cette consommation insuffisante des calories consommées, pres de 300 proviennent d'aliments importes Parmi les autres deficiences nutritionnelles, il faut citer, l'avitaminose A, les deficiences en fer, iode, acide folique, et probablement en riboflavine

L'incidence des problemes de sante caracteristiques de cette situation socio-economique est tres grande et frappe tout particulierement les groupes de population biologique plus vulnerables - enfants d'age prescolaires, femmes enceintes et allaitantes

L'enquête realisee en 1990, par le MSPP, OPS/OMS-USAID-IHE-CDC, a revele 64% d'enfants malnourris, dont 2% au 3eme degre de malnutrition, 35 a 40% des femmes et 40 a 50% des prescolaires souffrent d'anemie La deficiencie en vitamine A reste un probleme de Sante Publique prioritaire Un pourcentage eleve de goitre (9,7%) a ete reporte dans le Plateau

Certains ainsi que des cas de crétinisme et de surdité/mutisme qui indiquent que des conditions de carence sévère en iode existent dans la zone

Des conditions sanitaires défavorables telles que le manque d'eau potable et de disponibilité d'assainissement viennent encore aggraver cette situation en entraînant un taux d'intestation parasitaire et bactériologique élevé qui a un effet négatif sur l'assimilation des aliments

La couverture nationale d'immunisation est très faible. Le taux de mortalité attribuable à des maladies infantiles courantes comme la rougeole, la diarrhée, les infections respiratoires demeure très élevé et ces états pathologiques aggravent encore les déficiences évoquées

B Détermination du Problème

Pression Démographique

La République d'Haïti a une superficie de 27 800 km², 60% du territoire est constitué de terres à pentes abruptes et fortement érodées. La population haïtienne, actuellement estimée à près de 8 000 000 d'habitants, est essentiellement rurale (70%)

1 Center for Agricultural and Rural Development, Iowa State University Nutrition in Haiti. Evidence from the Haiti Household Expenditure and Consumption Survey, Preliminary Report. June 1989

2 MSPP, OPS/OMS-USAID-IHE-CDC 1990. Évaluation nutritionnelle rapide. La pression démographique est de 250 habitants au kilomètre carré. Le Taux d'accroissement annuel est de 2%. Donc, la nécessité d'une politique démographique rationnelle se révèle cruciale

Production Alimentaire Insuffisante

La production alimentaire couvre seulement 60 à 70% des besoins. Les causes en sont

* Insuffisance des terres

La moitié environ seulement de la superficie du pays est cultivable à cause des fortes pentes et celle-ci est profondément abîmée par l'érosion. Une politique environnementale sérieuse et rationnelle et la recherche d'une efficacité maximum dans la production se révèle donc impérative

* Système agricole

71% des exploitations occupent une superficie inférieure à 1,3 ha et leur nombre tend à augmenter sous l'effet du morcellement progressif, conséquence de la pression démographique et du système législatif régissant l'héritage

Les moyennes et grandes propriétés sont possédées le plus souvent par des absenteistes le fermage, le sous-fermage le métavage dominant Ces modes de tenure sont défavorables aux pratiques culturales conservatrices et aux investissements à moyen et long terme

La mise en œuvre d'une politique agricole, tenant compte des problèmes de morcellement, de sécurité des tenanciers et d'aménagement de l'espace rural, et envisageant une réforme agricole ou tout au moins foncière se révèle donc nécessaire

* Faiblesse des superficies irriguées

Les réseaux d'irrigation sont nettement insuffisants et ceux qui existent sont en mauvais état et de ce fait, ne fonctionnent pas à plein rendement Il faut encore mentionner la mauvaise gestion de l'eau, l'insuffisance d'entretien des réseaux, le manque d'encouragement des usagers La grande majorité de la production agricole dépend donc de la pluviométrie

* Insuffisance des infrastructures

Les infrastructures de transport, communication, électricité, eau potable, ont un taux de couverture extrêmement bas Une telle situation limite de façon dramatique la distribution et la commercialisation des produits alimentaires ainsi que les possibilités de conservation et de transformation Aussi, les pertes post-recolte de céréales et légumineuses sont estimées à 20 - 30% et le caractère saisonnier de la disponibilité des produits plus périssables n'est guère compensé par le développement d'industries de transformation

La nécessité de grands travaux d'infrastructure d'irrigation, de communication (routière, maritime, de télécommunication), de distribution d'eau potable et d'énergie électrique s'impose

* Coût élevé et faible disponibilité des intrants agricoles

* Insuffisance prise en charge du système de génération et de transfert de technologie par l'État

* Faible niveau d'éducation des producteurs agricoles

Le niveau technique de l'agriculteur est faible et les techniques de production, désuètes et rudimentaires

* Absence d'un système de suivi et de contrôle de la production agricole

Le système d'information sur les statistiques de production est généralement inadéquat et il n'existe pas de système de collecte et d'analyse ni de publication des informations les plus fondamentales à ce sujet Les données disponibles se révèlent fragmentaires, incomplètes et d'une fiabilité toute relative Il n'y a par conséquent aucun système rationnel d'orientation de la production agricole, des importations ou de l'aide alimentaire

Acces Limite aux Aliments

Le faible pouvoir d'achat de la population, le chômage eleve, l'inflation ainsi que l'inegale repartition des richesses limite considerablement l'accès aux aliments. Ces conditions economique precaires sont d'autant plus crucial que les familles sont generalement nombreuses.

La grande incidence de malnutrition etant inseparablement liee aux revenus tres bas, aucun effet durable ne peut être obtenu au point de vue securite alimentaire des foyers si en plus d'actions purement ponctuelles au point de vue nutritionnel, des mesures ne sont pas prises pour l'amélioration du pouvoir d'achat et de production de la population.

*** Absence d'une organisation systematique des marches**

Le systeme de commercialisation interne est caracterise par precarite des structures commerciales, la manque de maitrise des circuits de distribution, les producteurs ne contrôlent pas la commercialisation de leurs produits, chaque fois que le prix d'un produit agricole local augmente des importations non controlees absorbent cette plus value et decouragent les paysans. La consequence en est la faiblesse du marche interne de produits frais et transformees (disponibilité, transport, stockage).

*** Systeme de credit et d'épargne insuffisant**

Le niveau d'épargne privee est tres faible, la grande majorite des paysans vivent en dessous du seuil absolu de pauvrete ce qui limite les possibilites de degager un certain niveau d'épargne. Celle-ci, quand elle existe, est occultee par crainte de la main-mise de l'Etat et surtout par crainte de la jalousie de l'entourage. Cette epargne, cachee dans les foyers - sous les matelas - est insuffisamment reinvestie et circule tres peu. Le flux de circulation monetaire a ce niveau est d'ailleurs totalement inconnu des instances decisionnelles.

Pareillement, la demande de credit au niveau paysan est loin d'être satisfaite, cette difficulte constitue un frein majeur a l'esprit d'initiative du petit entrepreneur. Celui-ci, n'etant pas en mesure de fournir les garanties exigees par les institutions financieres, doit par consequent se tourner vers des marches de credit non structure: parents, amis, usuries, ces derniers partiquent des taux qui ne sont soumis a aucun plafond legal et peuvent atteindre 20% par mois (240 % l'an). Un tel marche, s'il est d'accès facile et plus souple que celui des institutions financieres organisees, est trop onereux, procure des montants trop peu eleves pour stimuler reellement la croissance d'une entreprise et la periode de remboursement est trop courte pour permettre des investissements a long terme en equipement ou en capital fixe.

Utilisation Biologique des Aliments

Couverture de sante insuffisante

Les possibilites de survi medical des populations rurales et suburbaines sont tres limitees: 6 medecins pour 10 000 habitants en zone rurale. Il existe cependant, a côte de la

medecine officielle une medecine traditionnelle qui offre des couvertures beaucoup plus elevees a la population et qui, moyennant des programmes d'entraimnt, pourrait contribuer a augmenter les disponibilites d'attention medicale dans les campagnes

La distribution de medicaments de base est egalement tres peu efficace en zone rurale et ceux-ci sont d'un coût trop eleve pour les populations a bas revenu

Sanitation

Des conditions sanitaires defavorables telles que le manque d'eau potable et de dispositifs d'assainissement entraînent un taux d'infestation parasitaire et bacteriologique eleve L'acces a l'eau potable reste dramatiquement limite, 30% des ruraux et 59% des urbains y ont acces Le taux de latrinsation est egalement bas, 40% pour les zones rurales et 70% pour les zones urbaines

L'absence de sanitation se retrouve a tous les niveaux dans les marches, les endroits preposes a l'abattage des animaux pour la consommation, les debits de nourriture Il n'existe d'ailleurs pas de controle sanitaire etatique et aucune protection effective du consommateur

Bas niveau d'education nutritionnelle

L'enseignement de la nutrition n'est pas diffuse aux differents niveaux de l'enseignement formel Même au niveau universitaire, cet enseignement reste limite a certaines branches des sciences de la sante

Manque de coordination entre les secteurs concernes par le developpement

Les efforts de developpement sont caracterises par leur dispersion, l'absence de coordination entre les intervenants et l'insuffisante complementarite entre les experiences Il existe egalement une incroyable proliferation d'ONGs qui, dans le meme domaine d'activite, ont des normes differentes, n'ont pour la plupart aucune reelle evaluation technique ou financiere de leurs activites et contribuent a discrediter le travail tres serieux accompli des autres institutions valables

III PERSPECTIVES

En dehors de la declaration de resolution generale concernant la securite alimentaire, chacun des pays presents a Rome s'est engage a la preparation de Plans d'Action Nationaux concernant la Nutrition et la Securite Alimentaire et a definir des mecanismes appropries permettant une integration reelle de ces plans dans les programmes d'action des differents gouvernements

Ils ont egalement promis de mettre sur pied des structures multisectorielles, multidisciplinaires, integrant l'ensemble des composantes de la nation, c'est a dire des representants de secteurs publics et prives ainsi que de la societe civile, pour la preparation de

ce plan national d'action permettant la resolution des problemes sociaux et structurels dont la malnutrition ne constitue qu'un effet

Le gouvernement haïtien a toujours considere comme positives et pertinentes les recommandations de la Conference Mondiale de Nutrition de Decembre 1992. Cependant, malgre sa ferme volonte de s'efforcer d'appliquer les recommandations faites lors de ce sommet mondial, la formulation et la mise en oeuvre du Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) en sont encore au stade preliminaire. Cette periode particulierement difficile et mouvementee que nous vivons en est probablement la cause et les velleites de creation d'un conseil de Coordination de la Securite Alimentaire et de la Nutrition ne se sont pas finalement concretees.

Pourtant, le Sommet de Rome avait suscite beaucoup d'enthousiasme et d'espoir. Un colloque sur la Securite Alimentaire fut organise par une ONG, le Centre d'Analyse de Politiques de Sante (CAPS) au debut de l'annee 1993 afin de presenter les resolutions de la Conference de Rome. A la suite de quoi, une Fondation de l'Alliance Haïtienne pour la Nutrition et l'Alimentation a vu le jour, reunissant quatre (4) ONGs. Le CAPS, l'Association des Oeuvres Privees de Sante (AOPS), l'Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) et l'Alliance Haïtienne pour la Survie de l'Enfant (AHSE).

Des actions diverses ont ete entreprises, tant au niveau gouvernemental qu'au sein de la societe civile dans le sens du suivi des recommandations de la CIN. Mais ces efforts sont malheureusement encore disperses, faute d'une entite multisectionnelle coordonnatrice.

La declaration de politique generale du gouvernement a accorde une importance prioritaire a la securite alimentaire et certaines mesures ont ete prises en vue de concreteriser cette volonte.

Le present symposium est garant de la volonte d'elaborer, dans le cadre d'un partenariat secteur public/secteur prive/societe civile, une politique nationale de la population a soumettre aux Pouvoirs Publics.

Un Ministere a la Condition Feminine a ete cree, garant egalement de la volonte de travailler a l'amelioration de la situation des femmes de ce pays. A cette fin, un seminaire-atelier a ete organise au mois de mars 1995, qui a reuni des representants des differents ministeres concernes, de la societe civile, d'organisations internationales, d'un certain nombre d'ONGs, ainsi que des representantes d'organisations de femmes de toutes les regions du pays.

Un comite de Coordination pour la Protection, la Promotion et l'Appui a l'Allaitement Maternel incluant le Ministere de la Sante, L'UNICER, l'OPS/OMS, et un certain nombre d'ONGs a ete forme et travaille actuellement a une campagne de promotion visant a maintenir l'allaitement maternel jusqu'a 24 mois et un allaitement exclusif au sein jusqu'a 6 mois, ainsi qu'a eliminer l'utilisation de biberon pour les bebes de 0 a 3 mois.

La prévention des carences spécifiques en micro-nutriments est également prise en charge. L'approche la plus utilisée actuellement est la distribution prophylactique de comprimés médicamenteux de vitamine A et de fer à travers les structures du Ministère de la Santé et d'organisations privées de santé ou d'ONGs fonctionnant sur le terrain. La distribution fait partie d'un ensemble de mesures intégrées de santé comprenant la surveillance et la récupération nutritionnelles, l'immunisation, la planification familiale.

Le projet de distribution de vitamine A dessert une population d'enfants vulnérables de 6 mois à 7 ans ainsi que les femmes allaitantes. Les comprimés de fer folate sont distribués aux femmes enceintes et allaitantes et l'UNICEF travaille à un projet similaire de distribution de capsule d'iode dans les zones à prévalence de cette déficience.

En dehors de l'approche pharmaceutique de lutte contre ces carences, plusieurs ONGs utilisent également l'option stratégique de la promotion de la production et de la consommation d'aliments riches, du séchage solaire des fruits et légumes et celle de l'éducation nutritionnelle par des groupes de femmes.

L'UNICEF de son côté a commandité une analyse du marché du sel en Haïti et commande une usine de fortification du sel en iode tandis que le CAPS (Centre d'Analyse des Politiques de Santé) a également commandité une étude sur les options et programmes applicables à Haïti dans la lutte contre déficiences en micronutriments.

Des efforts sont également entrepris en vue de l'établissement d'un mécanisme de contrôle et de coordination de la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation et dans le domaine du développement en général. Le but en est l'orientation des programmes d'aide dans une perspective de stimulation de la production locale et des services afin de prévenir toute des structurations de la société paysanne.

La politique générale du ministère de l'Agriculture accorde une place spéciale à son axe de sécurité alimentaire dont l'objectif principal est la recherche d'un niveau de sécurité alimentaire adéquat pour les populations rurales.

Ses objectifs spécifiques sont les suivants

- Régulation du flux interne des produits agro-alimentaires prévoyant des mesures institutionnelles de stabilisation de la production alimentaire et d'établissement de stocks de sécurité ainsi que l'amélioration des circuits de commerce et l'appui au marché et à la transformation des produits. Concernant ce dernier point, il est envisagé d'appuyer financièrement les organisations de femmes qui interviennent directement dans la commercialisation et la transformation des denrées agricoles par l'aménagement de conditions souples de crédit à travers des structures alternatives de la société civile (ONGs, comités religieux, groupements de base, etc.)

- Augmentation de la production agro-alimentaire en mettant particulièrement l'accent sur la diversification de la production agricole axée sur des produits riches en micronutriments - légumes verts et jaunes fruits huile de palme, algues et poissons

- Augmentation du revenu des populations rurales par

Des programmes de crédit et d'épargne adaptés aux besoins des populations à faible revenu

Des programmes à forte intensité de main d'œuvre tels, amélioration des infrastructures de transport d'irrigation, d'eau potable, de sanitation

La décentralisation des opportunités d'emploi par la promotion d'industries agro-alimentaires dans les provinces

Le soutien au développement de métiers d'appui à l'agriculture en amont ou en aval

- Évaluation, analyse et surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelle Ce dernier objectif est nettement institutionnel et multisectoriel et un certain nombre d'agences de coopération travaille déjà à la collecte des données et au montage du système Il s'agit d'établir un mécanisme efficace de monitoring de la situation alimentaire et nutritionnelle et des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, tant institutionnels que privés ou communautaires

Dans cette perspective, il faudra prévoir et appliquer des indicateurs pertinents de bien-être nutritionnel permettant de connaître et d'informer à tout instant sur la situation alimentaire et nutritionnelle de la population et de faire les correctifs de ajustements nécessaires au niveau des techniques, programmes et projets de développement

Dans cette perspective, le Ministère de l'Agriculture est en train de planifier avec la coopération bilatérale américaine, la mise sur pied d'un système d'information sur la sécurité alimentaire et l'établissement d'une plate-forme élargie de travail permettant une harmonisation des démarches, une standardisation des méthodes et outils utilisés par les différentes institutions collectrices ou utilisatrices de données biostatistiques et une mise en commun des efforts et ressources On peut espérer que la collecte et l'utilisation d'informations agro-socio-économiques et de santé sera désormais le fait de tous les organisations et institutions travaillant dans le domaine et que celles-ci formeront la base d'un système national d'informations sur la sécurité alimentaire

IV CONCLUSION

En tant que base de départ pour le travail de l'atelier de sécurité alimentaire, nous présentons à la réflexion de ses membres, les aspects principaux qui selon les résolutions prises à la conférence de Rome devraient être pris en considération dans le Plan National de Sécurité, ceux-ci rencontrent d'ailleurs merveilleusement les quatre impacts fondamentaux que l'objectif

principaux de la Politique de Population pretend obtenir, a savoir reduction de la dimension des familles, augmentation de l'esperance de vie, amelioration de la qualite de vie et meilleure repartition geographique de la population. Ces aspects sont

- * L'integration dans les politiques et programmes de developpement, d'objectifs de considerations et d'elements d'ordre nutritionnel
- * L'amelioration de la securite alimentaire des menages
- * La protection du consommateur par l'amelioration de la qualite et de la securite des produits alimentaires
- * La prevention et le traitement des maladies infectueuses
- * La promotion de l'allaitement maternel
- * La prise en charge des personnes defavorisees sur le plan socio-economique et vulnerables sur le plan nutritionnel
- * La prevention des carences specifiques en micro-nutrients
- * La promotion de regimes alimentaires appropries et de modes de vie sains
- * L'evaluation, l'analyse et la surveillance de la situation nutritionnelle

Plusieurs de ces themes, comme

- * La prevention et le traitement des maladies infectueuses
- * La promotion de l'allaitement maternel
- * La prise en charge des personnes defavorisees sur le plan socio-economique et vulnerables sur le plan nutritionnel seront traites a travers des ateliers de concertation qui permettra a celui-ci de se concentrer sur les autres themes

Pour terminer, nous pouvons dire que le Plan National d'Action pour la Nutrition n'est pas encore explicite, et cela parce que la plate-forme elargie qui devrait le formuler n'existe pas encore. Cependant, la presence ici de distingues representants de si nombreux secteurs va permettre une reflexion initiale qui servira de base au travail de ce Conseil qui nous l'esperons, sera bientot cree et qui, en etroite coordination avec le Conseil de Population pourra apporter sa pierre a l'articulation et au suivi d'un plan de developpement integre du pays.

EMPLOI ET PAUVRETE DANS LE CONTEXTE HAITIEN

M. Arnault GUERRIER

Selon certaines estimations Haiti a une population active d'environ 2 500 000 personnes dont plus de 2/3 travaillent dans l'agriculture. Le type d'emploi, sa qualite dans le secteur agricole affectent la sous-utilisation de la main-d'oeuvre et la pauvreté. Le processus est relativement différent en milieu urbain où 1/3 de la main-d'oeuvre se trouve partagée entre le secteur "moderne" structure et le secteur informel, non structure.

Il existe assurément un rapport non pas simple mais dialectique entre emploi et pauvreté. L'important est de déterminer les politiques de développement susceptibles d'influencer cette relation.

La notion d'emploi elle-même n'est pas une notion simple dans un contexte de sous-développement général. Elle ne signifie pas nécessairement une activité à plein temps dans des conditions de travail et de rémunération réglementées. De même le chômage n'est pas une période de semi-inactivité dans l'attente d'un emploi nouveau. On comprend qu'une réflexion qui porte sur la relation entre emploi et pauvreté rencontre dans les conditions actuelles de recherche en Haiti des difficultés énormes mesurer l'emploi, définir la population active. Même quand on utilise les procédés traditionnels de mesure du statut dans le travail que classent la main d'oeuvre active en employeurs, travailleurs indépendants, travailleurs salariés et familiaux, à ce sujet il y a un manque d'instruments quantitatifs en Haiti.

Les mêmes remarques, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, peuvent être formulées au sujet de la pauvreté absolue. Cette proportion serait plus grande encore en milieu rural.

D'autres aspects du problème quant à la relation emploi/pauvreté méritent d'être étudiés de manière plus fine. Par exemple le travail de la femme, souvent mal rémunéré malgré la multiplicité des tâches accomplies dans les milieux pauvres : travaux de ménage, salariée commerçante. Mais les dernières années, à mesure que les gouvernements se préoccupent de définir ces politiques en vue d'atténuer la pauvreté et de satisfaire les besoins essentiels - alimentation, santé, éducation - ou accordent une importance croissante au sous-emploi, au revenu à l'emploi et au processus économique qui affecte ces données. On s'emploie à déterminer les groupes les plus vulnérables : tels les enfants, les chefs de famille sans revenu, les jeunes femmes mères sans soutien, les jeunes sans soutien familial, qui se trouvent dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins essentiels dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail et du revenu.

Par exemple on estime à environ 11 % la proportion de la population active affectée par le chômage ouvert. Quand on ajoute le chômage déguisé cette proportion est de l'ordre de 65 %. Si l'on tient compte de la relation, revenu-emploi dans le secteur de l'agriculture (niveau rural et le secteur informel) (niveau urbain) c'est 1 730 000 personnes qui se trouvent affectées.

FACTEURS INFLUENCANT LA RELATION EMPLOI-EN HAÏTI

Le premier facteur à prendre en compte est la modification de la composition du produit intérieur brut (PIB) par secteur d'activité. Par exemple l'importance de l'agriculture a beaucoup diminué bien que conservant 2/3 de la population active. Elle ne couvre que 60 % des besoins alimentaires contre 75 % dans les années 1970 et ne participe que pour 1/3 à la formation du PIB. C'est un secteur en pleine régression.

Le corollaire de ce phénomène est l'augmentation de la part de l'industrie et des services dans la formation du PIB. Parallèlement le pays enregistre un mouvement migratoire important à destination des villes principalement Port-au-Prince. Il faut noter que l'emploi dans l'industrie augmente lentement avec des niveaux de salaire très bas.

Ces phénomènes sont à l'origine au développement d'un secteur informel qui absorbe dans les conditions de pauvreté, absolue ou relative une forte proportion de la main d'œuvre active. Soulignons que si le secteur reste dynamique et fournit des opportunités de travail aux nouveaux migrants, les caractéristiques principales sont : emploi précaire, bas revenu, faible productivité, coefficient élevé de pauvreté. La pauvreté urbaine est en général associée à de mauvaises conditions de travail (domestiques, colporteurs) de logement, à la malnutrition, à la médiocrité des installations sanitaires, aux abandons scolaires. Les taudis des bidonvilles, les conditions d'installation de la plupart des ateliers de réparation ou de consommation reflètent le degré de pauvreté dans le secteur.

Ainsi la "pauvreté de masse" affectant la majorité de la population active est une caractéristique de la vie urbaine et rurale. Le tableau suivant les donne une idée.

- Un revenu de misère 250 à 3400 gdes l'an
- Un chômage chronique 70 à 85 % de chômeurs
- Une alimentation insuffisante 1700 calories/jour
- Un logement inadéquat 4 pers/2m²
- Une mortalité élevée 30 % décès/tuberculose

Environ un médecin, pour 10 000 habitants parmi les catégories les plus affectées, les femmes et ces enfants viennent en tête de liste. À Port-au-Prince les femmes représentent 33 % de la population pauvre, les enfants 36 %. Environ 200 000 entre 0 et 14 ans. Le pourcentage de jeunes âgés de plus de 15 ans n'ayant pas achevé le cycle de leurs études primaires ou secondaires ou détenteurs d'un diplôme à la recherche d'un emploi reste très élevé.

Les causes de ce phénomène de cette pauvreté de masse sont multiples

- D'abord l'ordre économique et social, qui fonctionne sur la base d'exclusion de la majorité de la population et permet à une minorité de s'approprier l'essentiel du revenu nationale dans des conditions d'injustice sociale criantes
- La décapitalisation du secteur agricole qui, constitue un facteur important d'appauvrissement. La faiblesse du secteur informel avec sa faible productivité et son bas niveau de salaire
- Une mauvaise politique industrielle fondée sur la sous-traitance mais en fait sans liens organiques avec les centres secteurs. Les effets de la crise politique, les mesures d'embargo, les fermetures d'entreprises ont eu pour conséquences non seulement la diminution de l'emploi mais l'aggravation de la pauvreté générale quelques recommandations à titre de conclusion

1 Sur le plan général

- Une volonté politique nationale comme condition sine qua non
- Démocratisation des structures et mises en place de nouvelles institutions et la décentralisation
- La réforme agraire
- Un plan national d'emploi
- Un système national de production et de sécurité sociale
- Des mesures visant à faciliter l'accès à l'éducation formation professionnelle, aux soins de santé, à l'eau potable, aux logements à un nombre de plus en plus élevé de personnes

2 Sur le plan rural

- Des mesures visant à faciliter l'accès aux principaux facteurs de production - la terre, les intrants agricoles, le crédit
- Création d'emplois non-agricoles en milieu rural (travaux à haute intensité de main d'œuvre)
- Des projets de développement

3 Sur le plan urbain

- En ce qui concerne le secteur formel, il faut une redynamisation du secteur industriel en cherchant à établir dans l'immediat le niveau d'emplois antérieur environ 100 000
- Quant au secteur informel très dynamique, quant à sa capacité à créer des emplois, il faut permettre à ses actifs d'avoir accès aux ressources économiques et à de nouvelles débouchés (matière première, crédit technologie appropriée)

POPULATION ET MIGRATION

Monseigneur Louis GERMAIN

POPULATION, MIGRATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

I INTRODUCTION

Pour bien appréhender le phénomène migratoire haïtien à l'intérieur de la problématique de la population et de son développement il convient de le considérer à travers le temps, ce depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours

II LA PERIODE COLONIAL

Cette période qui va de la venue des premiers colonisateurs européens en 1492 à la proclamation de notre indépendance en 1804 se caractérise par deux grands courants d'immigration : le débarquement des colons d'Europe et l'immigration forcée des esclaves noirs africains

Le premier courant, initié à la découverte d'Haïti par Christophe Colomb, a connu des périodes de pointe aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles avec le développement des vastes plantations agricoles qui se sont substituées aux exploitations minières

Le second courant, constitué par la traite des noirs qui pour permettre à la colonie de disposer d'une main d'œuvre agricole et domestique nécessaire à l'essor des grands domaines y a déversé durant plus de deux siècles des dizaines de milliers d'esclaves

La proclamation de l'indépendance d'Haïti, en consacrant l'émergence d'un état nègre souverain, a mis fin à ce double mouvement migratoire caractéristique de la période coloniale

III LA PERIODE POST-COLONIALE

Cette période qui va de la proclamation de l'indépendance au début de l'occupation américaine n'a connu aucun phénomène migratoire notable, mis à part les mouvements de migration externe et interne temporaires dus à des perturbations politiques

Jusqu'au début du 20^{ème} siècle en effet, le monde rural aussi bien que le milieu urbain connaissaient encore un relatif équilibre socio-économique, ce qui explique que le paysan haïtien demeurait encore attaché à la terre et le citoyen attaché au sol natal

IV LA PERIODE DE L'OCCUPATION AMERICAINE

Cette periode allant de 1915 - 1935 a donne lieu a une premiere vague de migration externe causee aussi bien par des motivations d'ordre politique que par des preoccupations economiques

De nombreux cadres des classes moyennes, mais un sentiment nationaliste se sont exprimes en signe de rejet de l'occupation du pays. Les paysans quant a eux, opposes dans leur grande majorite au regime de corves impose par l'occupant et inquietes de leur avenir socio economique, ont initie un mouvement migratoire vers des etats voisins comme la Republique Dominicaine et Cuba pour s'integrer aux travaux agricoles

V LA PERIODE POST-OCCUPATION

Cette periode qui s'etend du depart de l'occupant americain en 1935 a la fin des annees 1970 est caracterisee par l'intensification de l'exode rural, la migration des ouvriers agricoles vers la Republique Dominicaine, la diversification des points de destination de nos migrants externes et le debut de la migration externe clandestine

Toutes les etudes realisees sur la migration en Haiti s'accordent a reconnaitre que la mobilite interne peut tout simplement se resumer en des deplacements du rural vers l'urbain. Cette situation fait que les zones rurales du pays representent les principales sources de rejet, tandis que les zones urbaines constituent les poles les plus attractifs. Par exemple, du volume des migrations effectuees entre 1950 et 1971 57,3 % des deplacements proviennent des zones rurales tandis que 76,7 % se dirigent vers les villes (IHSI 1981)

Il importe de noter que deja cette migration interne qui s'effectuait principalement vers Port-au-Prince s'explique par le developpement des activites secondaires et tertiaires urbaines et la deterioration de plus en plus prononcee des activites agricoles

Les courants migratoires se dirigeant vers Port-au-Prince ont contribue largement a la triplation de la population de l'Aire metropolitaine qui est passe au cours de la periode 1950 - 1970 de 143 594 habitants a environ un demi-million d'habitants (IHSI)

La migration de nos paysans vers les champs de cannes de Cuba et de la Republique Dominicaine, commencee sous l'occupation americaine, s'est amplifiee dans la deuxieme moitie du 20eme siecle, encouragee par les autorites des pays d'accueil, conscients des avantages qu'offraient a leurs economies l'utilisation d'une main d'oeuvre hatienne docile et laborieuse. Avec l'ampleur prise par ce mouvement migratoire, l'embochage des braceros hatiens pour la zafra dominicaine a fait l'objet d'un contrat officiel entre les deux etats, alors que la migration vers Cuba devait être stoppee au debut des annees 60 pour des raisons essentiellement politiques

Cette migration, theoriquement temporaire, a en fait donne lieu au developpement d'une importante communaute haitienne a Saint Domingue et a Cuba ou le recensement officiel realise en 1960 denombrait 22 579 Haitiens residents a Cuba et un peu plus de 100 000 en Republique Dominicaine

Jusqu'a la fin des annees 60, l'emigration haitienne etait consideree comme une emigration de proximite geographique, se dirigeant essentiellement vers trois pays la Republique Dominicaine, les Bahamas et les Etats-Unis. Si les mouvements vers les deux premiers ont concerne surtout des emigrants masculins, non qualifies, generalement employes dans l'agriculture, l'emigration vers les Etats-Unis a concerne plutot des emigrants plus qualifies voire hautement qualifies et releve d'avantage de l'"exode des cerveaux"

Au milieu des annees 1970, l'emigration haitienne a pris de l'extension en se dirigeant vers le Canada (au Quebec essentiellement), vers les departements français des caraibes et, dans une moindre mesure, vers la France et certains pays d'Amerique Latine et d'Afrique (IHSI)

Vers la fin des annees 1970, le mouvement migratoire clandestin, particulierement vers les Etats-Unis d'Amerique, s'est accentue et systematise avec l'emergence des boats people et l'etablissement de vastes reseaux de voyages clandestins

VI LA PERIODE ACTUELLE

Cette periode qui couvre les annees 1980 jusqu'a nos jours represente une etape importante dans l'evolution de la migration haitienne. Autant par le caractere dramatique qu'elle prend dans certains cas que par les modifications majeures qu'elle connait et les incidences profondes qu'elle peut avoir sur le devenir de la population

La degradation continue de la situation economique en zone rurale allee a la concentration du processus d'industrialisation dans la zone metropolitaine de Port-au-prince dans les annees 1970 ont contribue a l'augmentation de l'exode rurale vers la Capitale. Et generalement ce sont les elements les plus potentiellement productifs de la campagne qui emigrent vers la capitale

Le developpement dramatique de l'emigration clandestine au debut des annees 80 vers les Etats-Unis d'Amerique a porte le gouvernement americain a negocier et obtenir de l'Etat Haitien la signature d'un traite de rapatriement sommaire avec possibilite d'arraisonnement en haute mer des boats people

D'autres pays, comme les Bahamas s'inscrivant, dans cette même direction, ont procede a la même époque a l'expulsion de certains d'haitiens vivants en situation irreguliere sur leurs territoires

L'incapacite des responsables politiques, de l'apres Duvalier en 1986, a renverser le processus de degradation des conditions de vie de la population a vite fait renforcer les causes. Alors les Haitiens, de plus en plus nombreux, ont repris le chemin de la mer

Avec la crise de 1991, l'emigration illegale a atteint chez nous des proportions astronomiques. Pour la seule periode allant de novembre 1991 a juillet 1992 le total des migrants clandestins enregistres s'elevait a 52 500 (IHSI 1992)

Après le retour au pouvoir du gouvernement legitime en septembre 1994, l'Administration americaine a entame le rapatriement des refugies politiques haitiens admis temporairement aux Etats-Unis

L'emigration des travailleurs agricoles haitiens vers la Republique Dominicaine, initiee sous l'occupation et officialisee par la suite, presente en principe un caractere temporaire. Cependant apres chaque zafra, un nombre important de nos compatriotes restait en territoire voisin soit pour y travailler sur d'autres exploitations agricoles (grands domaines prives ou parcelles propres) soit pour changer de secteur d'activite (industrie de la construction par exemple)

Le statut juridique de l'Haitien vivant en Republique Dominicaine a ete et demeure un statut semi-clandestin, la legislation refusant certains droits aux migrants haitiens a leur decendance

Après le refus de l'Etat haitien de renouveler en 1986 le contrat d'embochage, les autorites dominicaines ont procede durant plusieurs saisons sucrieres a l'embochage force des rattachés haitiens, sous la menace de rapatriement du fait de leur situation illegale

En 1991, dans un double contexte de tension politique avec Haiti et de crise socio-economique interne, la Republique Dominicaine prenant pretexte une fois de plus de leur statut illegale a enclencher un processus de rapatriement force de nos compatriotes. Les premieres operations de rapatriement ont vite fait de mettre en evidence les carences de nos structures d'accueil et de reinsertion social surtout dans le cas "d'Haitiens" materiellement depourvus, culturellement differents et sans veritables attaches familiales en Haiti

Cette politique migratoire dominicaine vis-a-vis des migrants haitiens a ete suivie par d'autres pays de la caraibe comme la Guyanne et les Bahamas

La configuration de la diaspora haitienne de l'Amerique du nord a connu durant ces deux dernieres decennies des transformations majeures sur les plans economique et socio-culturel. Si les premieres generations d'emigrants ont vecu une situation socio-economique difficile inherente a la periode d'adaptation, elles ont pu avec le temps demontrer l'existence d'un veritable potentiel economique, developpant dans son sein une elite de plus en plus large constituee de cadres perfectionnes, d'entrepreneurs, de medecins, d'infirmieres, de professeurs, etc

Cette tendance s'est renforcee avec l'emergence d'une nouvelle generation d'Haitiens de la Diaspora constituee de jeunes aux parents d'origines sociales divers qui, en s'integrant a leur communaute d'accueil, ont su profiter des opportunités offertes. Pour le seul Etat de la Floride,

le nombre de jeunes Haitiens frequentant un college, selon un recensement partiel, s'eleve a plus de deux milles (2000)

L'implication de la Diaspora dans le processus de developpement socio-economique d'Haiti tend a dépasser le simple role de pourvoyeur financier - deja considerable avec un volume de transferts annuels de devises estime a plus de cent millions (100,000 00) de dollars - pour entamer une phase d'investissement dans des secteurs productifs de l'economie nationale

VII CONCLUSION

L'integration de la question migratoire a une politique de population axee sur le developpement humain en Haiti implique la prise en compte de certains elements lies a la migration comme

- La prevention de l'exode rural vers les centres urbains, particulierement Port-au-prince, Cap-Haitien et autres
- L'eradication definitive de l'emmigration clandestine
- La regularisation du statut des Haitiens residant en Republique Dominicaine et certaines petites antilles a l'etranger
- La promotion socio-economique et l'optimisation des effets de l'integration du Dixieme Departement au processus politique et de developpement national
- La definition et l'etablissement de mecanismes et de structures efficaces pour l'accueil et la reinsertion sociale de nos divers rapatries

Verdieu
St Louis
Verly
Desroches

INTRODUCTION

La Nation Haïtienne vit des heures exceptionnelles, que vous connaissez tous et que je n'évoquerai pas ici. Je le dis simplement pour attirer l'attention sur le fait que ce symposium ne saurait être un pur exercice de salon, sortant des résolutions palpitantes, mais qui ne collent pas au réel haïtien et qui n'engagent personne. Chacun s'empresse de passer au prochain symposium next!

La première conséquence pour moi, c'est de vous inviter à laisser de côté les statistiques et l'énumération de nos maux, pour nous pencher, de préférence, sur les solutions possibles, les priorités, les cheminements, les conditions d'une éventuelle réussite.

Je voudrais commencer par une condition que je considère comme une condition de base, sans laquelle aucune solution n'est possible : c'est la "convivence" ou la "paix sociale", c'est à dire, la nécessité absolue pour les haïtiens d'accepter de vivre ensemble, malgré leurs différences. Ceci n'implique pas l'oubli des injustices traditionnelles, structurelles ou récentes. Nous disons, au contraire, qu'il faut une paix sociale, une convivence, pour chercher de toutes nos forces à redresser les injustices traditionnelles et ne pas les prolonger, d'une part, et d'autre part, pour atteindre une vraie justice qui ne peut pas se construire sur de nouvelles injustices.

Une autre remarque essentielle au point de départ, c'est qu'il ne faut pas se donner des objectifs splendides, mais inapplicables, soit parce qu'ils n'ont pas été étudiés avec toute la rigueur nécessaire, soit parce que nos moyens ne nous permettent pas d'y faire face. Ajoutons, cependant, qu'il faut distinguer les objectifs prioritaires de base sur lesquels on doit s'entendre et le cheminement progressif qu'il faut se tracer pour y arriver. En particulier, quand nous parlons du domaine social, il ne faut pas se contenter de ce qui est souhaitable, même impératif, sans se demander par quels moyens on peut y arriver.

I TRAVAIL

Le premier droit et besoin, sur le plan social - si nous laissons de côté le droit primordial à la vie, sur lequel, je suppose, nous sommes tous d'accord - c'est le "travail", la possibilité de "gagner sa vie". Puisqu'il y a une section qui étudie les questions économiques, nous n'allons pas examiner ici le travail à partir de ses conditions économiques.

Ce que nous voulons souligner avant tout, c'est que les personnes humaines ne sont pas des animaux, ayant seulement des besoins auxquels on donne satisfaction pour eux, elles sont des sujets de leur développement et ont le droit et le devoir de participer à l'épanouissement de l'ensemble. Autrement dit, il ne suffit pas de "donner" des aliments à des adultes, sauf cas particuliers, ils ne devraient pas demander leur pain quotidien. Mais est-ce que c'est possible? Encore une fois, je ne veux pas entamer des questions qui seront débattues dans la section économique. Cependant, je voudrais dire deux choses. La première, c'est qu'il ne faut pas choisir la solution facile : le peuple haïtien est un peuple, en général, dur à la besogne et il trouve

des strategies de survie, qui sont d'ailleurs mises a rude epreuve de nos jours, il ne faudrait pas que la debrouillardise tienne lieu de politique economique La seconde, c'est qu'il n'existe aucune solution viable si le developpement ne concerne pas l'ensemble du pays et se confine a la capitale ni pour le reste du pays

II EDUCATION

La question du travail nous amene tout droit a l'education et de diverses manieres Si une main d'oeuvre formee eduquee, ayant acces a la technologie, aux technique modernes, n'est pas, aujourd'hui, une garantie totale de plein emploi, de travail pour tous, dans la mesure ou dans les pays industrialises beaucoup de cadres et d'ouvriers formes sont en chômage pour plusieurs raisons, il est aussi vrai qu'une population active non-eduquee part perdante et est sujette a l'exploitation Les maigres revenus, qu'elle peut obtenir pour des efforts enormes, suffiront a peine pour sa survie, pour entretenir la pauvrete, si ce n'est la misere

Et, la aussi, nous risquons de manquer l'enjeu reel l'arbre peut nous cacher la forêt Ce qui est le plus visible et politiquement plus important, ce sont les travailleurs actuels Et il est evident qu'un effort national considerable doit être fait pour elever de diverses façons leur productivite, a commencer par l'alphabetisation et la formation professionnelle Mais le probleme est de savoir si, alors qu'un tuyau coule et que l'eau envahit la maison, nous allons nous contenter de prendre des seaux, ramasser l'eau au fur et a mesure ou si, tout en faisant face a cette inondation, nous allons essayer de fermer le tuyau fautif? Ce que je veux dire, c'est que la necessite indiscutable de l'alphabetisation des adultes et de leur formation professionnelle ne saurait diminuer l'urgence de travailler resolument a la scolarisation generale, comme, d'ailleurs, le prevoit la Constitution de 1987 Nous ne pouvons pas y arriver en peu de temps, mais cela doit être un des objectifs nationaux depassant les querelles entre les factions politiques et dont la realisation doit se poursuivre malgre les changements de ministres ou de gouvernement Et il faudrait aller plus loin chaque departement, ou autre circonscription territoriale, devrait s'efforcer de savoir le plus exactement possible, le nombre d'enfants scolarises et non-scolarises, en tenant compte du taux de croissance de la population locale, afin de pouvoir se donner des echeances quant a la scolarisation generalisee Il est aussi evident que, dans un premier temps, même si la Constitution prevoit un enseignement elementaire gratuite et accessible a tous L'Etat doit tenir compte que c'est le secteur prive qui, pour l'instant, assure en majorite cette charge Nous n'entrerons pas dans les details de la question, ce serait trop long et il faut vous laisser du travail pour les ateliers

Mais ce n'est pas simplement le taux de scolarisation qui doit nous interesser Nous avons, comme Nation vivant dans le monde d'aujourd'hui, a nous poser une question bien plus difficile a quoi et pour quoi preparons nous nos jeunes? Serait-ce pour obtenir tout juste un diplôme de certificat ou de baccalaureat, classiques ou techniques? Il suffit de poser la question pour se retrouver devant l'enorme tache de preparer nos jeunes pour le monde de demain (et, autant que possible, sans perdre notre identite de peuple) Je ferai remarquer qu'une seule chose a ce sujet l'informatique devient de plus en plus un insrument tout aussi necessaire que l'alphabet Tout responsable devrait en être conscient et en tirer les consequences

III HABITAT

Nous connaissons tous les problèmes casse tête que pose la question de l'habitat dans notre pays, que l'on parle des villes ou des campagnes. Je me contenterai d'indiquer deux pistes. D'abord, je suppose que tout le monde est conscient du fait que l'urbanisation avance et est inévitable. Rêver de trouver une solution quelconque pour maintenir les populations des zones rurales là où elles sont, c'est méconnaître le dynamisme de l'histoire dans laquelle nous sommes plongés. Certes, il faut rendre les zones rurales vivables, non pas pour produire de la nourriture pour les citadins, mais parce que les paysans sont des citoyens à part entière et qui ont aussi le droit de vivre dans un environnement sain et épanouissant. En ce sens, si les ruraux n'ont pas à se polluer comme dans les villes, ils ont le droit de partager un ensemble de commodités qui deviennent de plus en plus normales : une eau non polluée, des moyens de communication et de travail moins rudimentaires. La aussi, on se pose la question : est-ce possible ? Oui, s'il s'agit d'un objectif national que nous voulons vraiment attendre dans la décentralisation, de façon progressive et déterminée. Ce serait comme une construction à la dimension du pays, que nous commençons par plusieurs bouts pour nous rejoindre, comme les Français et les Anglais qui ont creusé avec détermination le tunnel sous la Manche.

Mais aussi si nous avons conscience que l'urbanisation est inévitable, tout en pensant à rendre plus humain l'habitat des zones rurales, il faut anticiper et canaliser l'exode rural. Or, sur ce point, nous avons encore une chance. Certes, aujourd'hui, tout le monde cherche à se trouver une place même malsaine dans les nombreux bidonvilles existants ou à créer. C'est peut-être anarchique, mais inévitable, dans l'état de centralisation actuelle. Mais nous avons des toutes petites villes, des bourgs en fait, qui forment un milieu mitoyen entre la ville et la campagne. Il me semble que si nous préparons, par les infrastructures nécessaires, un terrain d'accueil, où l'on trouve travail, école, centres valables de santé, nous pourrions faire un pas vers une urbanisation moins concentrée et moins sauvage. Et il ne faut ni être timide, ni se lancer dans des projets farfelus, nous n'avons sans doute pas à bâtir une nouvelle capitale, autant dire une nouvelle catastrophe, mais des centres touristiques, avec des aménagements adaptés à leurs milieux, seraient, s'ils répondent à toutes les normes voulues, des voies de solutions pour l'économie comme pour le social.

IV SANTE

Si nous parlons de développement humain, nous ne pouvons laisser de côté tout le problème de la santé. Je crois que nous ne devons pas abuser de deux phénomènes qui nous donnent un certain sursis avant que la situation ne devienne intenable. Le premier, c'est le degré exceptionnel de résistance de la population, le second, c'est le fait que notre peuple arrive souvent à se soigner avec des remèdes traditionnels, qui donnent des résultats, puisque nous avons encore une population vivante, malgré le nombre de personnel médical et de centres de santé par habitant.

Or vous connaissez comme moi la situation intolérable de l'hôpital général et les coûts des centres hospitaliers privés. La catastrophe a été plus d'une fois prédite pour nous, est-elle finira pas par arriver ? Je crois que, comme dans d'autres domaines, il faut absolument avoir

une vraie decentralisation et que, dans chaque region, on commence systematiquement a mettre en place les structures voulues, a ameliorer celles qui existent. Le secteur prive a supplée a la carence de l'Etat, mais pouvons-nous continuer longtemps sans une coordination réelle?

En laissant aux specialistes le soin d'entrer dans les details, je voudrais souligner simplement que le secteur sante est un element essentiel de developpement, mais aussi que l'Etat, comme la population, doit trouver les moyens d'y faire face a travers la croissance de l'economie et non d'abord a travers la bonne volonte de quelques organismes

V POPULATION

Finalement je ferais quelques remarques concernant la question directe de la population. Toute la politique tourne autour des mesures a prendre pour qu'une population donnee puisse vivre humainement, et, si possible, confortablement, dans son coin de terre. Beaucoup de choses ont été dites durant le grand Congres du Caire l'an dernier et il est inutile de les repeter. Mais nous parlons de la population haïtienne dont nous devrions etudier les changements, ou plutôt les bouleversements, depuis plusieurs années. Cela meriterait une analyse sociologique serrée que, je crois, dépasse le cadre de ce symposium.

Je vous remercie

POPULATION ET ENVIRONNEMENT

Monsieur Flaubert ST LOUIS

Intervention du Ministre de l'Environnement dans le cadre du symposium sur
la Population et le Developpement Humain

POUR UNE PRISE EN CHARGE EFFICACE DES SECTEURS DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA POPULATION

Il me fait plaisir aujourd'hui d'intervenir a ce Symposium sur la Population et le Developpement Humain pour partager avec vous quelques reflexions sur le theme Population et Environnement, ou plus precisement sur les liens et leurs interactions qui doivent exister entre ces deux secteurs de l'organisation gouvernementale

Si le Ministre de l'Environnement est de creation recente, l'environnement en tant que composante de tous les secteurs de l'activite humaine suscitait depuis longtemps beaucoup d'interet. Son domaine d'action etait pris en charge par au moins sept ministeres, a savoir le Plan, l'Agriculture, les TPTC, la Sante, les Finances, l'Interieur, l'Industrie et Commerce. De plus, un nombre d'associations ecologiques, d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales se sont egalement interessees au domaine de la protection de l'environnement ou ont tente d'y intervenir. Cette dispersion dans les actions a cree des desequilibres certains. Il etait donc urgent de coordonner les interventions pour assurer leur efficacite.

Qu'entend-t-on par environnement? Il concerne le cadre de vie, l'habitat, tout ce qui a une importance capitale pour la survie, la protection, le bien-etre et l'amelioration de la qualite de vie de la population. Ainsi, l'objectif du Ministere de l'Environnement est d'assurer la perennite des ressources et de proteger le patrimoine ecologique et sa responsabilite de voir a la disponibilite des ressources et a leur mode d'utilisation face aux besoins de la population. Nous nous rendons rapidement compte que nous ne pouvons parler de l'un des secteurs sans toucher au domaine d'action de l'autre.

Nous voulons en premier lieu faire un diagnostic de la situation generale d'Haiti en matiere d'environnement et montrer a quel point la population patit de toute situation de degradation. De multiples raisons expliquent cette situation, en particulier de pauvreté et d'ignorance. Le danger est tel qu'il nous faut la combattre. Comme vous pouvez le deviner, il n'est pas vain de dire que l'homme est le predateur de son environnement et qu'il lui appartient de trouver une solution a ces problemes.

En deuxieme lieu, nous voulons entreprendre des actions pour combattre cet etat de choses, pour faire en sorte que l'homme vive en harmonie avec la nature pour son plus grand bien. La prise en charge des interets humains dans le cadre de l'etablissement d'une politique de

protection de l'environnement pour un développement durable n'est-elle pas l'objectif à privilégier pour un gouvernement qui cherche à améliorer le bien-être de sa population?

I SITUATION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT EN HAÏTI ET CONSEQUENCES SUR LA POPULATION

La crise socio-politique qui a frappé la République d'Haïti durant ces dernières années, a eu un impact négatif très important sur l'environnement, aggravant le déséquilibre déjà accentué des conditions de vie, particulièrement au niveau des masses rurales et des populations péri-urbaines

La stagnation économique demeure et l'augmentation alarmante de la pauvreté qui en a résulté ont entraîné, entre autres conséquences importantes, une exploitation exacerbée des ressources en bois. Chaque année, l'érosion nous fait perdre 6000 hectares de terres qui s'en vont à la mer. La production alimentaire décroît. Les systèmes de drainage, les infrastructures portuaires sont semblables, les systèmes d'adduction d'eau endommagés, les sources d'eau potable polluées, les ravins utilisés comme décharge pour les déchets solides et les routes, à moindre crue, encombrées de débris. De la couverture forestière originale, il ne reste plus que 3%. 75% des cours d'eau importants sont sans couverture végétale.

La mise à nu du sol montagneux a provoqué une accélération du rythme de l'érosion, des pertes inestimables au niveau des ressources naturelles du pays, ainsi qu'une détérioration significative des infrastructures.

Ce phénomène a fait l'objet de plusieurs publications qui révèlent notamment

A Au niveau des ressources et sites naturels

- 1 Une destruction de 97% de la couverture forestière originale, ne laissant que 60 000 hectares comme surface boisée du pays,
- 2 Une réduction de la superficie et une diminution alarmante du rendement des terres destinées à l'agriculture,
- 3 Une diminution du débit d'étiage allant souvent jusqu'au tarissement de nombreuses sources. Une multiplication en intensité et en fréquence des crues de certaines rivières entraînant des conséquences catastrophiques, particulièrement pour l'agriculture, les infrastructures et les agglomérations urbaines,
- 4 Une réduction considérable de la biodiversité,
- 5 Un ensablement et une réduction de la surface des lacs et étangs,
- 6 L'asphyxie des récifs coralliens par les sédiments transportés par les cours d'eau et autres drainages se jetant dans la mer.

B Au niveau des infrastructures

- 1 L'ensablement et la détérioration des barrages et des systèmes d'irrigation dont plusieurs sont complètement détruits
- 2 L'endommagement et la destruction des systèmes d'adduction d'eau,
- 3 La pollution des sources d'eau potable,
- 4 L'ensablement des ports
- 5 L'endommagement des routes qui, à la moindre averse, sont traversées par des ravines récentes

Des lors que la proportion de terre arable décroît régulièrement, que des pratiques culturelles inappropriées réduisent la productivité des terres encore utilisables, que la population augmente, que la disponibilité en ressources baisse, que le revenu s'amenuise et que le chômage augmente, les conditions du triptyque infernal - migration, urbanisation sauvage, "boat-people" - sont désormais en place

Avec le cortège des conséquences que l'on connaît : manque d'eau potable, services de santé et médicaments insuffisants et inadéquats, des établissements scolaires surchargés et coûteux, des centaines de milliers d'enfants anémiques, des parents sans ressources et au bout du compte, des frustrations, de l'intolérance et de l'instabilité politique

Cette situation a engendré un exode massif des paysans démunis vers les villes dont les structures d'accueil se sont effondrées sous la pression du nombre entre autres. Les villes ainsi envahies se sont étendues anarchiquement par une prolifération de bidonvilles dont la surface a plus que triplé en moins de dix ans. Les conditions sanitaires du pays en sont devenues de plus en plus précaires. Faute d'accueil dans les villes, les gens se sont alors tournés vers l'étranger dans un mouvement désespéré que traduit dramatiquement le phénomène des "boat-people"

Comme vous pouvez le constater, la dégradation de l'environnement a un effet direct sur la qualité de vie de la population. Que faut-il pour rétablir l'équilibre nécessaire entre population et ressources disponibles en vue d'un développement durable?

II UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT A METTRE EN OEUVRE

Il est aisé de comprendre que les structures de base de l'économie haïtienne, la santé de sa population et la viabilité de ses infrastructures sont menacées par une dégradation de l'environnement sans précédent dans son histoire

Les problèmes sont d'une telle ampleur et la détérioration de l'environnement a atteint un niveau à ce point critique que le gouvernement de la République d'Haïti a décidé de faire du Secteur Environnement l'un des secteurs prioritaires de son programme d'action et de prendre

les mesures qui s'imposent en vue de définir et mettre en oeuvre des politiques et stratégies adéquates pour prévenir des catastrophes dont les repercussions ne se limiteraient pas forcément à son seul territoire

Devant cette situation de désastre écologique, la politique à mettre en oeuvre pour améliorer et assurer à la population une meilleure qualité de vie de procéder à la réhabilitation, à la conservation et à la protection de l'environnement, c'est à dire

- 1 Veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel, à la protection des systèmes et de l'environnement physique du pays,
- 2 Promouvoir l'éducation environnementale et diffuser, au niveau de la population, l'information disponible en matière d'environnement, particulièrement celle pouvant permettre une incitation à la préservation et à la réhabilitation du milieu naturel,
- 3 veiller à établir et à maintenir, dans les limites du territoire national et y compris celles des eaux territoriales, des rapports harmonieux entre les activités humaines et l'environnement naturel,
- 4 Assurer, d'une façon générale, en coopération avec les autres pouvoirs de l'Etat et avec la collaboration des autres Ministères, des institutions et services publics et des collectivités territoriales, la coordination de l'action du pouvoir exécutif pour la sauvegarde du patrimoine naturel du pays et la protection de l'environnement naturel haïtien,
- 5 Définir et mettre en oeuvre des actions en matière de protection et de réhabilitation de l'environnement qui tiennent compte de la relation étroite existant entre la population, les ressources et le développement,
- 6 Assurer la liaison avec les organisations ou organismes publics et privés, nationaux ou internationaux oeuvrant dans les domaines de l'écologie et de la protection de l'environnement ainsi que la coordination de leurs actions, et,
- 7 Procéder à la compilation, à l'actualisation, à l'élaboration des normes relatives à l'environnement et veiller à leur respect

La politique du gouvernement de la République d'Haïti doit être basée sur le fait que l'homme est au centre du processus de développement et que, par conséquent, il est simultanément l'instrument et la finalité de ce développement

Le gouvernement doit être profondément convaincu qu'il ne peut y avoir espoir de développement durable sans protection et réhabilitation de l'environnement sans une lutte sans merci contre la pauvreté, contre l'ignorance Cela suppose a

- 1 la participation active de la population au processus de prise de décisions,

2 la necessite de soumettre tout projet de developpement aux normes de conservation et de protection de l'environnement

3 la necessite d'impliquer les gouvernements locaux ainsi que les organisations de base dans la realisation des activites de rehabilitation et de protection de l'environnement, et

4 la promotion de l'education environnementale pour sensibiliser toute la population aux problemes de l'environnement

En consequence le modele de developpement qu'il nous faut choisir ne peut être base sur l'utilisation massive des ressources naturelles, renouvelables et non-renouvelables disponibles, pour ne pas dire base sur le gaspillage même de ces dernieres Il a ete demontre que ce modele n'est pas viable

Le systeme actuel ou la consommation est consideree comme l'etape ultime, l'aboutissement du developpement genere de plus en plus d'injustices et des ecarts criants entre les riches et les pauvres et fait courir un risque d'epuisement des ressources naturelles, phenomene prejudiciable pour les generations actuelles

L'important est de mettre en place immediatement des mecanismes qui permettront le passage sans rupture d'une societe de consommation a une societe d'investissements qui permettra d'entreprendre des actions de conservation, de gestion rationnelle de la biosphere, une societe ou l'homme vit plutôt en harmonie avec la nature

Des pistes interessantes peuvent être exploitees comme, par exemple

- la mise en place des mecanismes d'ecoute des revendications de la population, des groupes ecologistes et sociaux,
- la recherche de la concertation des intervenants dans le domaine ecologique, economique et social dans le but de trouver des solutions qui genereront la meilleure qualite de vie pour le plus grand nombre d'individus dans le respect de l'utilisation de l'ensemble des ressources naturelles, responsabiliser les populations en les integrant dans l'analyse de l'evolution des ecosystemes et leur protection planifiee

CONCLUSION

Devant l'urgence d'agir pour sauver ce pays du desastre et dans un souci d'efficacite, il est necessaire d'associer ces deux secteurs d'activites, l'un etant oblige a la mesure de l'autre En effet, proteger l'environnement et assurer la disponibilite des ressources naturelles, la conservation du patrimoine ecologique sont des conditions essentielles a la survie de la population

Des lors, il est aise de comprendre les rapports complexes qui existent entre population, ressources, environnement et developpement. L'homme doit être au centre des preoccupations d'une politique pour un developpement durable. Il a droit a une vie saine, productive et en harmonie avec la nature.

Aussi travailler a eliminer la pauvreté afin de reduire les differences de niveau de vie et de mieux repondre aux besoins de la population, eliminer les modes de production et de consommation inefficients doivent être les objectifs majeurs de toute politique des secteurs de l'environnement et de la population.

L'integration des tendances et facteurs demographiques dans tous les aspects de la planification du developpement durable et de protection de l'environnement, l'application de mesures propres a assurer la transition demographique sont egalement a considerer. Le droit de chaque citoyen d'avoir acces a l'education et a la formation professionnelle en lui permettant d'augmenter son revenu et ses aspirations personnelles, la mise en place d'une politique de decentralisation par le developpement de programmes integres au niveau local sont aussi des mesures qui peuvent être inscrites dans le cadre d'une politique de developpement prenant en compte l'environnement et la population.

A l'analyse, il nous apparait que precisement a cause de la multiplicité des projets, des acteurs et de leurs orientations sectorielles, la recherche de l'efficace optimale commande que soit mis en place un plan d'ensemble, une espece de Charte de l'Environnement et de la Population qui aurait pour objet de definir une politique de developpement durable pour Haiti.

D'un point de vue pratique, il s'agira dorenavant plutôt que d'edicter des interdictions d'inciter les citoyens, par des mesures concretes, a preserver plutôt qu'a dilapider le patrimoine. Il s'agira aussi plutôt que d'imposer au paysans et au pêcheurs des reglements irrealistes sur le respect de la loi sur la coupe du bois et la pêche, d'organiser la gestion des ressources naturelles, des espaces geographiques de maniere compatible avec nos moyens humains, financiers et techniques et adaptes a notre contexte socio-economique.

Il s'agira d'encourager la signature de contrats sociaux entre les acteurs de terrain pour la protection de l'environnement et de la population dans un souci de concertation entre les groupes d'interêts sur le terrain, d'eviter la dispersion des efforts en etablissant, en concert avec tous ces acteurs, des passerelles de concertation qui facilitent la cohesion, assurent la transparence et rentabilisent l'investissement.

Il s'agira egalement d'etudier l'impact sur l'environnement de nombreux projets de developpement dont l'interêt economique apparait comme evident mais dont le coût social sur le patrimoine collectif peut se reveler, a la longue, tout a fait devastateur.

Enfin, comme garantir la permanence et le succes de l'effort de preservation de l'environnement si chaque citoyen, a l'ecole, au champ, a l'atelier, a l'usine ou dans la vie, n'est pas constamment soucieux, grâce a une education civique permanente, de tout faire pour eviter

l'effritement d'un capital qui nous est commun a tous et dont, chacun est comptable devant tous les autres?

Il y a donc des priorites a definir, des plans a etablir, des lois a riger, des harmonisations a assurer, des etudes a entreprendre, des normes a edicter, des evaluations et des contrôles a faire, une education a promouvoir Il y a donc des besoins a satisfaire et une place a occuper qui n'est celle de personne d'autre si ce n'est celle des secteurs environnement et population en vue de coordonner les politiques strategies et programmes devant assurer le developpement d'Haiti

Ce sont la les quelques reflexions que j'ai voulu partager avec vous dans le cadre de ce symposium

Merci de votre attention

SOUS/COMITE POPULATION / SANTE
DR Adelvne VERLY

D'autres conferenciers ont deja campe les implications d'une croissance rapide de la population sur les differents secteurs qui conditionnent le developpement humain Je me contenterai donc de traiter de la problematique de la sante, comme un droit inalienable de l'individu et que tous les gouvernements cherchent a lui garantir

Haiti est l'un des pays ayant souscrit a l'objectif fixe par l'OMS a Alma-Ata en 1978 "La Sante pour tous en l'an 2000" et a la strategie des SOINS PRIMAIRES DE SANTE, pour y parvenir

Le plan de Sante 1975 prevoyait deja l'extension de la couverture sanitaire du pays, prônait comme strategie le systeme regionalise de sante et la decentralisation

Apres Alma-Ata le plan de sante fut revise et parut en decembre 1982 la "Nouvelle Orientation" du Departement de la Sante Publique et de la Population qui identifie les problemes majeurs de sante dans notre pays

- Une mortalite et une morbidite generale elevees, dues en majeure partie aux maladies transmissibles et nutritionnelles
- Une haute mortalite maternelle
- Une mortalite et une morbidite infantile excessive resultant principalement des diarrhees, de la malnutrition, des infections respiratoires et de la prematurite
- Une mortalite pre-scolaire (1 a 4 ans) frappante, liee aux infections et a la malnutrition
- Un taux eleve de natalite qu'expliquent aisement l'analphabetisme, la vie en milieu rural, le bas niveau des revenus et l'utilisation insuffisante des methodes modernes de contraception
- Un environnement insalubre caracterise principalement par un approvisionnement en eau potable deficiente, et le manque de latrines et d'autres systemes de disposition hygienique des excreta
- Un bas niveau d'education sanitaire a la population

La "NOUVELLE ORIENTATION" de 1982 fut revise en 1984 tout en conservant les mêmes Fondements

Les SOLUTIONS PROPOSEES par le MSPP pour faire face a ces problemes etaient d'etablir un systeme de sante publique capable d'assurer la couverture sanitaire totale du pays,

en combinant l'apport des ressources nationales et de l'assistance externe et en stimulant la participation active de la communauté

STRATEGIE RETENUE

Une stratégie à sept (7) volets a donc été établie à savoir

1- Concentrer les efforts sur les problèmes prioritaires dont

a La lutte contre la diarrhée, couplée au projet de rehydratation orale, au projet de post-communautaires d'hygiène et d'eau potable au projet de latrines, de sanitation de l'aire métropolitaine et des villes de Province

b L'immunisation contre les maladies transmissibles avec comme objectif d'attendre 100% de couverture en l'an 2000 par le

BCG Population de 0 à 15 ans
DITEPER Population de 0 à 6 ans
Tétanos Population féminine de 15 à 49 ans
Poliomyélite Population de 0 à 6 ans
Rougeole Population de 0 à 6 ans

c La lutte contre la tuberculose

d L'amélioration nutritionnelle

e La protection materno-infantile et la planification familiale

f Le programme de lutte contre les endémies majeures

2- Développer l'approche communautaire en impliquant les comités de santé urbain et groupements communautaires ruraux

3- Utiliser une approche multi-sectorielle en faisant appel à la participation des autres secteurs tels que l'Éducation Nationale, l'Agriculture, les Affaires Sociales etc

4- Dresser en un seul document, le tableau des activités de santé généralement quelconque en vue d'une action concertée

5- Renforcer les services administratifs, ceux de logistique et de gestion financière

6- Organiser les régions et districts afin que puissent fonctionner de façon efficace les hôpitaux, les centres de santé avec ou sans lits et les dispensaires existants, et pour que soient exécutés les programmes retenus

7- Generaliser l'education sanitaire de la population afin de creer une mystique de la sante et provoquer une mobilisation populaire en faveur de la sante pour tous (1)

Les resultats escomptes par le MSPP, formulees dans le document revise de 1984, etaient d'attendre en l'An 2000 un

Taux de natalite de 20 pour 1000
Taux de mortalite generale de 8 pour 1000
Taux de mortalite infantile de 50 pour 1000
Taux de mortalite juvenile de 7 a 10 pour 1000
Taux de mortalite maternelle de 1 pour 1000
Taux d'accroissement naturel de 1,91 pour 100
Taux de fecondite de 3,79 enfants
Esperance de vie a la naissance de 65 ans

Actuellement en 1995 et a quatre (4) ans de l'echec de l'An 2000, qu'elle est la situation sanitaire du pays? Aux journees de reflexion du MSPP des 16 et 17 mai 1995, le directeur general la jugeait critique, et tout en signalant la deficiance du systeme d'information il avait retenu les indicateurs suivants de l'Etat de Sante chez nous

- Un taux brut de mortalite estime a 13 pour 1000
- L'esperance de vie a la naissance de 55 ans
- Un taux de mortalite infantile de 74 pour 1000 (0 a 1 an)
- Un taux de mortalite juvenile (1 a 4 ans) a 131 pour 1000 (la mortie de ces deces etant dus a la diarrhee et aux infections respiratoires)
- Environ 40% des enfants de plus de 3 ans sont petits pour leur taille la malnutrition aigue varie entre 6% dans le Nord et 3,5% dans le Sud La prevalence du faible poids des enfants a la naissance est estimee a 15 %
- Le taux de mortalite maternelle est estime a 4,6 pour 1000 naissances vivantes, et 35% a 40% de femmes ont un taux d'hemoglobine inferieur a 11 g/l
- Le taux d'incidence de la TB est estime a 5 pour 1000
- La malaria est endemique sur 80% du territoire
- Les epidemies sont frequentes et repetees (rougeole et typhoide en 1993 et meningococcemie en 1994)

- La sero/prevalence du VIH atteint 8 a 10% en milieu urbain et a progresse de 1 a 4% en milieu rural
- La sero/positivite au VDRL varie entre 6 et 8% en milieu urbain (2)

TABLEAU I
AUTRES INDICATEURS DE L'ETAT DE SANTE

INDICATEURS DE SANTE	NATIONAL	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL
Nombre de lits par habitant	1/1194	1/253	1/5049
Nombre de medecins par habitant	1/8794	1/2185	1/23210
Nombre d'infirmieres par habitant	1/8660		
Nombre d'auxiliaires par habitant	1/3686		

Le tableau est encore plus sombre si l'on compare les donnees divulguees pour Haiti par le Population Reference Bureau a celles des autres pays de la Caraïbe (4) (Tableau II)

Les problemes d'environnement d'assainissement et d'eau potable sont serieux Selon l'OPS/OMS le reseau d'eau potable aurait diminue de 30 % entre 1991 et 1994

La couverture totale qui devrait être obtenue par l'organisation des regions et districts grâce a une approche par subdivisions geographiques en 4 regions, 15 districts, 60 sous-districts et 600 postes communautaires tenus, chacun, par un medecin communautaire, une infirmiere, deux auxiliaires et 4 agents de sante, a connu du debut de realisation qui s'est rapidement achoppe aux contraintes de toutes sortes dont la plus cruciale etait l'inegale repartition des ressources physiques, humaines et financieres

Les tableaux suivants vous decrivent la situation qui prevalait en 1998 lors de l'etude du personnel faite sous contrat MSPP/IDA et celle plus recente du MSPP decrite en août 1994 (6) (Tableaux III et IV) Le plus grave probleme a ete pourtant la mise en veilleuse de l'Etat pendant une assez longue periode de temps et le gel de la plupart des programmes prioritaires Heureusement que l'elan donne durant la courte periode initiale et la mise en experimentation des SILOS, a laisse sa trace

Pourtant, si le niveau central etait maintenu en lethargie, le niveau peripherique, departemental et local n'a pas cesse de bouger grace a l'assistance fidele de certaines agences internationales d'aide humanitaire et surtout a la presence d'ONG nationaux et internationaux, par l'intermediaire desquels une certaine permanence a ete maintenue dans beaucoup de programmes prioritaires

Aussi la preuve en est que malgre le contexte difficile certains indicateurs de sante ont subi une amelioration, si minime soit elle Sans oublier l'eradication de la polio (7) (Tableaux V VI et VI)

PERSPECTIVES

Les perspectives sont allechantes se basant sur les premices suivantes

1- La reprise en main par le MSPP des programmes de sante et la volonte d'aller de l'avant manifestee par l'organisation des journees de reflexion des 16 et 17 mai 1995

2- La relance de la strategie d'organisation par subdivisions geographiques primitivement appelee SILOS et revisee en UCS Cette approche centripete d'organisation sanitaire est assez prometteuse L'experience est en train d'être tentee par des ONG nationaux et internationaux animes par l'esprit de Sante Publique et bien imbus des principes directeurs du Plan National de Sante tels que dans le Nord-Ouest, CDS dans l'Ouest, l'Artibonite, le Nord et le Nord-Est et CBP dans le Centre Tous ces programmes constituent les laboratoires d'essai ou le MSPP peut puiser a volonte L'exemple de CBP, que nous avons visite recemment, est frappant, c'est l'application integrale de la strategie des soins primaires de sante sous forme de

a La prestation de soins integres de sante

b L'approche communautaire par l'intermediaire des promoteurs, des collaborateurs volontaires, des matrones etc

c La participation communautaire dynamique a travers divers comites (COSAM, clubs des meres ou les membres reçoivent un paquet d'informations dans le cadre d'un programme d'alphabetisation fonctionnelle)

d L'education sanitaire intensive de la communaute par l'information, la formation pour tous les programmes prioritaires de sante pour une prise en charge communautaire Ceci aura pour effet que "la Sante reellement pourra commencer a la maison "

e Enfin l'organisation rationnelle et efficace d'un reseau de reference au niveau des centres de sante satellites et de l'hopital de reference de Pignon ou les malades referes, reçoivent des soins adequats a la satisfaction de la population

Aussi les résultats obtenus sont saisissants pour ne citer que ceux qui figurent dans le tableau suivant (Tableau VIII)

Cela conforte dans l'idée que cette approche est la voie vers la réalisation de l'extension réelle de la couverture sanitaire. Elle nécessitera une étroite collaboration du secteur public et du secteur privé non gouvernemental. Pour y arriver le MSPP doit faire confiance aux ONG et les ONG doivent rechercher cette confiance.

3- Mais la stratégie la plus prometteuse est la nouvelle approche de soins de santé reproductive et sexuelle. Cette nouvelle approche introduit une dimension nouvelle aux soins offerts. La femme n'est plus considérée seulement comme une génitrice dont les besoins de santé se circonscrivent durant la période prénatale et l'accouchement. Maintenant elle est avant tout une femme dont les besoins globaux en santé doivent être satisfaits, en particulier, la santé génésique. Les soins préventifs en santé reproductive et sexuelle visent actuellement à la satisfaction des besoins globaux du couple. Dans cette nouvelle approche, le père de famille réintègre la cellule familiale d'où il semblait avoir été chassé par l'ancienne stratégie de la protection materno-infantile. Le binôme mère/enfant fait place au trinôme couple/enfant. Ces services introduisent un élément plus humain dans les soins, car ils ont une importante composante de "counseling" de "conseil-assistance". Dans ce nouveau contexte la femme se sent plus rassurée car elle reçoit des informations plus conformes à ses besoins. Elle est écoutée, elle sent que son cas est pris en considération, elle est mise en confiance. Cela aboutit à la satisfaction de la clientèle et à une plus grande utilisation des services.

L'enjeu est énorme, mais le MSPP a lui-même identifié les obstacles : une législation dépassée, une politique du personnel inadaptée, le mépris du système traditionnel, la séparation du secteur public et privé, une infrastructure inadaptée, une mauvaise allocation et gestion des moyens financiers (9). Mais le ministère a aussi défini le cadre conceptuel de la nouvelle politique de santé qui doit

- Traduire dans les faits la volonté de répondre à la requête du peuple haïtien en matière d'équité, de justice sociale et de solidarité
- Affirmer le droit à la santé de tous les citoyens
- Permettre l'accès de tous aux soins de santé curatifs et préventifs et aux services d'eau et d'assainissement
- Favoriser la mise en place de structures permettant la participation communautaire, au niveau de la planification et de l'exécution des activités de santé ainsi que de la gestion des ressources (9)

L'enjeu disons-nous est énorme et le MSPP seul ne peut y arriver. Ses interventions doivent se situer au sein d'une action multisectorielle, où seront pris en considération les accomplissements actuels. Il est à augurer que les objectifs de ce symposium seront atteints, définissant les options d'une politique cohérente de population sans laquelle le MSPP pourra

difficilement ameliorer les indicateurs de sante, reflets de l'amelioration de la qualite de la vie du citoyen haïtien

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1- Nouvelle Orientation du Departement de la Sante Publique et de la Population, page 5-8, decembre 1992
- 2- Dr Jean ANDRE Presentation a la 1ere journee de reflexion, 16 mai 1995
- 3- Dr Emmanuel ADE et Dr Jean-Pierre GUENGANT la Planification Familiale dans les institutions de sante en Haiti, août 1994
- 4- POPULATION REFERENCE BUREAU Population Mondiale 1994
- 5- Nouvelle Orientation du Departement de la Sante Publique et de la Population, page 12-14, decembre 1992
- 6- Dr Emmanuel ADE et Dr Jean-Pierre GUENGANT Planification Familiale dans les Institutions de Sante en Haiti, août 1994
- 7- Institut Haïtien de l'Enfance (IHE), donnees preliminaires, EMMUS II
- 8- Comite de Bienfaisance de Pignon (CBP), Indicateurs de Sante 1995
- 9- Dr Jean ANDRE Presentation a la 1ere journee de reflexion, 16 mai 1995

TABLEAU IV

REPARTITION DU NOMBRE, DE LITS, DE MEDECINS, D'INFIRMIERES,
D'AUXILIAIRES PAR DEPARTEMENT GEOGRAPHIQUE (6)

DEPARTEMENT	LITS	MEDECINS	INFIRMIERES	AUXILIAIRES
OUEST	2996	561	527	674
SUD-EST	180	21	41	42
NORD	534	31	52	178
NORD-EST	107	15	11	67
ARTIBONITE	596	69	33	218
CENTRE	362	14	9	105
SUD	436	30	61	264
GRDE/ANSE	216	13	22	160
NORD-OUEST	264	19	29	136

POPULATION ET EDUCATION

Prof Rosny DESROCHES

Haiti se caracterise par une forte demande sociale pour l'education dont les coûts sont pris en charge en grande partie par les familles haitiennes 7,5% de son PIB (si l'on tient compte des depenses privees des parents), est consacre a l'education, soit plus que la moyenne mondiale qui est de 5%

I SITUATION DE L'EDUCATION EN HAITI

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

- 1 La population scolarisable croît au rythme de la population totale (1,9%) et constitue plus de 40% de celle-ci Selon toute vraisemblance, elle aurait déjà depasse le cap des 3 000 000 en 1995
- 2 Le taux d'admission brut (nouveaux inscrits) au CP1 se situe autour de 75% et a connu une tendance a la hausse depuis les annees 1970 Le taux de croissance culmutatif est de 7% par annee, soit 3 fois plus que le taux de croissance demographique
- 3 Le taux brut de scolarisation (rapport entre les effectifs scolaires, tous âges confondus, pour un niveau d'enseignement donne et la population du groupe d'âge vise par ledit (niveau) se situe autour de
 - 74% pour le niveau primaire qui a manifeste une tendance a la hausse durant la derniere decennie,
 - 16% pour le secondaire ou les taux sont restes relativement constants pour la même periode
- 4 Le taux net de scolarisation a l'ecole primaire (rapport entre le nombre d'eleves de 6 a 12 ans et la population des 6 a 12 ans) est beaucoup plus faible (43,82%) selon les dernieres estimations officielles Cependant, la proportion, d'enfants de 6 a 2 ans scolarises est beaucoup plus elevee (60% environ) si l'on tient compte de la quantite d'eleves de cette tranche d'âge qui se retrouvent au "prescolaire"
- 5 Les difficultes d'accès a l'education provoquent le probleme des "surâges" (eleves ayant depasse d'un an au moins l'âge officiel de la classe) qui representent
 - 48% des effectifs du prescolaire,
 - 70% des effectifs de 1ere annee primaire,
 - 88% des effectifs en CM2

6 L'expression considerable des effectifs scolaires est constatee surtout dans le secteur prive, lequel a manifeste un dynamique impressionnant face a l'incapacite de l'Etat de repondre a la demande croissante pour l'education Le rapport Secteur Prive/Secteur Public est globalement de 80%/20°.

7 Le taux d'analphabetisme se situe autour de 47% pour l'ensemble de la population adulte (15 ans et plus et 52.6% pour le groupe des femmes)

8 La part des filles dans les effectifs scolaires est relativement egale a celle des garçons tant en premiere annee primaire qu'a l'admission en 6eme secondaire Par contre, ces dernieres ne representent que 42% des effectifs des classes de Rhetorique et 38% de ceux des classes de Philosophie

II EDUCATION ET VARIABLES DEMOGRAPHIQUES

1 Des l'annee 1983 le gouvernement haïtien a decide d'introduire l'education en matiere de population dans le systeme educatif afin "d'adopter une reponse educative aux questions de population, de vie familiale et d'environnement" Un curriculum a ete elabore pour les 2eme et 3eme cycles de l'enseignement fondamental, avec l'appui de l'UNESCO et du FNUAP

2 Les difficultes d'application de la reforme ont eu des contre-coups sur l'implantation d'un tel programme A part quelques elements introduits ça et la dans les cours de Sciences Sociales, l'education formelle ne s'est pas vraiment approprie ce projet Par contre, quelques initiatives de type informel existent et visent surtout le public des adultes (jeunes adultes et parents)

3 L'enquête sur la fecondite effectuee en Haiti en 1977 a revele que le nombre d'enfants desire est inversement proportionnel au degre d'instruction des femmes

4 Le manque d'insfrastucture locales pour l'education augmente le taux de migration interne (vers les grands centres urbains)

5 Il s'avere urgent que les responsables d'education pretent une attention particuliere aux problemes de population de façon a contribuer efficacement a la recherche et a la mise en oeuvre des solutions adequates

Florival
Oge
Clerisme
Pierre Louis

INTRODUCTION AU PANEL 3 "POPULATION ET POLITIQUE"

Prof Pierre Joseph FLORIVAL

SOMMAIRE

I INTRODUCTION

Consideration sur Population et Politique, le theme central du Panel III (definition, etendue ou champs couverts, justification du choix des sous-themes,)

II MODE D'ARTICULATION ENTRE LES SOUS-THEMES RETENUS ET RAPPORTS

III PRESENTATION DE L'ENSEMBLE DU TRAVAIL CONDUIT AU NIVEAU DU PANEL III

A. Population et Regimes Politiques passes en Haiti

B Population et Societe Civile

C Population et Statut de la Femme

IV CONCLUSION

Perspectives d'avenir et voeux de bonne besogne aux panelistes, animateurs des ateliers, personnes-ressources et aux participants des ateliers et parole accordee aux panelistes des ateliers

I INTRODUCTION

Consideration sur le theme central du Panel III "Population et Politique"

"Population et Politique" a côté de "Population et Economie" et de "Population et Realites Sociales," constitue l'une des grandes composantes retenues du Symposium National "Population et Developpement Humain" Theme central du Panel III, "Population et Politique" represente un binome complexe miroitant une pluralite de champs, eu egard a la connotation attribuee au concept "Population" dans la litterature socio-developpementiste moderne Universellement acceptee et reconnue, la population est une resultante qui met en branle tous les secteurs vitaux, biologiques, sociales, economiques et autres La population touche a tout ce que l'homme fait dans son existence et dans son environnement physique et social La population est donc un tout qui prend en compte une panoplie de champs et qui motive un certain charx dans son approche operationnelle en fonction de l'importance, du poids et de la valeur accordes a chacun des elements consideres

Or, pour le cas qui fait presentement l'objet de notre examen (Population et Politique), nous privilegions trois domaines ou sous-themes savoir "Population et Regimes Politiques", "Population et Societe Civile" et "Population et Statut de la Femme" Mais qu'est ce qui justifie l'intervention de ces derniers?

Plusieurs raisons dont la principale provient de l'observation et du constat negatif de la situation de la population en Haiti Observation et constat qui s'expriment en terme de valeurs et pratiques culturelles, de valeurs et pratiques sociales, de valeurs et pratiques historiques, de valeurs et pratiques politiques, de valeurs et pratiques educatives, en terme de carences C'est ce qui engendre la côte totalement basse de l'appréciation du developpement humain dans notre societe

En liant Population a Politique, le couple ainsi forme est appele a explorer toute une serie de paysages politiques de l'Independance en 1804 jusqu'aux periodes les plus recentes (Regimes Politiques passes), de paysages sociaux, organisationnels et institutionnels (Societe Civile) et de paysages culturels, economiques, sanitaires, psychologiques, juridiques, sociologiques (Statut de la Femme) sur la base de leur fontionnement, sur celle des tâches accomplies au profit de la population, sur celle d'etudier les manieres et les moyens jusque-la utilises par le contexte socio-politique en vue de resoudre les difficultes confrontees par la population dans sa dynamique et sa relation avec les institutions aptes a encadrer et a encourager sa participation a tous les niveaux.

II MODE D'ARTICULATION ENTRE LES SOUS-THEMES RETENUS ET RAPPORTS

Les trois sous-themes retenus "Population et Regimes Politiques Haitiens Passes", "Population et Societe Civile" et "Population et Statut de la Femme" s'integrent au theme central du Panel III "Population et Politique" Ils s'articulent sur un ensemble de facteurs, valeurs et pratiques qui sont d'ordre politique, historique, culturel, economique, social, educatif,

administratif, psychologique, institutionnelle, facteurs, valeurs et pratiques qui se retrouvent dans les paysages les plus immédiats conditionnant les démarches des structures des régimes politiques, de la société civile et celles encadrant la vie et le cadre d'évolution de la femme haïtienne

Ainsi, les rapports entretenus par les sous-thèmes en question se situent au niveau des faits empiriques qui permettent de faire remarquer une inextricable embrication entre les régimes politiques, la Société Civile et le Statut de la Femme. Les carences sus-identifiées trouvent leur principale expression dans les régimes politiques passés qui n'ont pas pu assumer véritablement leurs rôle et mission, préparant à garder la société civile et la femme, (épine dorsale de la vie économique et socio-culturelle nationale), en état. La société civile et la femme haïtienne sont toujours prises en otage par les régimes politiques qui tirent d'ailleurs leur personnel des familles, ces familles n'ont pas jusqu'à présent bénéficié de l'appui nécessaire, en vue de faire émerger un nouvel homme haïtien.

III PRESENTATION DE L'ENSEMBLE DU TRAVAIL CONDUIT AU NIVEAU DU PANEL III

L'opérationnalisation du panel se concentre surtout sur trois sous-thèmes. Elle donne lieu à trois expositions et à trois ateliers de travail dont les titres sont

- A. Population et Régimes Politiques Passés en Haïti
- B. Population et Société Civile
- C. Population et Statut de la Femme

A. POPULATION ET REGIMES POLITIQUES PASSES EN HAÏTI

Ce sous-thème mise sur les approches des différents gouvernements haïtiens qui se sont succédés au pouvoir, de 1804 jusqu'aux époques les plus récentes. Il permet de déceler que les rapports, visant à intégrer la population dans sa dynamique à son environnement en bénéficiant de l'encadrement nécessaire, sont des soucis secondaires de ceux-la qui ont été au timon des affaires publiques haïtiennes. La population a été plutôt victime au lieu de connaître des améliorations dans ses conditions d'existence. C'est ce qui explique le sous-développement humain d'Haïti avec une population en majorité pauvre, analphabète, dépourvue d'emplois rémunérateurs, n'ayant pas accès à la couverture médicale et sanitaire ainsi qu'à l'eau potable, en un mot, la situation socio-économique de la population est chaotique ou les infrastructures socio-économiques sont déficientes et parfois même inexistantes.

Et aujourd'hui, le peuple réclame de toute sa force sa part du gâteau national en vue de satisfaire ses besoins fondamentaux, dont la santé, l'éducation, le logement, la justice, l'emploi, la justice sociale, la consommation, l'accessibilité à un certain ordre de choses. La population a trop souffert de ces maux endémiques et demande d'implanter en Haïti une nation où il fera bon vivre pour tout le monde.

B POPULATION ET SOCIETE CIVILE

"Ensemble d'institutions par lesquelles les individus poursuivent leurs intérêts communs et organisent ainsi la division du travail social sans interference de l'Etat" (Madeleine Grawitz, 1989, page 638), la société civile embrasse toutes les formes d'organisations sociales en dehors du secteur public la famille les différents types d'associations, les organisations locales, les partis politiques, les organisations non gouvernementales, etc

En Haïti, la société civile se révèle faible et sa constitution laisse à désirer parce que les gouvernements passés ont voulu tout contrôler et tout maîtriser en fonction de leurs intérêts égoïstes, différents de ceux de la majorité de la population. Le rôle joué, par les gouvernements haïtiens, de 1804 à ces derniers temps, ne permet pas à la population de bénéficier de l'assistance sociale, que les gens soient du 3ème âge, des enfants ou des malades

De la façon dont les gouvernements signalés ont agi, l'on peut dire que la société civile a évolué en marge de ceux-la qui ont fait la pluie et le beau temps puisque que ceux-la, précisément, étaient détenteurs du pouvoir, de l'argent et de la force

La société civile haïtienne, de ce fait, accuse un manque total d'unité et se trouve dans l'impossibilité de remplir éminemment bien sa principale mission au niveau du développement national, loin d'être forte, elle paraît comme délabée et ne peut pas constituer, un partenariat digne et efficace au côté du gouvernement, si celui-ci s'engagera à entreprendre à assurer le processus d'épanouissement de notre population

C POPULATION ET STATUT DE LA FEMME

"Moyenne des positions occupées sur un certain nombre d'échelles de valeurs" dans la santé, l'économie, l'éducation, l'occupation, les responsabilités sans la famille, le droit ou la législation, la pauvreté, le développement, le statut de la femme haïtienne balise une série de facteurs ou d'indicateurs qui permettent de fixer le rôle combien grand et important joué par la femme dans notre société et dans notre économie. Ces indicateurs de base offrent le privilège d'éclairer, une fois de plus, la situation de la femme haïtienne, une situation compliquée où la femme, nerf moteur de notre société et de notre économie, évolue dans un contexte d'incompréhension, nourri et animé par un système de valeurs socio-culturelles négatives

Fort de ce constat, la femme haïtienne en appelle à un changement global total de qui dépendront l'émergence d'un nouvel homme haïtien et celle d'une société nouvelle harmonisée, ouverte aux autres, reconnaissant désormais la véritable égalité entre les Haïtiens et les droits fondamentaux des individus. C'est pour la femme haïtienne le point de départ du développement de la société haïtienne et de celui du développement de l'homme

IV CONCLUSION PERSPECTIVES D'AVENIR

Somme toute, la brève présentation introduisant le Panel III "Population et Politique" sa dimensionnalisation "Population et Régime Politiques", Population et Société Civile" et

"Population et Statut de la Femme", montrant l'articulation et les rapports de ces sous-themes en fonction de leur importance et de leur pertinence sur le plan du developpement humain et esquissant les grandes lignes de chacune des communications des panelistes Il convient d'augurer que le changement de la societe haitienne est pour bientôt, que la revolution culturelle, qui doit precéder tout processus d'amelioration collective est a ses debuts, que le developpement humain est plus qu'une necessite en Haiti, que la societe haitienne, consciente des problemes majeurs auxquels elle est confrontee, se doit de trouver des solutions valables, que la communaute nationale gagnera, cette fois-ci, sa lutte puisque la femme est au centre d'un debat aussi important

Ne faut-il pas se souvenir du vieil adage qui stipule que ce que la femme veut, Dieu le veut La femme, etant au coeur de la question et la grande pourvoyeuse du personnel de la societe, a cote des autres composantes, gagnera et facilitera l'avenue d'une nouvelle civilisation et d'une nouvelle ere ou la politique de population, qui doit être un ensemble coherent de mesures sociales, economiques demographiques decidees en vue d'assurer un rythme optimal de la population nationale en conforme avec les ressources disponibles et les objectifs globaux du developpement sera implantee

POPULATION ET REGIMES POLITIQUES

Monieur Branly OGE

I INTRODUCTION

LA VIE DE L'HOMME EN GROUPE AVANTAGES ET OBLIGATIONS

"L'homme est un animal social" nous dit Aristote. Son evolution, son epanouissement et sa survie sont conditionnes par l'etablissement et le maintien de rapports avec sa famille et/ou sa communaute. La vie associative est a la fois un besoin, une necessite et une obligation pour l'être humain. La regeneration de l'espece humaine et la perpetuation de la famille et de la communaute exigent la vie en association. En outre, l'existence des rapports sociaux offre a l'individu divers avantages.

Ainsi, l'homme qui vit en societe, peut satisfaire ses besoins primaires, pallier a une carence d'aptitudes, beneficier de protection de justice, de droits et de privileges et oeuvrer en toute quietude au bonheur et au bien-être de sa famille.

Neanmoins, les avantages et interets, decoulants des rapports de l'individu avec ses semblables, ne s'obtiennent pas sans contrepartie. Un membre d'une communaute quelconque est astreint a certains devoirs et obligations. Il abandonne certains droits individuels ou egoistes au benefice d'autres droits collectifs et avantageux pour la majorite. Il se soumet egalement a la volonte de cette majorite et consent a obeir aux institutions et mesures erigees par et dans l'interet de la communaute. Ce "contrat social", comme l'appelle Jean Jacques Rousseau, octroie a l'individu des droits sacres inviolables et inalienables, droits qui, comme vous le savez, ont ete conquis au prix de longues luttes et de lourds sacrifices. Parmi ces droits, citons

- Droit a la vie et au respect de la vie
- Droit d'association et de reunir
- Droit de mener une vie decente

Pour ce faire, il importe que soient creees des structures, que soit etablie une politique, que soient appliquees des mesures destinees a offrir aux differentes composantes et aux differents elements de la population la possibilite de jouir de ces droits et privileges.

II LIENS ENTRE DEVELOPPEMENT ET POPULATION

Quand on compare certaines nations, on constate qu'elles n'ont pas toutes le même niveau de progres, en d'autres mots, qu'elles n'ont pas toutes le même degre de developpement socio-economique. Partant du principe que l'une des raisons qui porte l'individu a s'integrer dans une communaute et a consentir la perte de certains droits et privileges, c'est la possibilite

de bénéficier des avantages découlant du développement. Il nous faut à présent déterminer les rapports existant entre la population et le développement.

La population peut se révéler un facteur de progrès, un facteur de développement. L'exemple de Bertrand d'Ogeron peut nous aider à illustrer ce point de vue. Sitôt nommé gouverneur de Saint Domingue, Bertrand d'Ogeron procéda à un recensement de la colonie et arriva à la conclusion que la population d'alors était inadéquate pour la réussite de la politique économique. Il prit des mesures en vue d'augmenter la population et, en un rien de temps, il occasionna le développement économique colonial.

La population peut être également un obstacle, un frein au processus de développement socio-économique d'un pays. Quand la population est nombreuse, sous-qualifiée et majoritairement analphabète, quand par-dessus le marché, le territoire et les ressources de toutes sortes sont limitées, voire insuffisantes, quand les attentes à combler sont immenses, la population constitue donc un obstacle de grande envergure et un facteur d'instabilité socio-politique. Il en est de même pour la démocratie. Telle est la situation que nous vivons actuellement en Haïti.

III LE SOUS-DEVELOPPEMENT HUMAIN EN HAÏTI

Nous vivons dans un pays qui a un fort taux d'analphabétisme, un pays dont les gouvernements ont toujours traité l'éducation en parent pauvre. En effet, le budget alloué au Ministère de l'Éducation, le salaire, les conditions de vie et de travail des enseignants, les curricula d'études, la faible quantité d'écoles publiques, l'absence de lycées techniques, de structures préscolaires publiques, et la mauvaise qualité des écoles professionnelles publiques pénalisent les défavorisés et leur enlèvent toute réelle chance de mobilité socio-économique. En outre, de nombreux parents n'ont pas la capacité d'assurer les frais d'entrée ou de scolarité réclamés dans les institutions privées. D'où un fort taux de déperdition et de redoublement enregistré annuellement. Tel qu'il existe, le système éducatif haïtien ne peut aucunement engendrer le développement économique, voire le développement humain du pays. Contrairement à ce que dit Henri Christophe, notre éducation ne peut "élever l'homme à la dignité de son être". Notre taux de chômage est très élevé. Ceux qui travaillent sont majoritairement sous-employés et le secteur informel (avec tous ses aspects négatifs) joue un rôle prépondérant dans la vie économique du pays. Bon nombre de concitoyens de plus de 30 ans n'ont jamais, (en dépit d'efforts répétés) travaillé et sont condamnés à une dépendance humiliante vis-à-vis de leurs parents et amis, et sont forcés par les circonstances à vivre d'expédients, de compromis et/ou de compromissions. Le démantèlement familial est quasi consommé. Pour des raisons économiques ou autres, les parents à l'étranger, à la campagne, dans une ville différente ou évoluent leurs enfants. La protection et la sécurité sociale n'existent pas à proprement parler. Ainsi, à la mort du chef de famille, les enfants et des familles tombent dans la misère. La femme, vecteur principal des valeurs et normes d'une société ont un statut de second ordre et ne bénéficient pas, de même que les enfants et vieillards, d'une assistance nutritionnelle susceptible d'engendrer le développement humain.

Beaucoup d'Haitiens n'ont pas acces a l'eau potable, aux soins de sante et d'hygiene La couverture medicale et sanitaire est inadeguate et l'etat ne dispose pas de ressources suffisantes

Les infrastructures routieres, de communication et de telecommunications sont en mauvais etat

Au niveau politique, le peuple reclame a grands cris (et avec raison) la satisfaction de ses besoins, la justice, la justice sociale et une plus large participation aux institutions et aux decisions interessant la chose publique Vivant dans des conditions infrahumaines, ils reclament la promotion de l'ideal judeo-chretien, une meilleure politique d'aménagement du territoire, de sorte que le depensissement des campagnes et des provinces, l'exode rural, l'exode des cerveaux et le phenomene des boat people ne soient plus symboliques d'Haiti

IV BILAN DE REALISATION DES REGIMES POLITIQUES PASSES

Cette situation n'est pas nouvelle Elle n'a pas apparue du jour au lendemain Elle est le resultat et la consequence des politiques appliquees par les differents gouvernements places a la tete du pays depuis notre independance en 1804 La cause originelle de tout cela c'est le fait que l'Etat preceda la nation et non vice-versa Ainsi il en resulta que la nation (y compris la population) se trouva au service de l'etat et de ses dirigeants qui n'ont jamais vraiment oeuvre dans le sens des interets de nos concitoyens L'integration sociale et politique n'a pas ete non plus une priorite des regimes politiques qui, jusqu'a une date recente, dirigerent les destinees de la nation Le seul souci de ces elites d'alors, c'etait la promotion, la defense et la sauvegarde de leurs interets particuliers Les doleances et revendications de la majorite de nos concitoyens ne retenaient pas a proprement parler l'attention des gouvernements L'etablissement et le fonctionnement de structure et de mesures susceptibles d'offrir aux defavorises la possibilite de mobilite socio-economique et la capacite de contribuer a l'eclosion de la democratie ne figurerent pas vraiment sur l'agenda des differents regimes politiques

A la lumiere de tout cela, il est tout a fait aise de comprendre que des problemes majeurs tels que le chomage, l'education, la sante, les infrastructures, l'inadeguate de nos institutions et l'etablissement d'un systeme politique viable n'ont pas pu être resolus D'ou, l'acuite de la crise socio-economico-politique que vit le pays depuis quelque temps

Qu'il s'agisse de la migration et de l'emigration de nos citoyens, qu'il s'agisse des plaies endemiques qui rongent le tissu socio-economique, qu'il s'agisse de la degradation de notre environnement, tout cela traduit d'une part, la determination de nos laisses-pour-compte de ne plus se comporter en victimes et d'autre part, l'urgente necessite d'y trouver rapidement des solutions

En matiere de population, il est notoire que les regimes politiques passes n'accorderent qu'une importance secondaire au developpement economique, social et politique des ressources du pays De ce fait, ils retarderent notre marche vers le progres et sont pleinement responsables de la problematique actuelle

Le caporalisme agraire de DESSALINES de CHRISTOPHE et de PETION, l'obscurantisme de BOYER ne pouvaient aucunement contribuer au developpement economique et politique du pays. La soit-disant revolution liberale initiee a partir de 1843 ne visait qu'a l'amelioration d'un petit nombre de citoyens et n'affecta pas les structures politiques du pays. 1915 et les evenements qui l'occasionnerent fournirent la preuve que la population nationale etait insatisfaite. Des changements operes dans les structures economiques, politiques et social que cette population reclamait une nouvelle approche politique des grandes questions d'interet national. 1946 elargit un petit peu le cercle des dirigeants, mais la population dans sa grande majorite n'en beneficia pas. De toute facon la population ne se reconnaissait pas dans "ces gouvernants choisis dans l'ombre de combinaisons parlementaires par de petits groupes de politiciens professionnels"

Les rares structures ergees depuis lors, les faibles politiques appliquees depuis lors n'ont pas vraiment apporte des solutions valables aux problemes fondamentaux de la population. Ainsi les mesures relatives au planing familial, a l'emploi, au chomage, a l'urbanisation, a la disponibilite des service, et des infrastructures, les aspects lies a la justice sociale et a la participation politique n'ont ete, que des pis-aller. La creation et le fonctionnement du CONAPO cree en 1986 et implante effectivement en 1989 illustrent bien ce point. Le Conseil National de Population (CONAPO) ne dispose pas des ressources humaines financieres et materielles qui pourraient l'aider a mener bien sa mission principalement celle d'offrir aux dirigeants, scientifique et chercheurs des donnees pertinentes capables d'eclairer et d'influencer leurs visions et leurs strategies d'action.

V CONCLUSION

PERSPECTIVES D'AVENIR ET RECOMMANDATIONS

Ainsi, a la veille du 21eme siecle, le pays se trouve dans une situation ou la population reclame ici et maintenant la satisfaction de ses besoins, l'etablissement et/ou le renforcement de structures administratives et politiques modernisees ainsi qu'une reelle participation politique. En d'autres termes, la population refuse "la democratie sans le peuple". Elle reclame une politique de developpement soucieuse de justice sociale, de mobilite socio-economique et de reelle participation a la chose publique.

Ceci n'est pas une tache facile et son ampleur ainsi que sa complexite ont peut-etre derouage plus d'un gouvernement. Toutefois, il appartient a un gouvernement responsable de se pencher sur tous les problemes, particulierement les plus cuisants et ceux qui affectent la majorite. La decision de la Secretairerie d'Etat a la Population, de l'Association de Sante Publique d'Haiti (ASPHA) et de l'Association pour la Promotion de la Famille Haitienne (PROFAMIL) d'organiser ce symposium nous donnent une lueur d'espoir et nous porte a croire que la communaute haitienne, par le biais de son gouvernement, aura desormais une approche et une politique rationnelles concernant les liens entre le developpement et la population.

Pour la concretisation de cette politique, il serait bon de

- a) moderniser, de renforcer et dynamiser les institutions,
- b) mener une campagne d'éducation civique,
- c) procéder à la formation des élus et des hauts fonctionnaires de l'administration publique afin qu'ils soient mieux imbus de leur devoir, obligations, et responsabilités et du fait qu'ils sont au service de la nation et non vice versa,
- d) promouvoir et de respecter les droits humains,
- e) bannir du vocabulaire quotidien et officiel des termes et expressions qui avilissent et diminuent le citoyen et entravent psychologiquement son développement

A en juger par l'éventail des participants et la qualité de leurs interventions, il n'est pas exagéré d'affirmer que ce symposium était bien préparé

Cette conviction est d'autant plus renforcée que ces entités organisatrices ont pris soin de faire appel à des institutions et personnalités représentatives de toutes les couches et tendances sociales du pays. À notre humble avis, une pareille démarche ne peut qu'engendrer du succès et permet de reconfirmer l'importance globale de la question de la population et du développement en Haïti. Ce qui, d'ailleurs, motive l'implantation d'une institution forte, autonome capable de gérer valablement les problèmes de population dans leur diversité. L'audace même de cette heureuse initiative contribuera à son succès. Est-il bon de rappeler que ceux qui mettent très haut leur idéal sont toujours animés de bonne foi et de bonne volonté. Foi et volonté qui s'allient toujours pour se déboucher sur des résultats concrets justifiés par l'histoire.

SOMMAIRE

- I- Introduction La vie de l'homme en groupe avantages et obligations
- II- Liens entre Developpement et Population
- III- Le sous-developpement humain en Haiti
- IV- Bilan de realisation des regimes politiques passes
- V- Conclusion Perspectives d'avenir et recommandations

SOCIETE CIVILE

Monsieur Calixte CLERISME

I INTRODUCTION

Le terme societe civile est jusqu'ici tres peu connu de la population haitienne C'est pourquoi nous avons juge necessaire des le depart de le definir Selon Shils, "la societe civile designe l'ensemble des institutions par lesquelles les individus poursuivent leurs interets communs et organisent ainsi la division du travail social sans interference de l'Etat" (Grawitz M 1989 p 638) Elle embrasse toutes les formes d'organisations sociales en dehors de l'Etat la famille, les differents types d'associations , les organisations locales, les O N G organisation non gouvernementale, les partis politiques etc

Nous partons de l'hypothese qu'il existe une relation assez etroite entre le degre de developpement d'un pays et le niveau d'organisation de sa societe civile"

Dans presque tous les noirs partout de l'hypothese les pays du tiers monde on constate une faible constitution de la societe civile Au niveau d'Haiti cette faiblesse de la societe civile a marque notre histoire de peuple, elle a caracterise a un moment ou a un autre presque toutes nos institutions sociales de base institutions religieuses, educatives, economiques, recreatives etc

Quelles sont les causes et les consequences de ce phenomene au niveau national? Nous n'avons pas la pretention de repondre seul a cette question Nous nous proposons d'esquisser un diagnostic sommaire des principales composantes de la societe civile haitienne, en vue de provoquer des debats susceptibles de projeter plus de lumiere sur les causes et consequences de cette faiblesse de notre societe en vue d'aboutir a des suggestions et recommandations pouvant nous permettre d'instaurer progressivement au pays une societe civile forte, capable de jouer un role determinant dans la dynamique de notre population et dans le processus developpement national

II ESSAI DE DIAGNOSTIC AU NIVEAU DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE HAÏTIENNE

Essayons d'esquisser un certain diagnostic au niveau des composantes suivantes de la société civile la famille les associations et organisations locales, les ONG, les partis politiques etc

II 1 LA FAMILLE COMME COMPOSANTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Selon certains, "la famille est l'institution la plus forte en Haïti et la seule où l'Haïtien est vraiment intégré" Certes "la famille a toujours représenté une cellule de base importante de la société haïtienne d'autant que l'État haïtien n'assurant presque aucun rôle d'assistance sociale aux personnes âgées, aux enfants aux malades, bref à ceux qui auraient besoin de services que les États modernes fournissent c'est la famille haïtienne qui assume depuis toujours ce rôle" (Tardieu Charles, 1993 P 78)

De plus, comme dans la plupart des sociétés traditionnelles, c'est la société communautaire qui prédomine encore en Haïti, particulièrement dans le milieu rural, cette société est fortement familiale, en ce sens que le système de parenté est un facteur de poids pour l'intégration socio-culturelle

À l'instar des pays plus développés, cette société haïtienne commence à évoluer vers la société grande, complexe associative qui se caractérise par certains éléments opposés à ceux de la société communautaire

Pour bien saisir les changements qui affectent la cellule familiale haïtienne il faut se rappeler qu'en plus du contexte international actuel, cette famille est en grande partie influencée par des colonies de migrants haïtiens en Amérique et dans la Caraïbe En raison de cette migration qui représente environ 1/6 de la population haïtienne estimée à 7 millions, il n'existe guère de famille haïtienne dont un membre proche ou éloigné ne vit pas en dehors du pays La grande majorité de ces migrants maintiennent des rapports étroits avec les parents restés au pays De ce fait ces migrants exercent une influence assez forte sur les familles haïtiennes et sur notre société civile en général

Il faut s'attendre à ce que le soutien social procuré jusqu'ici aux individus dans le cadre de la famille élargie, diminuera au fur et à mesure qu'on évoluera vers la famille nucléaire Un vide important sera ainsi créé, ce qui nécessitera la mise en place de dispositifs de sécurité sociale, d'encadrement psychologique compensatoire

Par ailleurs, il convient de signaler certaines caractéristiques ou particularités de cette famille haïtienne qui constituent souvent des faiblesses surtout dans la perspective de la dynamique de population Par exemple, la polygamie, bien que non avouée, est assez courante en Haïti Cette pratique est ancrée depuis longtemps dans notre culture

L'anthropologue haïtien Jean Price Mars a signalé dans son livre "Formation Ethique, Folklore et Culture du peuple Haïtien", paru en 1939, que fort souvent dans une zone de moins de 500 mètres carrés un homme peut avoir deux ou trois femmes" Jean Baptiste Romain, de son côté écrit que, La polygamie ou plus exactement la polygynie constitue une nécessité pour une catégorie de gens parmi lesquels il convient de citer le chef de section rurale, le Bokor (prêtre vaudou), le père savane, certains hougans

"Avoir plusieurs femmes ajoute un peu à leur rayonnement social, à leur prestige "
(Romain J B 1959 p 39)

II 2 ESSAI D'ANALYSE CONCERNANT LES ASSOCIATIONS ET LES ORGANISATIONS COMME COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Accédant à l'indépendance en 1804, l'État haïtien a importé le modèle étatique de l'ancienne puissance dominante. À l'instar de l'administration coloniale organisée sur un modèle de pouvoir où la vie quotidienne relevait tout récemment encore du militaire, le pouvoir de l'État en Haïti semble toujours avoir été marqué par la prégnance de l'élément militaire sur l'élément civil, par l'antagonisme constant entre ces deux composantes. Mais l'armée vient d'être dissoute en Haïti. Il reste à savoir qu'elle en sera les conséquences sur la société civile.

Reagissant aux initiatives des gouvernements successifs, qui ne favorisaient guère son épanouissement, la population a mené une série de négociations et de mouvements qui avec le temps ont débouché sur la formation d'associations de producteurs, d'associations socio-professionnelles etc. Ces associations professionnelles particulièrement en grande partie sont constituées d'éléments des groupements dominants qui souvent visent leurs intérêts personnels au détriment de ceux des dominés. Il existe environ une vingtaine de ces associations socio-professionnelles actuellement. Il faut mentionner également les agences de presse au nombre de sept (7), et les stations de radio qui sont au nombre de 35 environ.

D'un autre côté la catégorie de population dominée a essayé de suppléer à l'incurie ou à la carence de l'État en forgeant des éléments de société civile essentiellement composés de catégories dominées dont les besoins n'intéressent guère le système dominant.

Il convient de mentionner le mouvement Tete-Kole-te paysan, aussi Soley leve ayant des ramifications à travers les différents départements géographiques du pays, et qui ont constitué des groupements de pressions importants en faveur de la démocratie, ces mouvements comptent des millions de membres. Citons également le Mouvement Paysan du Plateau central (MPP) dirigé par Chavanne JEAN-BAPTISTE et qui a été rudement persécuté après le coup d'état de 1991 en raison de sa participation active aux élections Décembre 1990.

On n'oubliera pas le mouvement tet ensamb du nord-ouest qui ont été victimes des massacres de Jean Rabel 1987. Lors de l'affrontement entre des grands dons du Nord-ouest et des petits paysans, nombreux de ce mouvement tet ensamb dirigé par le Clergé catholique ont été massacrés. D'après certaines estimations il y aurait une dizaine de centrales syndicales présentement au pays et plus de 900 associations syndicales. Beaucoup de ces mouvements

comme les syndicats de travailleurs, les organisations populaires ont été violemment réprimées, ou persécutées

"Citons pour exemple la restriction des libertés individuelles ou encore les limitations imposées à la négociation ouvrière au nom du renforcement de la démocratie ou d'une amélioration des réalisations économiques, la persécution des institutions et des modes de pensée locale (Jean Casimir 1990 p 190)

Les éléments de l'élite intellectuelle n'ont pas été épargnés quand ils s'opposaient au pouvoir étatique. Les organes de théâtre, de presse ont été souvent persécutés. Citons par exemple l'événement du 28 Novembre 1980 où une conférence programme par la ligue des droits de l'homme a été boycottée par le pouvoir public. Des personnalités éminentes venues assister à cette conférence ont été frappées, molestées, mystifiées. Beaucoup d'intellectuels importants sont allés laisser le pays ou se mettre à couvert à la suite de cet événement macabre.

Une autre stratégie adoptée par les pouvoirs politiques consiste à chercher à contrôler les éléments de société civile populaires devenus importants. C'est ainsi que vers les années 1978 fut créé "le CONAJEC", Comité National d'Action Jean Claudiste dont un des buts était de s'allier les principales forces vives de la nation haïtienne. De plus en 1982 a été fondé "le CONACOS" Conseil National de Coordination de Supervision (des Conseils et Organismes similaires)

La plupart des mouvements d'action communautaire ont été en grande partie inféodés au Jean Claudisme. De sorte qu'à la chute de Jean Claude Duvalier, en 1986, la plupart des conseils communautaires ont été dissous et beaucoup de leurs responsables ont dû gagner le maquis. Beaucoup de conseils communautaires éclatèrent alors en petits groupements communautaires surtout dans les zones d'interventions des ONG. Rappelons que vers 1980, il existait environ 460 conseils communautaires officiellement reconnus, totalisant environ cent cinquante huit mille quatre cent (158 400) membres, alors que le nombre de groupements atteignait environ six mille (6000), suivant des estimations de (l'ONAAC) Office National d'Action Communautaire.

Mais parlant de l'impact des organisations paysannes et du mouvement d'action communautaire en général Jean Jacques Honorat a écrit : Le développement communautaire, tout en ayant le mérite de susciter un sensible éveil de la conscience paysanne, ne s'est adressé jusqu'à présent ni à l'aberration de notre structure foncière, ni à l'insécurité de la production agricole, ni au vice fondamental de nos circuits de commercialisation, ni à la faiblesse technique des infrastructures et de l'équipement de notre secteur rural"

Dans ce même ordre d'idées, le mouvement d'action communautaire n'a pas eu jusqu'ici d'impact significatif sur notre dynamique de population. Il serait pourtant possible d'utiliser ces organisations comme des cellules de base en vue de diffuser des idées de planification familiale au niveau des communautés rurales particulièrement, et de les engager résolument dans notre processus de développement économique et social.

DES CONFESSIONS RELIGIEUSES

Dans le cadre de votre société civile, l'on ne saurait pas sous silence les confessions religieuses dont les trois principales actuellement sont le catholicisme, le protestantisme et le vaudou. L'influence de ces confessions religieuses sur les consciences collectives et individuelles a été importante tout au cours de notre histoire. Beaucoup d'événements politiques, de mouvements de protestations populaires, de réaction au niveau de certains secteurs ont été en grande partie influencés par l'une de ces grandes confessions religieuses. Une série d'associations ou mouvements qui ont une emprise plus ou moins grande sur leurs membres et sur notre société en générale. Citons parmi ces associations et mouvements, au niveau de la confession catholique les ktkl k ti komite, legliz qui se sont multipliés à partir des années 80, et constituant des groupes de pressions importantes, inspirées depuis l'introduction de la théologie de libération en Haïti. Le mouvement des croisées, et des kiro, des écoles congrégationnistes, la légion de Marie, le mouvement charismatique etc. Les mouvements d'action catholique Jeunesse Etudiante Catholique (JEC), Jeunesse Universitaire Catholique (JUC), Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC). Au niveau de protestantisme il y a lieu de mentionner, les associations de jeunesse protestantes, les Gedeon, les colporteurs, l'Armée du Salut etc.

Au niveau du vaudou il y a lieu de mentionner le mouvement Racine, ou association des vaudouisants

- l'association de Souvenance aux Gonarves pour ne citer que ceux-la

Dans une société en mutation ces différentes confessions religieuses ont été à s'ajuster dans certaines mesures au temps, tout en conservant l'essentiel de leur identité morale et philosophique, si elles veulent conserver leur prédominance comme composante de la société civile. Une des préoccupations de ces confessions religieuses devraient d'établir avec l'État un partenariat progressiste visant au développement du pays et à l'épanouissement des populations, du même coup. Ces confessions auraient une action importante et bénéfique sur la dynamique de votre population.

II 3 DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES O N G

D'une manière générale l'émergence des O N G en Haïti à partir de 1970, est non seulement liée à des conditions socio-économiques déplorables mais a aussi été favorisée par l'attitude démissionnaire de l'État face à la misère du peuple, le caractère égocentriste des classes dominantes haïtiennes.

Il est difficile d'obtenir un chiffre précis sur le nombre d'O N G opérant à travers le pays. Les différentes estimations avancées varient d'une source à l'autre et aucun inventaire précis n'a été effectué en ce sens par les pouvoirs publics. Toutefois selon les informations fournies par certaines agences d'aide au développement le nombre d'O N G opérant en Haïti oscillerait entre 800 à 1000 vers les années 90.

De plus un grand nombre d'associations et d'ONG ont vu le jour au cours de ces dernières années. Depuis 1990, les observations suivantes ont été faites concernant les ONG

- a) Prolifération des ONG à travers le pays
- b) Nombre très limité d'ONG ayant bénéficié du statut légal prévu par la loi (140 en 1990)
- c) Exécution de programmes et projets sans aucun schéma de planification et en dehors des priorités du plan national de développement
- d) Manque de coordination entre les actions en dans une même zone d'intervention
- e) Volonté manifeste des organismes de coopération de passer par les ONG pour réaliser leurs programmes d'aide en Haïti

II 4 PERSPECTIVE D'AVENIR AU NIVEAU DES ONG

Nous pensons que les considérations suivantes produites vers 1990 par le Ministère de la Planification, de la coopération Externe et de la Fonction Publique relative aux ONG méritent d'être prise en considération

La situation telle que décrite, montre que si les ONG contribuent par leurs activités à l'amélioration des conditions d'existence des populations locales, leur prolifération incontrôlée à travers le pays est susceptible de nuire au développement harmonieux recherché par les pouvoirs publics. Aussi il importe donc que certaines dispositions soient prises par l'État Haïtien de manière à améliorer les rapports avec les ONG et arriver à une politique plus réaliste de coopération avec elles. Ces rapports doivent se situer à trois niveaux : les agences d'aide, les ONG et l'État

De plus à l'instar de nombreux gouvernements l'État Haïtien pourrait commencer à financer l'action des ONG au moyen de fonds publics. Il existe des exemples de partenariats réussis entre des gouvernements et des ONG qui pourraient nous servir de sources d'inspiration. En Gambie, la nouvelle politique officielle d'action démographique est assortie d'un programme d'application intitulé Local Initiative Fund (Caisse pour les initiatives locales) démographique, y compris des initiatives des ONG. Au Bangladesh, plus de 1000 ONG participent à des initiatives en matière de planification familiale en coordination avec les services officiels, notamment des actions communautaires de distribution, de formation, de mobilisation publique, de recherche et de marketing social (au Bangladesh, près de 37% des contraceptifs sont fournis et distribués par l'intermédiaire d'ONG) (Nations Unies Octobre 1994 p 34)

Il faut reconnaître que chez nous les ONG jouent déjà un rôle important dans les activités de planification familiale

II 5 DES PARTIS POLITIQUES

Parallelement a la prolifération des O N G (Organisations non gouvernementales) Haiti a vu naître au cours de ces dernieres annees plus d'une cinquantaine de partie politique qui n'ont pas encore des effets vraiment benefiques sur notre societe civile Nous souhaitons qu'avec le temps une decantation s'opere et que les meilleurs partis s'affirment et contribuent a restaurer le tissu social haitien, a consolider l'union dans les familles et dans les communautes, au lieu de constituer des pommes de discordes au sein de la nation

Il faut esperer que ces partis politiques arrivent a elaborer des projets de societe valables, a vehiculer des ideologies nobles capables de polariser le peuple haitien vers des ideaux de grandeurs On doit arriver a l'instar de certains pays developpes a disposer de partis politiques constructifs qui pourront collaborer etroitement au processus de notre developpement national

II 6 DE L'INTEGRATION NATIONALE

Il faut souhaiter surtout que des partis politiques bien structures arrivent de concert avec les autres elements de la societe civile a cooperer efficacement avec l'Etat Haitien en vue d'une meilleur integration de la nation haitienne

De l'Independance jusqu'a ces dernieres annees Haiti a ete marquee par un manque d'integration nationale particulierement sur les plan territorial et politique Mise a part la periode de 1844 a 1915 caracterisee par une relative decentralisation avec la creation dans certaines villes de provinces de ports ouverts au commerce avec l'Etranger, le pays a toujours connu une centralisation outranciere des pouvoirs et de nos faibles richesses a Port-au-Prince et dans une moindre mesure dans les grandes villes Ceci a eu pour consequence la division du pays en la Republique de Port-au-Prince et les grandes villes par opposition a l'arriere pays, le pays en dehors, de plus cet etat de choses a entraine des prises de decisions s'ecartant des priorites des populations locales et necessairement de leur participation Le faible pourcentage des services sociaux ecoles, hopitaux, centre de loisirs, et economiques banques, marches bien equipes, systeme d'irrigation etc , implantes dans le milieu rural et dans les zones marginales des villes est revelateur de ce manque d'integration

Ce manque d'unie nationale agit n'egativement sur la dynamique de population en ce sens qu'il provoque entre autres choses un exode rural massif vers le Capitale et vers les villes de provinces, de gens cherchant un mieux être Ce qui au contraire vient augmenter la misere de la plupart de ces nouveaux migrants tout en perturbant la qualite de la vie au niveau urbain

Certes le courant democratique qui traverse depuis quesque temps notre societe vient diminuer en un sens la distance sociale entre les couches sociales, mais du même coup les pauvres prenant d'avantage conscience de leur misere par rapport aux riches Il en resulte qu'une plus grande agressivite, une plus grande hostilite entre les nantes et les demunis

Par ailleurs loin d'investir dans le pays pour essayer de diminuer l'écart entre pauvres et riches Ces dernières investissent ailleurs, ou exploitent à outrance les plus pauvres

Le nombre de marginaux augmentent surtout à la capitale, et également dans les villes de provinces

Le grand nombre de ces marginaux se trouvent dans le secteur informel qui comporte beaucoup d'énergie, de talents qui méritent d'être encadrés, et valorisés Entre temps que de Mozart assassine parmi les marginaux

Il faudrait une solidarité entre riches et pauvres, entre scientifique et analphabète pour que dans la diversité, et le respect mutuel ou arrive à une certaine harmonie, à une certaine unité Pour les sous-hommes deviennent des hommes et que les nantis deviennent plus humains

Par ailleurs nous sommes dans une société caractérisée par l'anomie c'est-à-dire une société où les normes et mesures de fonctionnement de la vie sociale n'existent pas ou sont ignorées

Il n'existe pas de critères d'appréciation, les vrais valeurs sont foulées au pied Dans un tel contexte on ne peut pas s'épanouir

Toutes les composantes de la société civile devraient être restructurées et renforcées de manière à aboutir à une société vraiment organisée et intégrée

III CONCLUSION

Nous avons montré au cours de cet exposé que les principales composantes de notre société civile sont faibles ou opèrent à contre courant dans la perspective d'une intégration effective de la nation haïtienne et de l'avancement de notre société sur la voie du développement

Du point de vue spécifique de la dynamique de la population il s'est avéré que notre société civile joue un rôle plutôt restreint et parfois négatif

Il importe donc de prendre des mesures pour arriver progressivement, à l'instar de certains pays développés de l'Occident d'arriver à une société civile forte capable de constituer un partenariat valable et efficace à côté de l'État dans notre processus de développement plus précisément de l'épanouissement de notre population

SOCIETE CIVILE EN HAITI

I INTRODUCTION

II ESSAI DE DIAGNOSTIC AU NIVEAU DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA SOCIETE CIVILE HAITIENNE

II 1 LA FAMILLE COMME COMPOSANTE DE LA SOCIETE CIVILE

II 2 ESSAI D'ANALYSE CONCERNANT LES ASSOCIATION ET LES ORGANISATIONS COMME COMPOSANTES DE LA SOCIETE CIVILE

II 3 DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

II 4 PERSPECTIVES D'AVENIR AU NIVEAU DES O N G

II 5 DES PARTIS POLITIQUES

II 6 DE L'INTEGRATION NATIONALE

III CONCLUSION

POPULATION ET SOCIETE CIVILE

La famille reste l'institution la plus forte en Haiti, responsable de la prise en charge de la securite sociale de ses membres

D'une maniere generale la polugamie non avouee est ancree dans la culture haitienne et constitue une faiblesse dans la perspective de gestion de la population

De societe communautaire Haiti tend a evoluer vers une societe associative de type moderne a la faveur des media et de la migration interne et internationale

Depuis l'independance jusqu'a tout recement a la primaute du militaire au detriment de la societe civile

Les regimes politiques ont tendance a freiner ou recuperer les mouvements associatifs de base Ils restent ainsi infeodes au pouvoir et ne remettent pas en cause les faiblesses de l'organisation sociale

Les associations socio-professionnelles se confinent a des interets de groupes et ne fonctionnent pas comme groupes de pression d'interet national

La presse fait egalement l'objet de persecution, il suffit de se rappeler les evenements de novembre 1980 Aguerrie, la presse prend de plus en plus sa place et tend a s'affirmer comme 4eme pouvoir

Les syndicats de travailleurs, tout comme les groupes populaires dont un passe recent de lutttes reprimees, a cet egard les structures demeurent tres fragiles

Ces conseils communauraires ont ete dissous ou eclate en petits groupements reorganises et renforces par des ONG suivant leur zone d'intervention

En 1976 les mouvements d'action communautaire sont des antennes du Jean-Claudisme En 1980 il est rapporte un nombre total de 6000 groupements de 158 400 membres

Les ONG a travers leurs interventions creent ainsi des cellules de base de participation qui peuvent être integrees a la gestion de la dynamique de population Cependant, la proliferation de ces structure reste anarchique

Dans une societe en mutation, les Eglises sont souvent tout en conservant l'essentiel de leurs identites morales et philosophiques, pour reste des valeurs sûres dans le contexte de votre societe civile, remise en question Elles doivent s'adapter du temps pour rester des valeurs sûres

Les partis politiques tendent à la prolifération et entraînent des luttes partisans qui exacerbent les contradictions et déchirent le tissu social

Perspectives

Prises en compte de partenariat réussi entre ONG et structures étatiques Exemple de la Gambie politique d'action démographique assortie d'un programme incluant les initiatives des ONG

Exemple du Bangladesh où les ONG participent aux programmes de planification familiale en coordination avec les services officiels En Haïti les ONG jouent un rôle important en matière de planification familiale

Renforcement des structures de participation pour une meilleure gestion de la dynamique de la population

ATELIER STATUT DE LA FEMME

Madame Evelynne Pierre Louis

Le statut de la femme constitue un indicateur incontournable du degré de développement d'une société. Il est donc aussi incontournable la nécessité de travailler sur les différents facteurs qui font que le statut de la femme haïtienne soit ce qu'il est aujourd'hui. La promotion des femmes et l'amélioration de leur condition sont des éléments essentiels du développement durable.

L'atelier a tenu à signaler sans être exhaustif certaines causes (non généralement considérées) qui sont en grande partie responsables de la situation actuelle de la femme et qui ont une incidence tant sur l'augmentation que sur la qualité de la population.

I CAUSES POLITIQUES

- 1- L'absence de volonté politique dans la recherche d'une amélioration des conditions de vie des femmes
- 2- L'état de crise quasi-cas permanent de l'État haïtien
- 3- L'inadéquation et/ou l'inexistence de structures favorisant le développement des femmes
- 4- L'impossibilité pour les femmes de participer aux affaires politiques du pays

II CAUSES SOCIALES

- 1- Les tabous culturels
 - Société foncièrement machiste
 - Perception de la femme dans la société
 - Perception de la femme par les femmes
- 2- Les difficultés d'accès à l'éducation
- 3- La violence faite aux femmes
- 4- La capacité décisionnelle de la femme face à sa fécondité
- 5- La politique de planification familiale telle qu'elle existe actuellement dans le pays
- 6- La législation et celle concernant la femme en particulier

7- La non responsabilisation des peres

8- La discrimination des femmes en milieu rural

III CAUSES ECONOMIQUES

1- Non valorisation du travail des femmes, avec pour consequence la non-remuneration de la plus grande partie du travail feminin, travail essentiel a la survie de la famille, fondement de toute societe

2- La difficulte d'acceder au marche du travail

3- L'inegalite des salaires quand les femmes arrivent a s'insérer sur le marche du travail

4- La depossession et/ou la devalorisation des terres en milieu rural

LES RELATIONS DE CAUSES A EFFETS DE LA DYNAMIQUE DE POPULATION ET DES PROBLEMES IDENTIFIES

Politiques

L'inexistence de plan global de developpement et specifiquement l'absence de politique visant a l'amélioration des conditions de vie de la population en general et particulierement de la femme haïtienne, sont les principales causes politiques qui sont a l'origine de la situation catastrophique que connait actuellement le pays en matiere de population et de developpement

Sociale

1 LES TABOUS EXISTANTS DANS NOTRE SOCIETE MACHISTE FONT DE LA FEMME "UNE MACHINE DE REPRODUCTION DE LA VIE"

- Il est comprehensive que dans une societe ou la femme est uniquement valorisee sur sa capacite de procreer (yon fan, ki pa fe pitit se milt) Va engendrer une augmentation de la population
- La femme conditionnee des sa naissance ne commencer a questionner son droit a la procreation que quand sa situation economique devient intenable et la encore les tabous culturels sont encore plus forts
- Les idees vehiculees que les enfants sont le "ciment du couple", "pitit se riches", sont autant de facteurs qui incitent a une procreation incontrolee
- L'utilisation par les hommes du nombre d'enfants "engendres" comme indice de leur virilite est aussi un facteur determinant dans l'augmentation de la population

2 LES DIFFICULTES D ACCES A L'EDUCATION

En general la population feminine haitienne est defavorisee en ce qui a trait a l'education Il est demontre que l'education est un facteur cle du developpement durable L'education contribue a la baisse du taux de fecondite, de morbidite et de mortalite L'acces a l'education repousse en general l'age du mariage, reduit la taille des familles et assure une meilleure prise en charge de la sante Par consequent le fait que la population feminine n'a pas acces a l'education constitue une autre barriere au developpement

3 LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Le viol, tout type confondu (celui qui realise avec violence, le viol persuasif le viol conjugal) abouti souvent a une grossesse ce qui implique immediatement une naissance En general les enfants produits d'un viol de n'importe quel type sont soit abandonnes, soit rejetes Ce qui sont amene, en plus d'une augmentation de la population a questionner la qualite de cette population, quantite car nul n'ignore que tout enfant non desire a de fortes chances de presenter des troubles d'ordre psychologique Ces troubles peuvent donner des sujets allant de retardes aux delinquants qui deviennent des barrieres au developpement Si nous tenons comptes des risques de contamination MST/SIDA, les problemes de sante qui accompagnent ces cas sont aussi a considerer en ce qui a trait au coût social

4 LA CAPACITE DECISIONNELLE DE LA FEMME FACE A SA FECONDITE

La capacite decisionelle de la femme est liee d'une part, aux tabous culturels et religieux (veto de certaines religions face a la P F) qui veulent qu'elles accepte sans contrôle leur role de procreatrice

D'autre part un facteurs important est sa dependance economique L'illusion que le pere d'un nouvel enfant l'aidera a faire face a ses obligations envers le ou les enfants qu'elle a, sont autant de facteur qui incitent la femme a une procreation non controlee

5 LA POLITIQUE DE PLANIFICATION FAMILIALE TELLE QU'ELLE EXISTE ACTUELLEMENT DANS LE PAYS

Au depart, l'implantation des programmes de planification familiale ont ete realise dans un contexte ou la population n'etait pas encore suffisamment preparee pour les accepter D'autre part la carence des services de sante principaux circuits utilises pour dispenser les services de planification familiale sont des facteurs qui ont cree un certain rejet de la planification familiale Ce mauvais depart a encore des consequences graves sur l'acceptation de la P F

Le fait que la majorite des programmes de P F sont finances par des bailleurs de fonds etrangers cree une psychose d'être utilisee comme cobaye

La focalisation des programmes de P F sur les femmes (alors que leur capacite decisionelle soit limitee) l'inaccessibilite et/ou l'inexistante de services de "sante genesique"

indispensable a une bonne politique de P F Tout service de P F devrait être accompagne de soins pre-natal, post-natal etc

Le non-diffusion d'informations sur les objectifs au niveau national des campagnes de P F , reduit leur efficacite (Les campagnes de vaccination sont mieux acceptees vu que la population retrouve ses interêts dans l'objectif vise)

Ce sont ici, le nombre de facteurs qui reduisent la portee des actions en ce qui a trait au contrôle de la croissance de la population a travers la planification familiale

6 LA LEGISLATION ET CELLE CONCERNANT LA FEMME EN PARTICULIER

Les deficiences de la legislation concernant la femme contribuent a faire perdurer toute une serie de tabous, a maintenir la femme dans une situation de dependance economique et sociale nefaste a son developpement Par consequent la legislation concernant les femmes telle qu'elle existe actuellement l'inexistence de legislation concernant la paternite responsable, les faiblesses de la legislation concernant le viol etc sont autant de barriere au developpement de plus de la moitie de la population que sont les femmes

Par consequent de quel developpement de population peut ont parler sans reviser ces aspects?

7 LA NON RESPONSABILISATION DES PERES

Le fait que les hommes ne soient pas contraints a prendre leur responsabilite vis-a-vis leur progeniture a un impact certain sur la croissance et la qualite de la population L'inexistence de mecanisme permettant de rechercher la paternite constitue une sortie facile pour les hommes qui refusent d'accepter qu'ils sont les peres des enfants procrees L'inexistence de lois obligeant les peres a être responsable de leurs enfants les incitent a avoir sans contrôle des enfants Un indicateur de cette attitude, conditionnee par la societe est leur desinterêt pour la planification familiale Ajouter au fait que le nombre d'enfant constitue pour certains uniquement une preuve de leur "virilite"

8 LA DISCRIMINATION DES FEMMES EN MILIEU RURAL

Si nous signalons les facteurs qui constituent des barrieres au developpement qui se veut durable donc base sur l'être humain, il importe de mettre l'accent sur les discriminations dont sont l'objet les femmes generalement les mêmes Les femmes en milieu rural sont souvent obligees d'abandonner le noyau familial a la recherche de moyen de survie La situation precare de ces femmes est un determinant du phenomene de migration Cette zone urbaine avec la proliferation des bidonvilles, la promiscuite, le chômage sont reconnus comme favorisant l'augmentation de l'activite sexuelle ayant des consequences sur la croissance et la qualite de vie de la population

Economiques

1 Non valorisation du travail des femmes, avec pour consequence la non-remuneration de la plus grande partie du travail feminin, travail essentiel a la survie de la famille fondement, de toute societe

La non valorisation

La non valorisation de la femme en tant qu'être humain dependance economique fecondite

2 La difficulte d'acceder au marche du travail et/ou discrimination dans l'emploi

- Dependance economique
- Avec tous les points deja mentionnes

3 L'inegalite des salaires quand les femmes arrivent a s'insérer sur le marche du travail

- Deconomique
- Non contrôle de fecondite
- Prostitution
- Abandon des enfants (delinquance)

4 La depossession et/ou la devalorisation des terres en milieu rural

MIGRATION

SURPOPULATION _____

PROMISCUITE

SATURATION URBAINE _____

PROSTITUTION

AUGMENTATION DE LA DEMANDE _____

DOMESTICITE

- EMPLOI
- SERVICES
- LOGEMENT
- ETC

DEGRADATION ENVIRONNEMENT SOCIAL

AUGMENTATION POPULATION
BAISSE QUALITE DE VIE

SUR QUELS FACTEURS CLES (LIES AU THEME) DOIT ON AGIR POUR GERER LA DYNAMIQUE DE POPULATION?

Vu l'importance et l'impact de la situation de la femme sur toute politique de developpement durable d'une part et d'autre part vu la correlation entre les deux facteurs n'aurait aucun impact sur la dynamique de population

Il est donc important d'agir sur tous les facteurs simultanement Toutefois il est important de signaler qu independamment de l'existence d'un ministre a la condition feminine, toute les instances gouvernementales devraient avoir une consideration particuliere pour les questions de la femme dans leurs differents champs d'intervention

PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Une loi d'assistance aux femmes qui ne travaillent pas et qui n'ont aucune source de revenus
- Une loi reglementant l'union libre (plaçage) et precisant les obligations reciproques des partenaires l'un envers l'autre au point de vue sociale et economique
- Des mesures prevenant l'exode rurale
- Des mesures propres a assurer des conditions de vie meilleures aux femmes vivant en campagne et dans les bidonvilles
- Des mesures susceptibles de rendre populaire le planning familial
- Etablir une politique de creation d'emploi pour les femmes (milieu urbain/milieu rural)
- Mettre en place une infrastructure economique repondant aux besoin des femmes
- Valonisation du travail des femmes
- Encadrement du secteur informel
- Formation des femmes
- Rendre les credits accessibles aux femmes
- Promouvoir et reglementer la paternite responsable
- Rendre effectif la decentralisation en vue du developpement des zones rurales
- Encadrement des paysans pour l'augmentation de la production
- Couverture sanitaire
- Education non-sexiste
- Integration de l'education sexuelle depuis l'ecole primaire
- Favoriser l'education des fillettes et des femmes
- Elaboration de projets de loi a soumettre a la chambre
- Ameliorer les programmes de P F

- Orienter les programmes de P F vers des programmes de sante genesique
- Divulguer des informations sur les mecanismes de reproduction
- Politique de logement de creation de lieu de loisir
- Legislation concernant le viol
- Rehabilitation des jeunes meres
- Reinsertion sociale
- Politique vis-a-vis des veuves et handicapes

STRATEGIES

Revision de la legislation concernant le statut de la femme et de la famille Proposition de loi visant a la population et a l'amelioration du statut des femmes

Ceci se fera a travers un comite qui comprendra

- Des representants d'organisation de femme (rural et urbaine)
- Des juristes (femmes et hommes)
- Des representants de differentes categories socio-professionnelles

La coordination du comite sera assuree par le ministre de la condition feminine qui sera charge de la vulgarisation des lois

Education

Eliminer toute discrimination dans l'education des enfants Promouvoir une education non-sexiste a l'ecole et au sein de la famille Introduire l'education sexuelle depuis l'ecole primaire

Pour ceci il faut

- reviser les manuels scolaires haitiens pour changer l'image de la femme afin de
- reviser les chansons etc

Formation des femmes

A travers les programmes d'alphabetisation s'assurer que dans les curriculas soient integres des elements devant favoriser le developpement du statut de la femme a savoir les informations concernant les aspects legal, sexuel, sanitaire, comportemental

Strategies

Sensibiliser de façon permanente des hommes et des femmes concernant la problematique de la femme

Strategies (IEC)

- Promouvoir la sante genesique
- Rendre accessible a tous les individus les services de sante genesiques
- Promouvoir la participation des femmes au niveau decisionnel (politique - administrative etc)
- Decentraliser des structures etatiques par la creation des pôles d'attraction
- Mettre en place des infrastructures economiques et sociales repondant aux besoins de femmes en tenant compte des secteurs formels et informels

Pour ceci il faut	acces au credit
	couverture sanitaire
	ecole
	centres de loisir
	prime d'eloignement etc
	acces a l'information

ANNEXE III
LISTE DES CONFERENCIERS

LISTE DES CONFERENCIERS

- 1 DR FRANTZ SIMEON (ASPHA)
- 1 M JEAN PIERRE GUENGANT (FNUAP)
- 2 M JACQUES HENDRY ROUSSEAU (IHSI)
- 3 DR RUDOLPH MAGLOIRE (IPPF/PAPFO)
- 4 M PIERRE JOSEPH FLORIVAL
- 5 DR EMMANUEL ADE
- 6 DR AMOS DUROSIER
- 7 AGR DANIEL A ADRIEN
- 8 M LOUIS GERMAIN
- 9 DR ERNST VERDIEU
- 10 DR ADELYNE VERLY
- 11 PROF ROSNY DESROCHES
- 12 M BRANLY OGE
- 13 M CALIXTE CLERISME
- 14 MME EVELYNE PIERRE LOUIS

ANNEXE IV
LISTE DES PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

I- MINISTERES ET ORGANISMES D'ETAT

NOM ET PRENOM	ORGANISME	PROVENANCE
1- Gérard BLOT	S E P	PORT-AU-PRINCE
2- Alce QUESNEL	S E P	PORT-AU-PRINCE
3- Eugène JN-MARIE	S E P	PORT-AU-PRINCE
4- Cleophat A HERBE	S E P	PORT-AU-PRINCE
5- Flaubert ST-LOUIS	S E P	PORT-AU-PRINCE
6- Midzy BIEN AIME	S E P	PORT-AU-PRINCE
7- Keney JOSEPH	S E P	PORT-AU-PRINCE
8- Ulrick MANOLY	S E P	PORT-AU-PRINCE
9- Jn Claude JN LOUIS	S E P	PORT-AU-PRINCE
10- Louis GERMAIN	S E P	PORT-AU-PRINCE
11- Chantal JUSTAFORT	S E P	PORT-AU-PRINCE
12- Agenor JACQUES	S E P	PORT-AU-PRINCE
13- Pierette LALANNE	S E P	PORT-AU-PRINCE
14- Yvon ROSEMOND	S E P	PORT-AU-PRINCE
15- Christine KAVANAGH	S E P	PORT-AU-PRINCE
16- Adrienne ALEXIDA	S E P	PORT-AU-PRINCE
17- Romel SYLVAIN	S E P	PORT-AU-PRINCE
18- Wishler PIERRE	S E P	PORT-AU-PRINCE
19- Florival PIERRE	S E P	PORT-AU-PRINCE
20- Antoine VERDIER	MIN ENVIRONNEMENT	PORT-AU-PRINCE

21-	Guy BERNADIN	MIN ENVIRONNEMENT	PORT-AU-PRINCE
22-	Evelyne PIERRE LOUIS	MIN COND FÉMININE	PORT-AU-PRINCE
23-	Francois C St Cyr	TPTC	PORT-AU-PRINCE
24-	Carlo ST LOUIS	TPTC	PORT-AU-PRINCE
25-	Jn claude MICHAUD	MIN EDUCATION NATIONALE	PORT-AU-PRINCE
26-	Serres JEAN	MIN EDUCATION NATIONALE	PORT-DE-PAIX
27-	Simson DESENCLOS	MIN EDUCATION NATIONALE	JACMEL
28-	Joseph ARGAN	MIN EDUCATION NATIONALE	FORT-LIBERTE
29-	Janine CALIXTE	MIN EDUCATION NATIONALE	FORT-LIBERTE
30-	David PIERRE	MIN EDUCATION NATIONALE	FORT-LIBERTE
31-	Lemour DUFORT	DELEGATION	LEOGANE
32-	Jn Michel SALBAT	DELEGATION	JACMEL
33-	Newtons JEUDI	DELEGATION	JACMEL
34-	Jean Renaud JOSEPH	DELEGATION	MARIGOT
35-	Presigny CHEVALIER	DELEGATION	GRAND-ANSE
36-	Jn Claude PETIT	DELEGATION	CAYES
37-	Vilmane GUERRIER	DELEGATION	FOND DES NEGRES
38-	Gérarda ELYSEE	DELEGATION	ARTIBONITE
39-	Harold LONGCHAMP	DELEGATION	GONAIVES
40-	Simon JN WISKI	DELEGATION	PORT-DE-PAIX
41-	Adler VOLNY	DELEGATION	ARTIBONITE
42-	Ghisi SERANT	MIN H D'OUTRE-MER	PORT-AU-PRINCE
43-	Serge C BOUCHERAU	MIN H D'OUTRE-MER	PORT-AU-PRINCE
44-	Gacita BEAUPIN	MSPP	GONAIVES
45-	Guerrier MARTINEAU	MSPP	NORD

46- Ulrick MONTAS	MSPP	PORT-AU-PRINCE
47- Flaubert DUREAUSEAU	MSPP	PORT-DE-PAIX
48- St-Gilles PAUL	MSPP	GONAIVES
49- Guy Marcel CRAAN	MSPP	PORT-AU-PRINCE
50- Guy Fred CELESTIN	MSPP	PORT-AU-PRINCE
51- Joseph JN RONEL	MSPP	PORT-AU-PRINCE
52- Ruth DERIVOIS	MSPP	PORT-AU-PRINCE
53- Eric JN PIERRE	MSPP	PORT-AU-PRINCE
54- Jn Nahum MUSCADIN	MSPP	PORT-AU-PRINCE
55- Michael LEANDRE	MSPP	PORT-AU-PRINCE
56- Lourdes BELOTTE	MSPP	PORT-AU-PRINCE
57- Nicole GARNIER	MSPP	PORT-AU-PRINCE
58- Blondel AUGUSTE	MSPP	JEREMIE
59- Marie Myte DUVERGER	MIN AFFAIRES SOCIALES	GRAND-ANSE
60- Jean Eynold THAM	MIN AFFAIRES SOCIALES	GRAND-ANSE
61- Molière MORISSEAU	MIN AFFAIRES SOCIALES	PORT-AU-PRINCE
62- Carline ALLEN	MIN AFFAIRES SOCIALES	PORT-AU-PRINCE
63- Adrian ABANIEL	MIN AGRICULETURE	PORT-AU-PRINCE
64- Dimitri NORRIS	MIN AGRICULTURE	PORT-AU-PRINCE
65- Adrien DORICENT	MIN AGRICULTURE	CAYES
66- Rodolphe BERTRAND	MIN DEFENSE NATIONALE	PORT-AU-PRINCE
67- Jean BARNAVE	MIN AFFAIRES ETRANGERES	PORT-AU-PRINCE
68- Jacques H ROUSSEAU	IHSI	PORT-AU-PRINE
69- Daniel MILBIN	IHSI	PORT-AU-PRINCE

70- Lindor ST CYR J B	PARC INDUSTRIEL	PORT-AU-PRINCE
71- Ginette R LUBIN	O A T MATERNITE	PORT-AU-PRINCE
72- Frantz BENECHÉ	O A T MATERNITE	PORT-AU-PRINCE
73- Lionel BALAN	AUTORITE PORTUAIRE NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
74- Rosemond FABIEN	AUTORITE PORTUAIRE NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
75- André DEROSIER	AUTORITE PORTUAIRE NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
76- Denis M LORIMER	AUTORITE PORTUAIRE NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
77- Fritz JACQUES	PALAIS NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
78- Rudolph PRUDENT	CABINET 1ER MINISTRE	PORT-AU-PRINCE

II- ORGANISATIONS INTERNATIONALES

NOM ET PRENOM -----	ORGANISME -----	PROVENANCE -----
79- Marmona LELIO	OIM	PORT-AU-PRINCE
80- Marsh PROBYN	OEI	PORT-AU-PRINCE
81- Glenn BOUCHARD	POP COUNCIL	PORT-AU-PRINCE
82- Gloria THEODORE	FNUAP	PORT-AU-PRINCE
83- Jean-pierre GUENGANT	FNUAP	PORT-AU-PRINCE
84- Edith LATAILLADE	FNUAP	PORT-AU-PRINCE
85- Heidi SWINDELLS	FNUAP	PORT-AU-PRINCE
86- Crislian OSSA	FNUAP	PORT-AU-PRINCE
87- kriss BARKER	UNICEF	PORT-AU-PRINCE
88- Jacques JN BAPTISTE	CECI	NORD
89- Jennifer SMITH	CRS	PORT-AU-PRINCE

90- Laurent EUSTACHE	FUTURES GROUP	PORT-AU-PRINCE
91- Emmanuel ADE	FUTURES GROUP	PORT-AU-PRINCE
92- Janet SMITH	FUTURES GROUP	WASHINGTON
93- Norine JEWELL	FUTURES GROUP	WASHINGTON
94- Jeff JORDAN	FUTURES GROUP	WASHINGTON
95- Schelagh O'ROURKE	USAID	PORT-AU-PRINCE
96- Sasha WAHAB	USAID	PORT-AU-PRINCE
97- Sarah CLARK	USAID	PORT-AU-PRINCE
98- Gisèle BALMIR	USAID	PORT-AU-PRINCE
99- Lynn GROTON	USAID	PORT-AU-PRINCE
100- Martine DEVERSON	B G PL 480	PORT-AU-PRINCE
101- Ernst VERDIEU	CARITAS	PORT-AU-PRINCE
102- Cantave THOMAS	CARITAS	PORT-AU-PRINCE
103- Père Wilner DORNECEA	CARITAS	PORT-DE-PAIX

III- ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

NOM ET PRENOM -----	ORGANISME -----	PROVENANCE -----
104- Frantz MODE	CDS	PORT-AU-PRINCE
105- Yvon LABOSSIÈRE	CDS	PORT-AU-PRINCE
106- Nadia ETIENNE	CDS	PORT-AU-PRINCE
107- Marie Carmel B THESE	CDS	PORT-AU-PRINCE
108- Solange ALIX	CDS	PORT-AU-PRINCE
109- Camille D CLERMONT	CDS	PORT-AU-PRINCE
110- Edline TOUSSAINT	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE

111- Djinah M THOMAS	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
112- Audrey POULARD	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
113- Ismène PLANCHEF	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
114- Flavel COREUS	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
115- Imma PIARD	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
116- Jn Claude FANFAN	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
117- Marc RAPHAEL	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
118- Marlène EXANTUS	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
119- Lillianne SINAI	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
120- Camille D LILAIRE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
121- Maggy DE LATALOGUE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
122- Alphonse C FRANCE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
123- Ronald FAUCHE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
124- Claude ST PIERRE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
125- Tassy EDVARD	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
126- Daniel CHARLES	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
127- Ernest VIEL	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
128- Lisette PETIT FRERE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
129- Renel TENGUE	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
130- Florence DOSSOUS	PROFAMIL	PORT-AU-PRINCE
131- Emilie DAMIER	AIDSCAP	PORT-AU-PRINCE
132- Godson JN LOUIS	IHECE	PORT-AU-PRINCE
133- Stéphanie MULLEN	PSI	PORT-AU-PRINCE
134- Gérald GOMEZ	FORM	PORT-AU-PRINCE

135-	Joseph WILBERT	ROUD	PORT-AU-PRINCE
136-	Christine BERTAND	INHSAE	PORT-AU-PRINCE
137-	Grégaire JN LOUIS	INHSAE	PORT-AU-PRINCE
138-	Mireille BALIN	A P AFRICAINE	PORT-AU-PRINCE
139-	Alix BALIN	A P AFRICAINE	PORT-AU-PRINCE
140-	Guy Michel VINCENT	IND	PORT-AU-PRINCE
141-	Gérald LEREBOUFG	IHE	PORT-AU-PRINCE
142-	Evens FLEURIMOND	CEHPAPE	PORT-AU-PRINCE
143-	Ernst MATHURIN	GRAMIR	PORT-AU-PRINCE
144-	Audrey SULLIVAN	IPPF/PAPFO	PORT-AU-PRINCE
145-	Kettly LAURENCEAU	IPPF/PAPFO	PORT-AU-PRINCE
146-	Rudolph MAGLOIRE	IPPF PAPFO	PORT-AU-PRINCE
147-	Chantal CHEVRIEN	PAM	PORT-AU-PRINCE
148-	Elizabeth DEETJEN	FAN	PORT-AU-PRINCE
149-	Belcina M RUBES	LIFE LINE	PORT-AU-PRINCE
150-	Atto JASMIN	JCS/JHO	PORT-AU-PRINCE
151-	Winifred JEAN GALVAN	CPFO	PORT-AU-PRINCE
152-	Patrick LEXIMA	AOPS	PORT-AU-PRINCE
153-	Sylaire AVENANT	AOPS	PORT-AU-PRINCE
154-	Harry RENE	AOPS	PORT-AU-PRINCE
155-	Lesly DUMBAR	AOPS	PORT-AU-PRINCE
156-	Patrice JOSEPH	AOPS	PORT-AU-PRINCE
157-	Fernie PETIT-FRERE	AOPS	PORT-AU-PRINCE
158-	Jabaunin WILSON	FREN	PORT-AU-PRINCE
159-	Léger R JONAS	FREN	PORT-AU-PRINCE

160-	Jn Paul DUPERVAL	FREN	PORT-AU-PRINCE
161-	Jonas Serge ROBENSON	FREN	PORT-AU-PRINCE
162-	JN Paul DUPERVAL	FREN	PORT-AU-PRINCE
163-	Mrie Carmel LAFONTANT	CHREPROF	PORT-AU-PRINCE
164-	Rony DELICENCE	CHREPROF	PORT-AU-PRINCE
165-	Raymonde L JOSEPH	CHREPROF	PORT-AU-PRINCE

**IV- GROUPEMENTS CIVIQUES ET ASSOCIATIONS
PROFESSIONNELLES ET SYNDICALES**

NOM ET PRENOM -----	ORGANISME -----	PROVENANCE -----
166- Clérismé CALIXTE	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
167- Mona PRISMY	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
168- Raymonde MONTAS	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
169- Philippe LARCO	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
170- Claudette MENTOR	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
171- Gerard LAFORET	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
172- Rose Thisy JACQUES	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
173- Beauboeuf ROBERTE	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
175- Micheline E LOUIS	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
176- Lamothe FAYLA	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
177- Serge ARMAND	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
178- Michaud GADNER	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
179- Thimothe R Anne MARIE	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
180- Nirva DUVAL	ASPHA	PORT-AU-PRINCE

181- Jocelyne M Pierre	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
182- Charleine L HECDIVERT	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
183- Roland OSCAR	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
185- Thomas Antoine JOSEPH	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
186- Marthe BOX	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
187- Yvon DESROCHES	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
188- Yolande JN BAPTISTE	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
189- Elsie LAUREDEMENT	ASPHA	PORT-AU-PRINCE
190- Carine STIVEN	B C S/ASPHA	ARCAHAIE
191- Moliere Pamphile	ASPHA	ARCAHAIE
192- Oldith VILSON	ASPHA	ARCAHAIE
193- Miriam DUPUIS-NOUILLE	ASPHA	ARCAHAIE
194- Alexandra EUSTACHE	ASPHA	ARCAHAIE
195- Mirtho LIMAGE	ASPHA	ARCAHAIE
196- Jean B MARSEILLE	ASPHA	ARCAHAIE
197- Yolette M GAY	ASPHA	ARCAHAIE
198- Daniele L NEFF	ASPHA	ARCAHAIE
199- Gabriel THIMOTHE	ASPHA	ARCAHAIE
200- Carla LAMORTHE	ASPHA	ARCAHAIE
201- Raphael PEDRO	ASPHA	ARCAHAIE
202- Reginald SALOMON	MAS	ARCAHAIE
203- Daniele Tardieu BAZIN	UJPM	ARCAHAIE
204- Carole DAY	S P	ARCAHAIE
205- Elizna ULYSSE	OFSOD	ARCAHAIE
206- Paula MIETTE	AAED	ARCAHAIE

207-	Maculee JN LOUIS	KOZE FANM	ARCAHAIE
208-	Beauvin ARITOSTE	GDDPH	ARCAHAIE
209-	Charles Pierre CARLOS	SECT RELIGIEUX	NORD'EST
210-	Clerge Louis RAYMOND	CENTRE P Bolivard	PORT-AU-PRINCE
211-	Jacques Wilfort LOUIS P	SCOUT	ARTIBONITE
212-	Marie Janette CELESTIN	ASS Enseignant	SUD'EST
213-	Ginette APPOLON	CNFT	PORT-AU-PRINCE
214-	Marie Chantale BAPTISTE	APHA	PORT-AU-PRINCE
215-	Constant EDITH	APHA	PORT-AU-PRINCE
216-	Suzana JANACK	ADEICO	ARTIBONITE
217-	Benoit JESSY	ADECOI	PORT-AU-PRINCE
218-	Francois HELENE	ADECOI	PORT-AU-PRINCE
219-	Auguste RONIDE	ADECOI	PORT-AU-PRINCE
220-	Augustin DULES	OJDEFM	PORT-AU-PRINCE
221-	Antoine CESAIRE	OJDEFM	PORT-AU-PRINCE
222-	Georges EDWARD	OJDEFM	CERCA LA SOURCE
223-	Jean Robert ANTOINE	AJK	AQUIN
224-	Branly OGE	IMED	PORT-AU-PRINCE
225-	Bissereth Jn CAMILLE	CENPAPE	PORT-AU-PRINCE
226-	Rosny DESROCHE	FONHEP	PORT-AU-PRINCE
227-	Pierre Edwige FORTUNAT	FONHEP	PORT-AU-PRINCE
228-	Vania BERROUET	FONHEP	PORT-AU-PRINCE
229-	Tirone SENACLE	FENOD	MIREBALAIS
230-	Eden ST FLEUR	FENOD	MIREBALAIS

231-	Jean Claude DELVA	FENOD	SAVANETTE
232-	Edith VAL	FENOD	SAVANETTE
233-	Syriane BONNET	FENOD	SAVANETTE
228-	Suckner CHARLES	FENOD	HINCHE
229-	Yacune FILDOR	FENOD	HINCHE
230-	Gamil THELEMAQUE	FENOD	MARMONT
231-	Myrvil DIAS	FENOD	MIREBALAIS
232-	Philippe BRIZARDE	FENOD	MIREBALAIS
233-	Raoul SMITH	FENOD	SCEAU D'EAU
231-	Hebert JOSEPH	FENOD	CENTRE
232-	Paul ORACNEL	FENOD	BELLADERE
233-	Dieudonne NOEL	FENOD	THOMASSIQUE
232-	Carlo HYPPOLITE	MHAVE	PORT-AU-PRINCE
233-	Franklin VALME	MHAVE	PORT-AU-PRINCE
235-	Gabriel JN MAX	MPCE	PORT-AU-PRINCE
236-	Guerrier MARTINEAU	CAT DSC	PORT-AU-PRINCE
237-	Augustin HERMANITE	ESP	PORT-AU-PRINCE
238-	St Cyr RONALD	ALPHAHBETISATION	PORT-AU-PRINCE
239-	Phele GINETTE	GROUPE PRIERE	PORT-AU-PRINCE
240-	St Val GISLAINE	C T H	BON REPOS
241-	Mie Evelye PIERRE LOUIS	ICPD	BON REPOS
242-	Mie Josaphine MARCELLUS	CTH	BON REPOS
243-	Carre Theodore DARLINE	C DE BIENFAISANCE	PIGNON
244-	Jean Walato THEODAT	ADMED	JEREMIE

245-	Thelson FLEURIS IE	HNS	
246-	Desia CHAMPAGNE	CDE C	
247-	Woolkens HONORE	C C F	PORT-AU-PRINCE
248-	Roberne D'HAITI	S E P	PORT-AU-PRINCE
249-	Elizabeth BARTOT	BODE NATIONAL	PORT-AU-PRINCE
250-	Rose Mireille EXUME	COMITE ST MARIE	PORT-AU-PRINCE
251-	Arthur EXUME	COMITE ST MARIE	PORT-AU-PRINCE
252-	Jn Rene CHARLES	AEG	GONAIVES
253-	Jacques HYPPOLITE	AEG	NORD
254-	Antoine Rene SAMSON	AEG	NORD
254-	Gregoire Jn R GUERRIER	CEDEJERR	PORT-AU-PRINCE
255-	Jean JACCENE	MODECADEC	CARICE
256-	Frantz FORTUNAT	BRIDES	PORT-AU-PRINCE
257-	Andre C SALOMON	SANTE PLUS	PORT-AU-PRINCE
258-	Arne CONSTANTIN	K P K	PORT-AU-PRINCE
259-	Anne GUEGANIC	DROIT DE L'HOMME	PORT-AU-PRINCE
260-	Pierre Felixon LAZARRE	CRPE	
261-	Eddy JARBATH	PLUS	SUD'EST
262-	Jn Never GUZMAN	P F SUD'EST	THIOTTE
263-	Yoleine ATTANAS	ASSOCIATION FEMME	NORD
264-	Bastien AUGUSTIN	O P M	NORD'EST
265-	Christian TOUSSAINT	MAE	PORT-AU-PRINCE
266-	Cecile GABOTON	C C F	OUEST
267-	Yvan PIERRE	C C F	OUEST
268-	Cedene ALEJANDRE	UNHJCR	OUEST

269- Patrice CADET	CADD	OUEST
270- Suzie CASTOR	CHRESFED	OUEST
271- Sabyne SANON	GHRAP	OUEST
272- Sinda NEUFELD	COMMUNAUTE BAHAI	OUEST
273- Ketly PAQUIOT	ANDAH	
274- Ghislaine ST VAL	ASS PETITS COMMERCANTS	
275- Gerson DOMINIQUE	ZELE	
276- Moise LOUIS JEUNE	ZELE	

V- ORGANISATIONS POPULAIRES

NOMS ET PRENOMS -----	ORGANISME -----	PROVENANCE -----
277- Jean Baptiste DORD	GIIKAP	
278- Francois FELIERE	GIIKAP	
279- Marcine MARCELUS	GIIKAP	PETIT GOAVE
280- Dufort MILORD	GIIKAP	PETIT GOAVE
281- Mme Andre VALENTIN	KSP	PORT-AU-PRINCE
282- Katia JN PIERRE	BONENA	PORT-AU-PRINCE
283- Mario AUGUSTIN	S P	PORT-AU-PRINCE
284- Mle Antoinette MUSAC	S P	PORT-AU-PRINCE
285- Dieu Qui Sait DECUIS PAYSAN PILATE		NORD
286- Benedict CADET	KDK	NORD'OUEST
287- St Fleur Roger CLERIO	SOLEIL LAKAY	AME-MARIE
288- Merakeau REVOLUS	APS	SAVANETTE
289- Samuel PIERRE	KOMITE TET ANSAM	PORT-AU-PRINCE
290- Delice HILAURNUS	SAKOU	ST JN BOSCO
291- Maryse F BLOT	IKOJE FANM	PORT-AU-PRINCE
292- Bazile JN MARIE	MDC EXT	PORT-AU-PRINCE
293- Jean Sadak MILORD	K O D	OUEST
294- Bennette CLENOR	S P	OUEST
295- Jean Edwith MAGLOIRE	CHAPO	PORT-AU-PRINCE
296- Rene Luc DESRONVIL	FULMH	
297- Emile JACQUES	OPS	FORT-LIBERTE
298- Sironl THELUVIA	OPPPL	GONAIVES

299-	Seon JOSEPH	ODPL	LEOGANE
300-	Jocelyne MOMPRIER	MOUVEMENT PAYSAN	NORD
301-	Jocelyne STINFIL	COMITE REFLEXION	NORD' OUEST
302-	Clara SAROSE	CAHDD	ARTIBONITE
303-	Louis CHARITE	O P	NORD' OUEST
304-	Ruth FLEBERT	K S L/MRL	NORD
305-	David REGISTRE	CODIM	MIRAGOANE
306-	Charles JODANIER	ODUV	VALLIERES
307-	Georges ASTRENON	MODEPA	CAYES
308-	Jn Malinovky HERVE	KMS	CAYES
309-	Ginette BERKIN	FANM VANYAN	
310	Roosevelt Jn BAPTISTE	PLAT FORME	CAR FEUILLES
311-	Joseph BENEFICE	TKL	PORT-AU-PRINCE
312-	Franche JEROME	OJCDC	PORT-AU-PRINCE
313-	Evens JOSEPH	MDH	PORT-AU-PRINCE
314-	Kiner BOURSIQUOT	HTN	PORT-AU-PRINCE
315-	Carice JEAN JAKSEN	MODECADEC	PORT-AU-PRINCE
316-	Nuckson SULLY	ARO-KA	PORT-AU-PRINCE
317-	Gino ELISMA	OGEP	PORT-AU-PRINCE
318-	Jn WESLEY THOSIAC	OJED	PORT-AU-PRINCE
319-	Floreal JN BAPTISTE	KIJEP	PORT-AU-PRINCE
320-	Kenol JOSEPH	ARAKA	PORT-AU-PRINCE
321-	Roc AUXENE	PILATE FORME SUD' EST	JACMEL
322-	Patrick	UNITE SUD' EST	

ANNEXE V
LISTE DES COMITES

COMITE RELATIONS PUBLIQUES

- 17- IDERLE J BOIS
- 18- DR RAYMONDE MONTAS
- 19- ADY JEANGARDY
- 20- PIERRE JACQUES CHERY
- 21- NIRVA DUVAL
- 22- DR JOSELINE MARHONE PIERRE

COMITE LOGISTIQUE

- 23- MONA PRISMY
- 24- CHARLEINE LEGRAND HECDIVERT

COMITE SYNTHESE

- 25- COMITE COORDINATION
- 26- COMITE TECHNIQUE
- 27- SECRETARIAT PERMANENT
- 28- DR LAURENT EUSTACHE

COMITE SUIVI

- 29- COMITE COORDINATION
- 30- COMITE TECHNIQUE
- 31- SECRETARIAT PERMANENT
- 32- DR LAURENT EUSTACHE

PRESIDENCE DU SYMPOSIUM

- 1- DR FRANTZ SIMÉON
- 2- DR GERARD ELOT
- 3- DR SERGE PINTRO

COMITE DE COORDINATION

- 4 - DR LAURENT EUSTACHE
 - 5 - DR JOSELINE MARHONÉ PIERRE
 - 6 - NIRVA DUVAL
 - 7 - DR MYRNA B EUSTACHE
 - 8 - OLDITH VILSON
 - 9 - MYRIAM DUPUIS-NOUILLE
 - 10- MARIE CARMEL LABOSSIÈRE
- (DR FLORENCE DYER - mars à juin)

COMITE TECHNIQUE

- 11- ELSIE LAURENT (ASPHA)
- 12- IMMA PIARD (PROFAMIL)
- 13- DR GADNER MICHAUD (ASPHA)
- 14- MARYSE GOURDET (AOPS)
- 15- DR LAURENT EUSTACHE (FUTURES Group)
- 16- DR JOSELINE MARHONÉ PIERRE (ASPHA)

PRESIDENCE DU SYMPOSIUM

- 1- DR FRANTZ SIMEON
- 2- DR GERARD BLOT
- 3- DR SERGE PINTRO

COMITE DE COORDINATION

- 4 - DR LAURENT EUSTACHE
- 5 - DR JOSELINE MARHONE PIERRE
- 6 - NIRVA DUVAL
- 7 - DR MYRNA B EUSTACHE
- 8 - OLDITH VILSON
- 9 - MYRIAM DUPUIS-NOUILLE
- 10- MARIE CARMEL LABOSSIERE

(DR FLORENCE DYER - mars à juin)

COMITE TECHNIQUE

- 11- ELSIE LAURENT (ASPHA)
- 12- IMMA PIARD (PROFAMIL)
- 13- DR GADNER MICHAUD (ASPHA)
- 14- MARYSE GOURDET (AOPS)
- 15- DR LAURENT EUSTACHE (FUTURES Group)
- 16- DR JOSELINE MARHONE PIERRE (ASPHA)

COMITE RELATIONS PUBLIQUES

- 17- IDERLE J BOIS
- 18- DR RAYMONDE MONTAS
- 19- ADY JEANGARDY
- 20- PIERRE JACQUES CHERY
- 21- NIRVA DUVAL
- 22- DR JOSELINE MARHONE PIERRE

COMITE LOGISTIQUE

- 23- MONA PRISMY
- 24- CHARLEINE LEGRAND HECDIVERT

COMITE SYNTHESE

- 25- COMITE COORDINATION
- 26- COMITE TECHNIQUE
- 27- SECRETARIAT PERMANENT
- 28- DR LAURENT EUSTACHE

COMITE SUIVI

- 29- COMITE COORDINATION
- 30- COMITE TECHNIQUE
- 31- SECRETARIAT PERMANENT
- 32- DR LAURENT EUSTACHE